

Centre d'études
et de recherches
sur les qualifications

10, place de la Joliette BP 21321
13567 Marseille Cedex 02



Engagement des jeunes dans le trafic Quelle prévention ?

« Groupe Paris-Seine-Saint-Denis »

Pascale JAMOULLE - Pierre ROCHE

Convention R/2011/001/DTEP/FFSU



Mars 2012

PREAMBULE

Dans le prolongement du Plan Crack du Nord-est parisien initié en 2005, la Mairie de Paris, le Conseil général de la Seine-Saint-Denis, la Direction de la cohésion sociale de Paris, la délégation territoriale de la Seine-Saint-Denis de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France et le Forum Français pour la Sécurité Urbaine (FFSU) ont continué leur partenariat en explorant la question de la prévention des trafics. Une première recherche ethnographique en 2009-2010, confiée au Groupe de Recherche sur la Vulnérabilité Sociale, a permis la production de récits de vie de personnes impliquées dans le trafic. Ensuite, des ateliers « Engagement des jeunes dans les trafics, quelle prévention ? » ont été proposés en 2011. Ils regroupent des professionnels de Paris et de la Seine-Saint-Denis confrontés à cette problématique avec leurs publics. Ce rapport est issu d'une recherche-intervention conduite par Pierre ROCHE, sociologue au Céreq et Pascale JAMOULLE, anthropologue à l'Université de Louvain-la-Neuve et à la Mission de prévention des conduites à risques de la Seine-Saint-Denis. Il a pu être réalisé grâce à une convention entre le Céreq et le FFSU, et au soutien financier de la MILDT et de la DCS de Paris.

Isabelle JEANNES, Chef de projet à la Mission de prévention des toxicomanies de la DASES, Mairie de Paris et Emmanuel MEUNIER, Chef de projet à la Mission de prévention des conduites à risques du Conseil Général Seine-Saint-Denis ont assuré la coordination du groupe de professionnels de proximité et contribué à l'écriture du rapport.

Avec la participation d'un groupe de professionnels de proximité de la Seine-Saint-Denis et de Paris composé de

Ouardia AIT HADDI, Valérie BEAUDOIN, Abdoullah BEN SAID, Ludovic BLAY, Sylvie CAROT, Bruno CHAMINADE, Thierry DUEZ, Romain DURR, Karima ESSEKI, Anne GUILBERTEAU, Stéphanie GADHOUM, Frédéric MIGNOT, Dominique LANDRODIE, Elise LONGE, Elisabeth MONNERAT, Alexis OLI, Denis PEDOWSKA, Pierre VARIN, Matthieu VERRIERE

| | |
|---|-----------|
| Synthèse | 7 |
| INTRODUCTION | 9 |
| Problématique et demande | 9 |
| Méthodologie | 10 |
| Mode d'exposition des résultats | 13 |
| SENS DES ENGAGEMENTS DANS L'ECONOMIE DE LA RUE | 15 |
| Une forte dynamique groupale dans les quartiers d'exil | 16 |
| Apprentissage par imitation et promotion par cooptation | 17 |
| L'équipe. Le collectif. La coopération | 18 |
| Des relégations scolaires et sociales | 18 |
| Une mise à l'écart scolaire, avec deux moments critiques | 19 |
| Des relégations professionnelles | 20 |
| Des fragilisations familiales | 21 |
| Des ruptures familiales : Des jeunes en errance | 21 |
| Des distances familiales | 22 |
| Des débordements, des dénis et un barrage des jeunes, d'autant plus si la fratrie deale | 23 |
| Questionnement sur la place des parents | 24 |
| Regard du quartier et mutisme des parents | 26 |
| Des résistances socio-économiques | 27 |
| La quête d'une « place » sociale où devenir fier | 27 |
| Une économie de la pauvreté, de « la flambe » et de l'endettement | 28 |
| Argent possible, avec l'idée d'une accumulation possible | 28 |
| Aider la famille | 29 |
| Errer et survivre | 30 |
| Des prises de risque | 30 |
| « Goût » de la peur et virilisme | 31 |
| La confrontation à l'adulte | 32 |
| La recherche de limites | 33 |
| Polysémie des trafics | 34 |
| PARCOURS DES « PETITES MAINS » DU TRAFIC | 35 |
| La vente au détail en rue | 35 |
| Postes des jeunes et division genrée du travail | 36 |
| Pratiques du trafic selon les âges | 38 |
| De petits revenus, en deçà du smic | 39 |
| Consommations et écarts de temporalités | 40 |
| Les dynamiques d'enkystement dans les trafics | 40 |
| Violence et emprise | 41 |
| Risques judiciaires et marquage pénal | 43 |
| Tensions de genre et affaiblissement des liens familiaux | 44 |

| | |
|--|-----------|
| Les mouvements de sortie du trafic | 45 |
| Le sentiment de « partir trop loin » | 45 |
| Changement de direction | 46 |
| Combinaison travail / trafic, pour construire une autonomie | 46 |
| Investissement dans un couple et une famille | 47 |
| Les passions alternatives | 47 |
| La reprise de contact avec les affects et le don | 48 |
| Les repères religieux | 48 |
| Les premiers éléments de synthèse | 48 |
| | |
| PERTURBATIONS ET POSITIONNEMENTS | 50 |
| | |
| Perturbations dans les institutions | 50 |
| Des leviers d'intégration sociale inopérants | 51 |
| Une confiance mutuelle à l'épreuve de l'omerta | 52 |
| La montée de l'incertitude face à la violence | 54 |
| | |
| Le positionnement de proximité | 57 |
| Construire le lien de confiance | 57 |
| Adapter l'accueil | 58 |
| Développer sa capacité à percevoir et à entendre | 60 |
| Construire un partenariat de proximité | 60 |
| | |
| Enjeux de l'accompagnement | 61 |
| La déconstruction des illusions liées au trafic | 61 |
| L'intégration de la loi symbolique | 62 |
| Le développement de l'estime de soi | 63 |
| La séparation et l'individuation | 64 |
| Le dégagement d'un nouvel horizon | 66 |
| La réussite du parcours scolaire | 67 |
| L'accès au monde du travail | 69 |
| | |
| PISTES DE TRAVAIL | 72 |
| | |
| Promouvoir la coéducation | 72 |
| Une autre interpellation des parents | 72 |
| La création de lieux conviviaux | 73 |
| Autour de la prévention de la récidive | 74 |
| | |
| Penser l'approche du deal sur le modèle de la réduction des risques | 74 |
| La décélération des prises de risques | 75 |
| Le travail au noir comme entre deux | 75 |
| La limitation de la dégradation des liens sociaux | 76 |
| | |
| Promouvoir une approche santé | 77 |
| | |
| Mettre en place des supports créatifs | 79 |

Synthèse

Quelle part peut prendre la prévention pour réduire les dommages liés aux trafics de drogue et son emprise sur une fraction de la jeunesse ? Le présent rapport restitue les résultats d'un atelier qui a réuni, de mars 2011 à janvier 2012, des professionnels de la Seine-Saint-Denis et de Paris autour de cette question. L'enjeu n'était autre ici que de produire des connaissances sur cette thématique et de rechercher des leviers de prévention. Cette démarche a été portée par la Mission de prévention des toxicomanies de la Ville de Paris, la Mission de prévention des conduites à risques du Conseil général de la Seine-Saint-Denis, les Directions de la cohésion sociale des deux départements et le Forum Français pour la Sécurité Urbaine.

Cette recherche-intervention permet d'abord une lecture du trafic de drogues. Elle porte sur l'engagement des jeunes dans l'économie de la rue. Elle rend compte de la façon dont on peut le lier à un processus de fragilisation fait tout à la fois de mises à l'écart scolaire, de relégations professionnelles, de ruptures familiales. Elle nous permet d'accéder à son sens économique, notamment en insistant sur sa fonction de résistance à la paupérisation, de soutien au budget familial ou encore sur les possibilités qu'il ouvre en termes d'accumulation de capital. Mais elle nous permet aussi d'accéder à son sens subjectif, notamment en mettant en avant le fait qu'il peut satisfaire un besoin d'adrénaline ou encore répondre à une quête de virilisme. Elle restitue les parcours de ces jeunes dans cette économie. Après avoir décrit l'organisation de la vente de détail, elle met l'accent sur les risques d'enkystement dans les business mais aussi sur les mouvements de sortie, de désengagement, de mise à distance.

Elle aborde ensuite la façon dont les trafics viennent perturber les institutions et, corrélativement, la façon dont les professionnels qui travaillent dans ces dernières se positionnent par rapport aux jeunes qui y sont engagés. Côté perturbations, elle montre notamment que des leviers d'intégration sociale deviennent inopérants, que la confiance mutuelle est mise à mal par l'omerta requise dans le trafic ou encore que la violence qu'il génère est susceptible d'induire chez les professionnels une incertitude concernant leurs savoirs et savoir faire. Côté positionnements, elle se centre sur la proximité et l'accompagnement.

Elle propose enfin des pistes de travail originales afin de prévenir l'engagement des jeunes dans le trafic. Dans cette perspective, elle évoque la mise en oeuvre de démarches de coéducation, la mise en place de supports créatifs, la promotion de la santé ou encore la nécessité d'une appropriation critique du modèle de la réduction des risques.

INTRODUCTION

Problématique et demande

Quelle part peut prendre la prévention pour réduire les dommages liés aux trafics de drogue et son emprise sur une fraction de la jeunesse ? Telle est la question qui, de mars 2011 à janvier 2012, a animé 6 séances d'ateliers pluri-professionnels. Ces ateliers avaient comme objectif général de produire des connaissances sur cette thématique et de rechercher des leviers de prévention. Le premier atelier réunissait des professionnels du 19^e arrondissement de Paris ; le deuxième des professionnels de la Seine-Saint-Denis et de Paris. Cette démarche a été portée par la Mission de prévention des toxicomanies de la Ville de Paris, la Mission de prévention des conduites à risques du Conseil général de la Seine-Saint-Denis, les Directions de la cohésion sociale des deux départements et le Forum Français pour la Sécurité Urbaine.

Dès 2007, cette problématique de l'engagement de jeunes dans les trafics était particulièrement ressortie de travaux réunissant institutions et acteurs de proximité intervenant dans les territoires du Nord-est parisien et séquano-dyonisiens. Dans le livret « Comprendre le sens des conduites à risques pour agir en prévention »¹, la banalisation de l'économie souterraine et la structuration identitaire de jeunes autour de « l'école de la rue » avaient été identifiées comme des axes de travail à approfondir. En 2008, 2009 et 2010, des « ateliers de valorisation des pratiques de prévention » ont présenté et mis en débat des expériences parisiennes et séquano-dionysiennes. Celles-ci soulignaient l'importance de la prévention en amont de l'engagement dans les trafics et la nécessité d'une approche globale prenant en compte les processus de décrochage scolaire, le soutien à la parentalité, la lutte contre les discriminations, l'apaisement des conflits de cultures, des tensions de genre et des troubles liés à l'exil. Se posait toutefois la question spécifique des modes d'entrée et de sortie de l'économie de la rue. Aussi, une étude intitulée « Processus d'inscription dans l'économie de la rue : quelles stratégies de prévention ? » fut-elle menée en 2009 auprès de jeunes inscrits dans les trafics et auprès de professionnels de première ligne². Cette enquête ethnographique mettait en évidence des leviers pertinents en termes de prévention. C'est donc dans la continuité de ces travaux que les ateliers « Engagement des jeunes dans les trafics, quelle prévention ? » ont été proposés en 2011. Nos commanditaires nous ont confié

¹ JAMOULLE, P. ; FOURNIER, J. 2007. « Comprendre le sens des conduites à risques pour agir en prévention », *Plan crack du Nord-est parisien*, Groupe prévention.

² AMAOUCHE, M. 2010. *Processus d'inscription dans l'économie de la rue : quelles stratégies de prévention ?* Enquête ethnographique dans le Nord de Paris, à Stains, Saint-Ouen et en Seine-Saint-Denis, conduite par le Groupe de recherche sur la vulnérabilité sociale (GRVS) et financée par le Conseil général de la Seine-Saint-Denis, la Ville de Paris, la Préfecture de Paris et la DDASS de Seine-Saint-Denis.

l'animation de ces ateliers parce qu'ils considéraient que les travaux de recherche que nous menions sur les problématiques des drogues, des quartiers populaires, de la proximité à l'œuvre dans certains positionnements professionnels mais aussi nos expériences de travail avec des collectifs de professionnels nous qualifiaient tout particulièrement pour ce projet.

Au cours de ces ateliers, les professionnels de proximité (éducateurs spécialisés de prévention, assistantes sociales scolaires, animateurs jeunesse, conseillères en insertion sociale et professionnelle, enseignants, animateurs de centres sociaux, médiateurs sociaux...) ont interrogé le sens de l'implication des jeunes dans le trafic. Ils ont aussi interrogé leurs pratiques et positionnements, échangé sur des situations difficiles, voire considérées comme limites. En effet, intervenant auprès de jeunes impliqués dans les réseaux de l'économie de la rue - et tout particulièrement dans le trafic de produits psycho-actifs illicites - ils s'interrogent, non sans anxiété, sur la façon d'aborder ce sujet avec les intéressés. Quelle est leur légitimité à le faire ? Comment le faire sans (avoir l'impression de) se mettre en porte à faux avec la loi ? Quel discours de prévention et d'information leur tenir ? Comment réagir à certaines révélations qu'ils peuvent faire sur leurs conduites délictueuses ? Mais, inversement, comment continuer d'assurer sa mission éducative en passant sous silence ces aspects, cette réalité ? Comment maintenir le lien et le dialogue avec ces jeunes sans (donner l'impression de) cautionner une activité illicite, accepter le trafic mais bien plutôt pour être en mesure de continuer à les accompagner et leur proposer de possibles alternatives ? Cette demande portait donc sur la construction d'un ensemble de références communes, d'un cadre éthique d'intervention à même de faire reculer le sentiment d'impuissance qu'ils peuvent parfois ressentir et de leur permettre d'être plus ou mieux aidant vis-à-vis de ces jeunes ; plus à même, ce faisant, de leur permettre de desserrer l'emprise que ces réseaux de trafic exerce sur eux, voire d'en sortir totalement.

Le présent document constitue le rapport final de la recherche-intervention que nous avons réalisée en coopération avec le collectif des professionnels de proximité de Seine-Saint-Denis et Paris. Il a été écrit parallèlement à un autre rapport rendant compte du travail que nous avons conduit en coopération avec un collectif de professionnels intervenant sur Paris 19^{ième} arrondissement. Notons, enfin, qu'un rapport de synthèse permet de rendre compte des résultats de ces deux démarches.

Méthodologie

La démarche proposée ici s'inscrit dans le cadre d'une sociologie clinique du travail.³ Elle est tout à la fois :

- une invitation à tenir compte de la présence tout à la fois irrécusable et irréductible de la subjectivité au sein même des rapports sociaux, à prêter une forte attention à leurs dimensions individuelles, psychiques, affectives, existentielles. Ainsi appréhendé, le travail des professionnels de la proximité n'est pas seulement une activité contrainte, canalisée, enserrée dans un

³ DE GAULEJAC (de), V. ; HANIQUE, F. ; ROCHE P. 2007. *Sociologie clinique. Enjeux théoriques et méthodologiques*, érès ou encore ROCHE, P. 2010. « Sociologie clinique du travail et subjectivation », Yves CLOT et Dominique LHUILIER (sous la direction de), *Agir en clinique du travail*, érès.

système de production de services. Il est aussi un agir orienté par des formes de rationalité, des normes, des affects et des valeurs. Un agir pratique mais aussi, parfois, éthique. Un agir dont le sens est donné, imposé mais aussi sans cesse réapproprié. Il est enfin une scène où celui qui l'exerce entre, par l'intermédiaire de choses matérielles, dans des rapports déterminés avec les autres, par lesquels il les affecte et est affecté par eux ; une scène où il se mesure à l'adversité, se confronte au réel et, plus encore peut-être, à lui-même ; une scène où il résiste à ce qui lui résiste.

- une pratique. C'est bien cette dernière qui la spécifie en tant que telle. Parmi ses traits les plus saillants, nous ne citerons ici que le principe de la co-construction des savoirs ; en fait, la coopération entre chercheurs et professionnels sur le terrain même de la production des connaissances. Les professionnels qui ont pris le parti d'aller au devant des jeunes impliqués dans les trafics ont en effet été interpellés non pas en tant qu'informateurs, fournisseurs de données ou encore offreurs de vécu mais en tant que sujets sachants et à même d'en savoir toujours plus, en raison même de leur capacité à faire expérience et à transformer cette dernière en connaissance. Les chercheurs ne sont pas dans un tel cadre seulement des maïeuticiens qui, grâce à leur écoute active et à leur relances, les aident à accoucher d'une parole et d'un savoir sur leur activité et leurs positionnements. Ils proposent aussi des concepts au moment même où ils constituent pour eux une ressource compréhensive susceptible de les aider dans leur propre réflexion et analyse,
- une visée. Celui qui se réclame de la clinique est d'accord pour dire que la sociologie ne vaudrait pas une heure de peine si elle n'était que pure spéculation⁴ ou un savoir d'expert réservé à des experts.⁵ Il ajoute seulement que les démarches concrètes par lesquelles elle existe doivent permettre aux professionnels de faire reculer les passions tristes ou, pour le dire encore plus positivement, de gagner en puissance d'agir individuelle et collective grâce à la nature des savoirs qu'elles mettent en jeu et à leur régime de production ; plus précisément, parce qu'elles leur donnent la possibilité de co-élaborer à partir de ce qui, habituellement, a du mal à se dire, voire est totalement tu.

La mise en oeuvre d'une telle démarche requiert un dispositif technico-relationnel *ad hoc*. L'entretien collectif répété avec retour est son outil privilégié. La répétitivité des rencontres est importante parce qu'elle favorise la confiance entre participants et crée les conditions d'une parole toujours plus authentique. Mais la pièce maîtresse de ce dispositif est le retour. Les paroles sont enregistrées, transcrites et retournées au groupe entre deux séances de travail puis, peu à peu, avec ce dernier, thématiques, mises en perspectives, élaborées, réélaborées, conceptualisées ; en un mot, transformées en savoirs. Retour donc aux professionnels pour étayer leur capacité réflexive et d'action ; en fait, pour qu'ils puissent eux-mêmes faire retour sur leurs énoncés et aller toujours plus loin dans leur propre élaboration et donner une dimension toujours plus éthique et critique à leur pratique.

Les personnes qui composent le groupe trans-périphérique ne constituent pas des pairs au sens strict. Ils n'occupent pas la même place au sein de la division du travail et n'ont pas en commun un habitus, autrement dit un ensemble de

⁴ DURKHEIM, E. (1895)-2007. *De la division du travail social*, Paris, PUF.

⁵ BOURDIEU, P. 1980. *Questions de sociologie*, Paris, Minuit.

dispositions, de schèmes de perception, de façons d'être au monde. De riches controverses professionnelles ont, chemin faisant, émaillé les échanges et ont pu, ainsi, témoigner de la diversité des cultures éducatives qui y étaient présentes. Mais ils sont pairs à partir du moment où on privilégie ce qui, dans leur pratique, fait problème (l'implication des jeunes dans le trafic) et ce qui, dans leur positionnement, relève d'une éthique (le fait de ne pas s'en accommoder). Un positionnement éthique qui a été au principe même de leur engagement dans cette démarche et qui donnait consistance à ce groupe. Si l'on adopte ce point de vue, ces professionnels ne se différencient que parce qu'ils rencontrent les jeunes à différents moments de leur parcours dans le trafic. Certains les rencontrent alors même qu'ils n'y sont pas engagés mais courent le risque de l'être ; d'autres dès leurs premiers pas en tant que guetteurs ; d'autres, encore, alors qu'ils y sont installés en tant que revendeur, parfois même enkystés ; d'autres, enfin, alors qu'ils sont sous main de justice. Certains sont plutôt dans la prévention de l'implication dans le trafic ; d'autres dans la réduction des risques ; d'autres, enfin, dans la prévention de la récidive. Chaque professionnel, dans ce groupe, s'autorisait donc à poser une parole toujours plus authentique parce qu'il savait que les autres partageaient des difficultés semblables aux siennes et, comme lui, un fort désir de les surmonter mais aussi parce qu'il était conscient de tout ce qu'il pouvait découvrir et apprendre en échangeant avec eux sur les pratiques et les positionnements. Le sens a ainsi cheminé au travers de tout ce qui, dans les paroles des uns et des autres, se faisait écho, entrait en résonance, avait pouvoir d'évocation, donner lieu à association d'idées.

Enfin, précisément parce que toute parole peut être considérée comme une prise de risque, comme un acte qui engage celui qui le pose, deux règles - celle du volontariat et celle de ne pas sortir du groupe ce qui s'y dit sans l'accord de tous - s'imposent dans une telle démarche. C'est aussi leur respect qui a conditionné sa fécondité.

Le collectif des professionnels de proximité intervenant dans le groupe trans-périphérique était composé de :

- Ouardia AIT HADDI, Educatrice spécialisée à l'association AURORE, Service Urgence Jeunes, à Gagny,
- Valérie BEAUDOIN, chargée d'insertion dispositif « lutte contre le trafic » (action d'insertion pour des jeunes connus sur le plan pénal par le Tribunal pour enfants de Paris) Jeunesse Feu Vert,
- Abdoullah BEN SAID, Directeur de l'association Musik à venir, Bobigny.
- Ludovic BLAY, informateur Jeunesse - Antenne jeunes Davout Paris 20è,
- Sylvie CAROT, Principale du collège J. Baker, Saint-Ouen.
- Bruno CHAMINADE, chef de service en prévention spécialisée – Arc 75, Paris,
- Thierry DUEZ, Directeur Ecole Nelson Mandela, Saint-Ouen.
- Romain DURR, éducateur spécialisé en prévention spécialisée - Grajar secteur Amiraux-Simplon-Poissonniers, Paris 18è,

- Karima ESSEKI, éducatrice PJJ, STEAMO Aulnay-sous-Bois.
- Anne GUILBERTEAU, coordinatrice de l'Atelier santé ville du 20è – Fondation Œuvre de la Croix Saint Simon Paris 20è,
- Stéphanie GADHOUM, Psychologue, Mission locale Sevran / Tremblay-en-France.
- Frédéric MIGNOT, chef de service en prévention spécialisée - Fondation Jeunesse Feu Vert – Paris 20è,
- Dominique LANDRODIE, chef de service en prévention spécialisée, Fondation Jeunesse Feu Vert, Saint-Ouen,
- Elise LONGE, Chargée de Mission parentalité, Ville de Saint-Ouen,
- Elisabeth MONNERAT, directrice – Point Accueil Ecoute Jeunes La Chapelle, Paris 18è,
- Alexis OLI, Educateur en prévention spécialisée, Jeunesse feu vert, Saint-Ouen,
- Denis PEDOWSKA, Directeur d'une communauté thérapeutique, Association Aurore, Aubervilliers,
- Pierre VARIN, éducateur - Point Accueil Ecoute Jeunes La Chapelle – Paris 18è,
- Matthieu VERRIERE, éducateur spécialisé - GRAJAR, Secteur Blémont, Paris 18è

Cinq séances consacrées à la parole et à sa transformation en savoirs furent organisées de mars 2011 à novembre 2011 (10 mars, 3 mai, 14 juin, 20 septembre, 29 novembre). Une séance consacrée à la validation des résultats de cette démarche fut organisée le 17 janvier 2012.

Mode d'exposition des résultats

Ce rapport final se subdivise en quatre parties.

La première partie porte sur l'engagement des jeunes dans l'économie de la rue. Elle rend compte de la façon dont on peut le lier à un processus de fragilisation fait tout à la fois de mises à l'écart scolaire, de relégations professionnelles, de ruptures familiales... Elle nous permet d'accéder à son sens économique, notamment en insistant sur sa fonction de résistance à la paupérisation, de soutien au budget familial ou encore sur les possibilités qu'il ouvre en termes d'accumulation de capital. Mais elle nous permet aussi d'accéder à son sens subjectif, notamment en mettant en avant le fait qu'il peut satisfaire un besoin d'adrénaline ou encore répondre à une quête de virilisme.

La deuxième partie restitue les parcours de ces jeunes dans cette économie. Après avoir décrit l'organisation de la vente de détail, elle met l'accent sur les risques d'enkystement dans les business mais aussi sur les mouvements de sortie, de désengagement, de mise à distance.

La troisième partie aborde la façon dont les trafics viennent perturber les institutions et, corrélativement, la façon dont les professionnels qui travaillent dans ces dernières se positionnent par rapport aux jeunes qui y sont engagés. Côté perturbations, elle montre notamment que des leviers d'intégration sociale deviennent inopérants, que la confiance mutuelle est mise à mal par l'omerta requise dans le trafic ou encore que la violence qu'il génère est susceptible d'induire chez les professionnels une incertitude concernant leurs savoirs et savoir faire. Côté positionnements, elle se centre sur la proximité et l'accompagnement.

La quatrième partie propose des pistes de travail originales afin de prévenir l'engagement des jeunes dans le trafic. Dans cette perspective, elle évoque la mise en oeuvre de démarches de coéducation, la mise en place de supports créatifs, la promotion de la santé ou encore la nécessité d'une appropriation critique du modèle de la réduction des risques.

SENS DES ENGAGEMENTS DANS L'ÉCONOMIE DE LA RUE

De séance en séance, le groupe a croisé ses différentes lectures de l'économie de la rue. Il a bénéficié de la diversité des regards et des expériences des professionnels parisiens et séquano-dyonisiens qui y ont participé. Ils sont en contact avec des jeunes, filles et garçons, inscrits dans l'économie de la rue, de différentes classes d'âges (enfants, adolescents et jeunes adultes) dans différents champs d'intervention (enseignement, éducation spécialisée, PJJ, réinsertion, prison, accueil résidentiel ...). En général, les participants à nos groupes rencontrent les « petites mains » de l'économie de la rue (guetteurs, détaillants ...).

Dans un premier temps, nous nous centrerons sur la vie sociale dans les quartiers de relégation où grandissent les jeunes que rencontrent ces professionnels. Ils vivent dans des quartiers d'exil⁶, où ont été concentrées les familles populaires, dont beaucoup sont d'origine immigrée⁷. Sur ces territoires, marqués par la précarité, les processus de discrimination scolaire, sociale et ethno-raciales⁸ se conjuguent. Dans ces contextes, nous analyserons les dynamiques groupales qui peuvent porter la jeunesse vers les trafics : comment ces jeunes y entrent ? Quelles dynamiques collectives les poussent vers les réseaux ?

Dans ce rapport, nous parlerons de jeunes de ces quartiers du nord-est parisien et de la Seine Saint Denis. Les jeunes du Sud-ouest ou du Nord-ouest de Paris sont eux aussi consommateurs de produits psychotropes illicites. Leurs pratiques liées aux trafics sont cependant moins visibles et ils ont moins de problèmes avec l'institution scolaire et la justice. Ils ont davantage de ressources et de points d'appui pour « passer à autre chose ». Ainsi, ils risquent moins l'enkystement dans les business et le décrochage social. Nous privilégions ici une approche compréhensive, au plus près des contextes de vie, de jeunes vulnérables socialement. En effet, ce sont surtout eux que rencontrent les structures de prévention et d'aide réunies ici.

Des enquêtes comme ESCAPAD⁹ montrent que les jeunes des quartiers favorisés consomment beaucoup plus, expérimentent bien plus de drogues que les jeunes des quartiers défavorisés. Il y a tout un trafic

⁶ En 1992 déjà, dans leur ouvrage « Quartiers d'exil », François DUBET et DIDIER LAPEYRONNIE relataient « l'exil chez soi » de populations reléguées dans leur propre société. DUBET, F. ; LAPEYRONNIE, D. 1992. *Les quartiers d'exil*. Paris, Seuil.

⁷ WEIL, P. 2005. *La République et sa diversité. Immigration, intégration, discriminations*, La République des idées /Seuil.

⁸ Notre utilisation des termes « ethnique » ou « ethnicisation » ne fait aucunement référence à une ethnie traditionnelle. Elle désigne une expérience sociale de désignation comme étranger et de discrimination subie. C'est donc de la condition des jeunes migrants ou de familles immigrées dont nous parlons ici.

⁹ ESCAPAD PARIS 2010, OFDT, février 2012.

dans la classe moyenne, la classe aisée ; sauf que ce trafic-là, ce sont des gens qui font ça en plus. Donc, on ne le voit pas, il est invisible, il ne dérange personne. Il n'y a pas de nuisances, ils ne le font pas dans les cages d'escalier.

Les jeunes dans l'Ouest et le sud-ouest parisien consomment plus, et de tout ; mais ceux qui ont le plus de problèmes judiciaires, c'est dans l'Est.

Ensuite, nous décrypterons les fragilisations familiales qui peuvent inciter la jeunesse à s'inscrire, par défaut, dans des « familles de rue ». Le positionnement des familles vis-à-vis des trafics, leurs façons d'y faire face ou de s'en accommoder sont une donnée fondamentale pour comprendre les parcours des jeunes. La participation à l'économie de la rue peut-être aussi une forme de résistance aux difficultés socio-économique des familles. Les débrouilles de rue participent à une économie de la pauvreté, l'argent des busines est de l'argent possible. A court terme, la vie dans les trafics permet à des jeunes, peu reconnus, de construire de la fierté, de résister à la pauvreté. Quant aux jeunes en errance, le petit trafic leur procure de quoi survivre au jour le jour. Les pratiques de business sont des prises de risques qui s'inscrivent également dans des formes d'économie psychique. Des jeunes ont le goût de la peur et de la confrontation aux adultes. Ils repoussent toujours plus loin les limites sociales, dans des formes de conduites d'appel qui peuvent gravement les marginaliser. A interroger les différents sens des trafics, on réalise à quel point ces pratiques sont polysémiques. En général, les engagements dans l'économie de la rue reposent sur différentes logiques subjectives, familiales et socio-économiques, qui se croisent au cœur de leurs modes de vie.

Une forte dynamique groupale dans les quartiers d'exil

Dans certaines zones de forte relégation sociale, des jeunes « s'insèrent dans le tableau ». Entrer dans les business peut être une façon simple, directe, même si elle est peu créative, de s'adapter à un milieu de proximité, de s'inscrire dans un environnement qui ne semble offrir comme perspective, pour gagner sa vie, que cette économie-la. Construire une autre vie demanderait davantage de mobilité, de ressources extérieures, la rencontre d'autres modèles d'identification.

Un jeune me disait : « Tu sais, tu sors et le tableau, il est déjà fait. Donc, tu n'as qu'à t'insérer à l'intérieur du tableau. » Ce tableau-là, ce n'est pas nous qui le dessinons, mais il existe quand même. Il y a une place à prendre à l'intérieur, et aucun coup de crayon à donner. (...) Le tableau est là, c'est facile d'y entrer.

Certaines cités, noyautées par le trafic, sont très fermées. Le deal les morcelle en secteurs de plus en plus resserrés. Les jeunes y vivent des formes d'enfermement. Sur ces territoires, les jeunes protègent leurs affaires, dealer est devenu la norme. Ils disent : « Là, le trafic est quelque chose de normal. On ne peut pas y échapper. » Tout une organisation est mise en place, qu'il s'agit de défendre du regard extérieur. Dans ces lieux clos, on n'entre et on ne sort pas facilement. Des jeunes se sentent pris au piège, sous l'emprise de ces milieux fermés, devant « un petit horizon saumâtre », où personne ne semble vouloir qu'ils évoluent. Pour s'en sortir, ouvrir les possibles, certains ne voient que les trafics, surtout quand ils noyautent leurs quartiers. Comme si la banlieue ne leur offrait que l'économie de la rue comme perspective, pour s'arracher à leur condition.

Ce qu'ils partagent est étroit, le langage est étroit, l'horizon est étroit. Tout est étroit.

Cette fermeture est d'autant plus forte que la discrimination, la mise à l'écart en banlieue et le rejet par l'Etat-Nation sont ressentis collectivement.

Ils portent une souffrance existentielle liée à la question d'être mis à l'écart. C'est ce qui, pour moi, crée le substrat de la fleur de l'exclusion. Ils pensent : « On ne veut pas de nous. » (...) Ils le disent et ils le vivent.

Apprentissage par imitation et promotion par cooptation

Après l'école, beaucoup de « petits » vivent dehors, avec leur groupe de copains, « sur la dalle », en bas des tours. Au final, ils voient peu leurs parents et sont surtout socialisés dans le groupe de pairs. Des trafiquants, plus âgés qu'eux, peuvent devenir leurs modèles d'identification. Dans les mondes populaires, les apprentissages des plus jeunes se font par imitation, par la pratique, en regardant faire les grands. C'est aussi par la pratique que les petits se font reconnaître et accèdent au statut de grands. Si la pratique sociale, qui permet d'apprendre, est celle des réseaux du trafic, les petits accumulent là des savoirs et prouvent leur valeur à l'« école de la rue ». Certains sont fiers d'être reconnus par le groupe des plus âgés, ceux qui représentent le quartier, qui portent son identité sociale. Cela leur donne un sentiment d'appartenance.

Le gamin, à qui on va mettre une barrette de shit ou une savonnette dans le cartable pour la livrer, a peur. Ils le disent tous. Mais derrière, à l'arrivée, il y a un groupe. Un groupe, c'est les gens du quartier qui portent l'identité, et qui vont lui mettre une tape dans le dos en lui disant : « T'es un grand. » Et cette marque de reconnaissance, qu'on le veuille ou non, elle est positive pour le gamin. (...) Il va être reconnu. On va lui dire : « Tiens, le grand, maintenant tu as le droit de t'asseoir à côté de moi. » Ça, chez les gamins à 10-11 ans, ce n'est pas rien comme discours.

Des « petits » voient l'économie de la rue comme un passage obligé pour grandir, devenir adulte. Ils ne veulent pas nécessairement faire leur vie dans l'illégalité, mais ils pensent qu'ils doivent en passer par là.

Il y a une idée de parcours initiatique. C'est peut-être aussi un des moyens d'entrer dans le monde des adultes, en sachant que ce sera un passage et qu'on devrait pouvoir en sortir. Leur but, c'est aussi d'en sortir. Mais c'est aussi, souvent, d'y passer.

Des « grands » investissent « les petits ». Ils sont « la relève » : « On forme nos petits », affirment-ils aux travailleurs sociaux, « ce sont nos petits à nous ». Ils leur donnent leurs premières responsabilités. Ils commencent par des tâches faciles, faire le guet, par exemple. Ce poste, s'ils l'assument bien, donne aux petits un positionnement dans le quartier et une rentrée d'argent. Les enfants ont besoin d'être reconnus, valorisés et investis. Au fur et à mesure qu'ils grandissent, les jeunes reçoivent de nouvelles missions, hors du quartier. D'autant plus s'ils réussissent à étoffer leur carnet d'adresse, à se faire de nouveaux réseaux à l'école, ou dans d'autres lieux. Plus leur capital relationnel s'étoffe, plus ils sont mobiles, plus ils diversifient leurs apprentissages (trafics de cigarette, de stupéfiants), plus ils montent les échelons, plus ils sont reconnus.

L'équipe. Le collectif. La coopération

Les regroupements de jeunes, autour d'une identité locale, les bagarres rangées entre villages ou quartiers ont toujours existé. Certains professionnels observent cependant que les groupes qui se constituent actuellement à Paris autour des secteurs du deal seraient beaucoup plus instables : les relations tiendraient moins longtemps, les liens seraient plus opportunistes, les solidarités plus conjoncturelles. Les alliances se font et se défont en fonction des événements et des opportunités. Le sentiment d'appartenir au même lieu, de partager la même condition, qui structurait les solidarités d'antan, ne fédérerait plus sur le long terme. D'autres professionnels observent, au contraire, dans certaines banlieues, des liens et des groupes très stables que les jeunes nomment « la famille » ou « l'équipe ».

« La famille », ce sont les gens avec qui ils ont grandi, avec qui il existe un lien fort qui s'est construit au fur et à mesure des années, des gens qu'ils côtoient tous les jours, avec qui ils ont partagé des choses. Ils ont été ensemble depuis le début. « L'équipe », c'est l'équipe avec qui ils vont faire « les quatre cents coups ». Ils disent : « C'est mon équipe, mes gars ». La famille et l'équipe cela peut se mêler. Cela fait ressortir, me semble-t-il, un besoin fondamental que l'on a tous ; le besoin d'appartenance. On a besoin d'appartenir à un groupe, une équipe.

Les termes « famille » ou « équipe » sont des mots forts qui marquent le sentiment d'appartenir à des collectifs. Ils caractérisent des liens électifs, durables, très ancrés dans une communauté de vie. Font partie de « la famille » des jeunes qui se connaissent parfois depuis l'école maternelle, des amis d'enfance, avec qui des rapports quasi familiaux se sont noués. Le mot « famille » marque les liens de sang, la solidarité, la loyauté aux siens. Le terme « équipe » est tout aussi significatif. Il caractérise l'appartenance à un collectif de travail, coopératif, où les membres sont interdépendants. Quand les amitiés d'enfance (la famille) deviennent des amitiés de business (l'équipe), les jeunes sont doublement liés à la fois par des liens de famille et par des liens de « travail ». Ces appartenances sont précieuses, interdépendantes, et difficiles à défaire.¹⁰

Des relégations scolaires et sociales

On est face à des gamins qui sont expulsés du système scolaire, en rupture familiale, plongés dans des précarisations, des précarités qui font qu'ils se réalisent, à un moment donné, à travers le groupe de pairs et la fréquentation de l'espace public.

Tous les jeunes des quartiers d'exil ne fréquentent pas les réseaux du trafic. S'ils font partie du tableau des quartiers d'exil, c'est souvent un enchaînement de mises à distance, voire de ruptures avec l'école, la famille... qui va ancrer le jeune dans l'espace public et donner du sens aux engagements dans le trafic. Les relégations scolaires conduisent à une absence globale de perspectives. Des jeunes ont été

¹⁰ Au sujet de ces liens d'interdépendance, où les amitiés d'enfance deviennent des amitiés de business voir la thèse de Patricia BOUHNİK, *Le monde social des usagers de drogues dures en milieu urbain défavorisé*, Thèse de doctorat en sociologie, Université de Paris VIII, 1995.

orientés dans des filières scolaires qu'ils n'ont pas voulues. Ils se sont déscolarisés, ils sont peu qualifiés, ils ne trouvent pas d'emploi.

Une mise à l'écart scolaire, avec deux moments critiques

D'une classe d'âge à une autre, la participation aux trafics évolue. La préadolescence et les 16-18 ans sont deux moments critiques, où le deal semble particulièrement attractif : à la fin de l'école primaire, pour les jeunes qui veulent prouver qu'ils ont grandi et vers 16-18 ans, pour ceux qui ont quitté l'école et qui n'arrivent pas à gagner leur vie.

10-11 ans, la fin du primaire et l'entrée au collège, c'est un âge délicat.

A la fin de l'école primaire, les « grands » jouissent de la considération des plus petits. Mais à l'entrée au collège, leur statut bascule, ils deviennent les plus petits, les bleus, les faire valoir des grands. Les trafics attirent tout particulièrement des enfants qui appartiennent à des fratries dont les plus grands sont engagés dans les trafics, mais aussi des jeunes plus isolés. Quand aucun dispositif d'accueil n'est organisé au collège, ceux qui n'ont pas d'entourage, et qui n'arrivent pas à s'imposer, ont peur de devenir des souffre-douleurs. D'où l'intérêt des services qu'ils peuvent rendre aux trafiquants, ils donnent un groupe, une place à des enfants qui doivent grandir vite. D'autant plus qu'à cet âge-là des parents relâchent la surveillance, l'enfant passe plus de temps en rue, il peut plus facilement mener une double vie. Il a besoin de nouveaux réseaux de relations. Dans ce contexte, l'accès à l'argent de poche devient crucial. Ces enfants n'ont pas d'argent de poche et les portables, par exemple, sont devenus centraux pour appartenir à un groupe et communiquer. Les jeunes qui ne n'en disposent pas, en ont besoin. D'où leur intérêt pour les business. L'entrée dans les trafics est progressive, elle commence « à bas bruit » avec des activités qui ressemblent plus à de la « débrouille » qu'à du trafic (du moins dans la conscience des très jeunes), comme la vente de cigarettes à la pièce. Ensuite les produits vendus se diversifient.

Les petits vendent les cigarettes à l'unité 10 ou 15 centimes (...) Entre les cigarettes et la barrette de shit, la frontière est infime.

Les signes de l'entrée dans les trafics sont souvent les mêmes. L'enfant se replie, il ne parle plus aux adultes et se met à distance. Il se différencie du groupe des petits. Il se démarque par la coiffure, les accessoires et le vêtement (une coupe de cheveux rasée avec de la couleur, une grosse chaîne, etc.). La rupture avec l'institution scolaire s'exacerbe. Il porte des messages aux grands, sert d'intermédiaire. Ensuite, on lui confie de nouvelles missions. Autre moment critique, les 16-18 ans... A partir de 16 ans, l'école n'est plus obligatoire. Aucun revenu de remplacement n'est accessible. Les employeurs n'engagent que très rarement avant 18 ans, même pour un stage. Les jeunes sont dans un temps suspendu, ils n'ont rien à faire, ils s'ennuient et lorsqu'ils veulent entreprendre quelque chose, ils « se mangent des freins », au niveau scolaire, au niveau du monde du travail. Ils traînent dehors, en grande proximité avec l'économie de la rue. Ils sont trop grands pour rester enfermés dans les appartements, et trop pauvres pour profiter de la vie urbaine.

16-18 ans, c'est un âge ingrat. Si on a arrêté l'école, l'accès au monde du travail reste très difficile et, à partir de ce moment-là, il faut trouver un moyen, quoi qu'il arrive, de faire de l'argent. (...) C'est la tranche d'âge idéale pour le deal, parce qu'on ne leur offre pas grand-chose d'autre.

A tous les âges, les questions d'humiliation et d'exclusion scolaires sont sensibles. Rejetés par le monde scolaire, des jeunes se retrouvent « enfermés » en dehors de la société, enclavés à l'intérieur de leur cité.

Les humiliations, très jeune, le découragement scolaire, ça existe bien, cela laisse des séquelles. Cela vient aussi de l'école. La violence institutionnelle vis-à-vis de certains enfants, quand ils sont jeunes, est un problème manifeste. Cela contribue à la cristallisation de ce qui va, plus tard, produire de l'exclusion, c'est-à-dire une interdiction de s'en sortir, c'est-à-dire que c'est « clôturé à l'extérieur ».

Les jugements des enseignants sur les familles des élèves font des dégâts. Les conflits de cultures entre l'école et la famille sont ravageurs. Des enfants vivent des conflits de loyauté qui plombent leur confiance dans les valeurs de l'école, et donc leurs apprentissages. Tirillés entre l'école et la famille, quand les va-et-vient quotidiens entre les deux mondes, sans pitié l'un pour l'autre, finissent pas donner le vertige, des jeunes atterrissent au dehors, à l'école de la rue, dans un troisième système de valeurs, qui leur paraît plus simple à intégrer, plus clair, plus visible.

À partir du moment où les familles se sentent jugées, même si ce n'est pas en conscience, c'est fini.

Quand les valeurs de la famille viennent en contradiction avec ce que l'école transmet comme valeurs, c'est dur pour l'enfant d'apprendre les valeurs de l'école.

Des relégations professionnelles

Il me semble que ce sont des gosses qui sont un peu condamnés et qui le savent. Moi, je pense que la question sociale se pose à eux avec beaucoup d'acuité. Ils perçoivent qu'ils sont un peu des perdants désignés d'un système qui ne veut pas d'eux. Ils vivent des choses comme ça. Ils pensent les choses comme ça. Ils nous demandent : « Tu en penses quoi, toi, au fait ? Moi, je suis un arabe. Alors, dans ce quartier, pas question que je trouve du travail. Non ?

Des pratiques discriminatoires liées à l'origine et/ou au lieu d'habitation entravent l'embauche sur le marché du travail. Les jeunes intériorisent ces pratiques. Peu à peu, le « *ce n'est pas pour vous* » retentit sur la scène subjective comme un « *ce n'est pas pour nous* » et plus encore, peut-être, comme un « *ce n'est pas pour moi* ». Ils ne parviennent alors à percevoir que chômage et galère au bout de leur parcours scolaire. Comme si ces réalités étaient de l'ordre d'un fatum, d'un destin dont ils ne pourraient empêcher l'accomplissement, quoi qu'ils fassent, quelque soient les efforts accomplis, quelque soient leurs résultats et leurs diplômes. L'entrée dans le trafic leur permet précisément d'éviter de se confronter à la violence du rejet et à des situations d'échec qu'ils jugent programmées ; de prévenir les déceptions, déconvenues, atteintes à l'identité, à la dignité et les microtraumatismes qui leurs sont liés. Il y a là une pratique d'ajustement anticipé et préréflexive à l'avenir le « plus probable », un rejet de toute alternative qui relèverait du « encore possible ».¹¹ Il y a

¹¹ Ces pratiques de rejet relèvent du principe de « la nécessité fait vertu ». Elles sont propres à la logique de l'habitus développée par Pierre Bourdieu. Ce rejet obéirait en quelque sorte à ce que cet auteur nomme « la causalité du probable ».

là une façon de rabattre le « encore possible » dont chaque itinéraire singulier est porteur sur le « plus probable » de la trajectoire modale de ceux qui partagent, peu ou prou, une même condition sociale et économique et, ici, sont l'objet d'une même relégation et stigmatisation. Certaines situations sont si difficiles que des professionnels comprennent le réalisme et la lucidité dont les jeunes font preuve et ne sont pas loin de leur donner raison plutôt que d'en rendre raison. L'usage des termes de « condamnés » et de « perdants désignés » témoigne de cette compréhension. Quant aux rares expériences que ces jeunes ont du monde du travail, elles ne sont pas nécessairement structurantes, ni gratifiantes. Certains en sortent « dégoûtés ». Ils ont mal vécu les rapports d'autorité et ils ont eu l'impression de ne pas être jugés à leur juste valeur.

Des fragilisations familiales

Quand les ruptures familiales et les ruptures scolaires se conjuguent, des jeunes peuvent investir les réseaux du trafic comme des familles de substitution. Mais le plus souvent, les professionnels observent plutôt des mises à distance par rapport à des familles déchirées par des conflits intergénérationnels ou mises à mal par des dynamiques particulièrement insécurisantes pour les enfants.

Des ruptures familiales : Des jeunes en errance

De ruptures en ruptures des jeunes décrochent socialement, jusqu'à tomber à la rue. A ce stade, le deal devient un moyen de survivre parmi d'autres. Ces jeunes ne participent plus à la mythologie de la réussite sociale par le *business*, ils ne sont ni dans « la flambe », ni dans « la sape », ils en sont même le contre modèle. Les jeunes des quartiers ne se mélangent d'ailleurs pas avec eux.

Je travaille avec des jeunes de 16 à 25 ans qui sont dans l'errance, dans la rue. Le rapport aux parents est totalement zappé. Souvent, le problème de la dépendance est déjà installé, ils sont dans des consommations pour tenir le rythme dans la rue. Pour eux, le deal c'est surtout la survie, éventuellement se payer la bière le matin pour éviter les tremblements, l'odeur de chien, etc. On est sur un autre rapport à la vente, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas sur l'image.

En général, les jeunes en errance ne fréquentent pas les structures de prévention spécialisé, ne vont pas à la PJJ, pour qui ils restent souvent introuvables. Par contre, le dispositif de bas seuil fait partie de leurs lieux de passage. Des gares à ces structures, leur errance est limitée dans l'espace. Même si, de temps en temps, en été, ils prennent un train et voyagent vers d'autres villes.

Ils dorment à la gare ; le matin, ils prennent le café et leur douche dans la structure. Je dirai qu'ils ne font pas grand-chose. À part de temps en temps, l'été. Donc, c'est une errance très limitée.

Des distances familiales

Les quartiers populaires sont des quartiers à forte densité immigrées, où les transmissions familiales peuvent se complexifier. Des parents s'amarrent à un passé qui n'a pas de sens pour les enfants, ce qui crée des distances familiales. D'autres, au contraire, ne transmettent plus leur langue ou leur culture d'origine, parfois parce qu'ils sont trop pris par leur travail (trop loin, trop harassant, dans d'autres créneaux horaires...), parfois aussi parce que la culture qui les a socialisés devient lointaine, et qu'elle est disqualifiée en France. Enculturés différemment, parents et enfants peuvent avoir du mal à se comprendre. Quand les espaces de communication se réduisent, les relations familiales se brouillent.

La famille aussi n'est parfois pas en mesure de transmettre, tout bêtement, parce qu'elle passe son temps à travailler ailleurs ; on n'a pas les mêmes horaires que les enfants, qui sont tout seuls, sans contact finalement avec la famille.

Des familles immigrées, depuis un petit moment, sont elles-mêmes un peu perdues dans ces valeurs, qui sont lointaines. Donc, ce qu'elles transmettent à leurs enfants est un peu brouillé. Il y a beaucoup de flou, de non-dits, de choses qu'ils ne comprennent pas non plus dans les valeurs de la famille.

Des jeunes investissent les réseaux de la rue comme des « espace de fuite », de recomposition face à des « déchirures » interculturelles au sein même de leurs familles.

Les filles, souvent, quand elles sont issues de l'immigration, ont envie de vivre leur vie de jeune fille et, traditionnellement, les filles ne doivent pas être dehors, elles ne doivent pas sortir avec des garçons, avoir des relations. Et ça, c'est parfois tellement fort en pressions dans le milieu familial où elles sont, depuis petites, assez confinées. Après une crise, elles ne remettent pas les pieds chez elle pendant plusieurs mois. Donc, elles se retrouvent en rupture. Quelque chose se déchire par rapport à la famille. Du coup, elles entrent à ce moment-là dans l'économie de la rue, d'abord par la débrouille, et aussi par le jeu des rencontres. Parce qu'elles se retrouvent entre elles, un groupe de jeunes filles qui sont parties en claquant la porte de chez elles. Et là, on est dans du trafic, mais pas forcément de cannabis.

Si les filles résistent mieux à l'entrée au collège et sont d'avantage protégées du deal que les garçons, leur âge critique serait davantage lié à la puberté et aux conflits de cultures qui peuvent s'exacerber. En immigration, des familles rigidifient leur rapport à la coutume ; elles ont particulièrement peur pour leurs filles qu'elles confinent dans les appartements : elles ne doivent pas « traîner dehors », avoir des relations avec les garçons, ... Mais ces jeunes filles sont aussi des « filles de France ». Elles veulent sortir de chez elles, développer leurs réseaux de relations, vivre leur féminité. Les conflits de normes de genre peuvent devenir violents, produire des déchirures dans le tissu familial. Des jeunes filles s'enfuient et se retrouvent dehors sans guide, sans protection, très exposées à la marchandisation du corps, à la violence de la rue. Elles rentrent dans les trafics pour pouvoir se débrouiller en rue et en tirant parti du jeu des rencontres.

Des débordements, des dénis et un barrage des jeunes, d'autant plus si la fratrie deale

Des familles se sentent débordées par les difficultés socio-économiques et par les activités illégales de leurs enfants. Certaines sont dans l'aveuglement, surtout les mères seules, qui doivent assumer toutes les fonctions parentales et travailler en plus, dans des conditions harassantes (horaires flexibles, éloignement ...). Le positionnement du père et des professionnels peut avoir beaucoup d'impact dans ces contextes. Mais les jeunes font barrage aux interventions des adultes, surtout si la fratrie entière pratique le deal.

Les parents s'interdisent d'en savoir plus. Ils savent que, derrière, il y a des choses pas claires. Mais, en même temps, ce qui est « derrière » est tellement étrange, qu'ils s'en protègent. En prévention spécialisée, nous tentons de remettre un peu d'objectivité et d'épreuve de réalité même si c'est compliqué. Comment en arriver à leur dire cash : « Attendez mais d'où sort l'écran plat ? » Il y a un moment où, en tête-à-tête avec la maman, il faut lui dire qu'il se passe des choses et lui demander si elle s'en rend compte. Et chez les mamans, on constate un effet d'apaisement : « Enfin, on peut en parler ! » Et là, un travail peut commencer.

Les parents ont souvent un rapport ambivalent au trafic. On ne niera pas que des parents soient dans le déni ou la dénégation et, à un moment donné, s'interdisent d'en savoir plus afin de contenir un malaise qui peut mêler peur, culpabilité et honte. Ils construisent des cloisons protectrices autour de leur relation avec l'adolescent. Ils ne vont plus dans sa chambre, par exemple. Ils vivent avec un RSA et n'interrogent simplement pas la provenance des biens (téléphones portables, écrans géants, ordinateur, vêtements de marque ...) qu'ils voient apparaître chez eux. Cependant, on ne peut penser leur position uniquement dans ces termes-là, sauf à verser dans une explication peut-être commode et pratique mais, pour le coup, quelque peu expéditive et simplificatrice. Certains parents sont clairement au courant mais, en même temps, bloqués, démunis. Ils sont souvent débordés par les problèmes matériels, accaparés, entièrement absorbés par les questions relatives à la survie familiale et ont beaucoup de mal à décrypter « ce qui se passe » ou plutôt « ce qui leur tombe dessus ». Certains se sentent pris au piège du quartier ; bloqués, démunis, ils n'arrivent pas à envoyer le jeune à l'école. Ils rêvent de quitter le quartier, pour « un monde meilleur » où ils pourraient exercer autrement leurs fonctions parentales. Ils n'ont guère de solution excepté celle de changer de quartier.

Ils n'ont parfois pas même le temps de voir, parce que cela prend beaucoup de temps de chercher de quoi se loger et de subvenir aux besoins de la famille. Il y a des priorités vitales qui se portent sur ces mêmes gamins et ces mêmes familles.

Des parents sont débordés par les nouvelles logiques adolescentes. La réussite est une valeur dominante dans la société et pour les jeunes en particulier. « La fin justifie les moyens » énonce une forme de rationalité aujourd'hui dominante : la rationalité instrumentale.¹² Dans cette perspective, si la réussite constitue la fin

12 Si l'on veut suivre l'élaboration de ce concept central pour comprendre le monde d'aujourd'hui et notamment le monde du travail, se reporter à WEBER, M. 1971. *Economie et société*, Tome I., Paris, Librairie Plon ; LUKACS, G. 1976. *Histoire et conscience de classe*, Paris, Les éditions de minuit, "arguments" ; HORKHEIMER, M. ; ADORNO, T.W. 1974-1996. *La dialectique de la raison*, Paris,

souhaitée, on doit alors accepter pour y parvenir tous les moyens, y compris illicites. Dans un tel contexte, les parents peuvent être, à leur insu, incitateurs. Certains jeunes prétendent que les parents les poussent vers le deal. Ils ont quittés l'école et leur parents leur disent : « *Tu ne fous rien ! Retourne à l'école ou bien ramène de l'argent.* » Les jeunes disent : « *Mais, ils savent bien qu'il n'y a pas de travail.* » Il est souvent très difficile pour les professionnels de pénétrer l'univers familial des jeunes impliqués dans le trafic. En effet, les jeunes font barrage, parce qu'ils croient ou plutôt feignent de croire que leurs parents ne sont pas au courant de leur activité illicite, parce qu'ils refusent que leur mère se fasse inutilement du souci pour eux alors qu'ils ont le sentiment d'être bien engagés sur la voie de la réussite ou, du moins, veulent-ils s'en convaincre ; peut-être aussi et surtout parce qu'ils veulent, sur un versant plus imaginaire, la protéger, la garder intacte, pure ; la placer là où elle ne pourrait pas être atteinte, souillée par le trafic. Parler du trafic avec les familles constitue donc pour les professionnels une forme de transgression et suppose de leur part la construction d'un lien de confiance non seulement avec le jeune mais aussi avec sa famille. Quand l'enfant a un ou des frères dans les trafics, il a une position de force dans la cour de récréation de son école. Dans son quartier, il a des garants, des « modèles » d'identification et des protecteurs, ce qui démultiplie ses capacités d'apprentissage du deal : « *La porte d'entrée est grande ouverte. Les aînés ont tracé le chemin* ». Ainsi, dans les « petits métiers » du deal, de frère en frère, un capital de savoir-faire, de contacts se transmet. La solidarité de fratrie face à la répression s'apprend très tôt. Si un jeune se fait arrêter, le groupe envoie directement « le petit frère » vider les caches où sont entreposées les marchandises (l'armoire, le dessous du lit...) Pourtant, en général, lorsqu'un jeune grimpe les échelons et atteint un certain niveau hiérarchique, il tente de protéger les siens, de les préserver du business. Souvent parce que là où il en est, il connaît aussi le prix à payer.

Pour ceux qui ne sont que guetteurs, s'ils ont un frère qui a un an d'écart, cela s'enchaîne. Par contre, celui qui est un peu plus haut dans la hiérarchie est plutôt enclin à protéger ses petits frères pour qu'ils n'entrent pas dans le deal.

Questionnement sur la place des parents

Certaines dynamiques ou contextes familiaux ne conduisent-ils pas les adolescents à trouver leur place dans le trafic ?

Dans les cités sociales, les familles monoparentales sont surreprésentées. La plupart sont des femmes seules avec leurs enfants. Quand elles sont isolées, elles doivent porter seules l'ensemble des fonctions de la parentalité. Si, dans leur culture familiale, les fonctions d'autorité ne sont traditionnellement pas portées par les femmes, elles peuvent se trouver assez démunies pour asseoir leur autorité vis-à-vis de leurs garçons en particulier. De plus, ces mères sont poussées à travailler dans des conditions souvent très dures quitte à ce qu'une partie importante de leur salaire soit consacrée à payer des gardes d'enfants. Quand elles travaillent loin, avec des horaires flexibles, leurs enfants sont laissés à eux-mêmes, dès la préadolescence. Ils

Gallimard ; HORKHEIMER, M. 1974. *Eclipse de la raison*, Paris, Payot, critique de la politique ; HABERMAS, J. 1987. *Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard, l'espace politique, 2 tomes.

se retrouvent trop longtemps seul dans l'espace public, en proximité avec toutes sortes de trafics.

Dans une cité de SSD, où on travaille, c'est 45 % de foyers monoparentaux. En plus, on va culpabiliser les mères : " Vous touchez les alloc, vous ne travaillez pas, etc. " Et, en même temps, on va s'étonner que les enfants soient seuls au square ou dans la rue.

On voit des femmes qui vont faire le ménage à La Défense entre 18 et 22 heures, auxquelles on va ensuite reprocher de ne pas s'occuper de leur gamin à la sortie de l'école.

Quelle que soit la composition des familles, certaines relations familiales fragilisent les enfants. A l'adolescence, la question de l'autonomie subjective devient cruciale, les professionnels craignent certaines figures, souvent maternelles, surprotectrices, dont la toute puissance affective freine l'autonomisation de l'adolescent. Pour se dégager de cette emprise affective, des adolescents s'affirment par différentes pratiques à risque, dans les trafics en l'occurrence, s'ils font partie de leur environnement. Des positions fortes d'intégration et d'engagement auprès d'un groupe de pairs, qui construit sa propre autonomie sociale et financière dans les business, peuvent permettre au jeune de prendre une distance et d'échapper au contrôle d'un trop bon parent, qui devient totalement envahissant.

Il y a des troubles du « trop proche » dans certaines familles, face auxquels l'adolescent n'a plus que l'espace de la rue pour loger sa subjectivité, pour devenir sujet. C'est le stéréotype de la mère dévorante.

Dans les cultures familiales, ou sociales, où les femmes n'existent qu'à travers leur maternité, des mères mettent leur fils, en particulier, sur un piédestal. Elles l'idéalisent. Leur fils « a toujours raison », son comportement ne peut jamais être remis en cause. Il est un être d'exception, une part d'elles-mêmes, qui ne peut pas être soumis aux mêmes règles sociales que les autres enfants : « Elles disent : « Mon fils, c'est moi. Cet enfant est le joyau de ma vie ». L'enfant se sent tout puissant, il devient « le petit homme de la maison ». Si personne ne lui met de limites, il n'intègre pas les règles de la vie sociale. Avec les pairs comme avec les adultes, ces enfants développent des conduites de prestance, de domination. Parfois cette difficulté à poser des limites, à éduquer l'enfant, vient de la relation conjugale. Quand les mères sont extrêmement dépendantes de leur mari, dans une situation de précarité aiguës et de violence conjugale, le fils peut devenir un allié, un contre-pouvoir au pouvoir du père. Alors la mère fait alliance avec le fils. Mais quand il la défend, que peut-elle encore lui défendre ?

Il n'y a pas de construction lente de la règle ni de confrontation à la sanction, l'enfant peut faire tout et n'importe quoi, il n'y aura jamais de sanctions. Ces enfants sont intouchables.

Ces mères ont parfois des messages ambivalents. Elles sont tiraillées entre leur désir de garder l'adolescent auprès d'elles et la peur que l'amour dévorant qu'elles lui portent l'empêche de grandir, de « devenir un homme ». Alors, pour l'endurcir, ou pour prendre distance, elles l'envoient trop tôt dans la rue. Même si souvent, c'est l'adolescent qui fuit, au dehors, la prison affective du foyer.

Il y a une injonction du type : « Va dehors pour devenir un homme ! » parce que la mère sent que, dans cette proximité, il y a quelque chose de l'homme, de son petit garçon qui grandit. Du coup, il y a une

injonction à la rue, parfois trop précoce. Parce que dans la rue, on devient un homme en dealant, c'est un des moyens. Il y en a qui choisissent de bien travailler à l'école. Mais ils sont moins nombreux.

On se bat, quotidiennement parce qu'une bonne partie des mères de l'école empêchent les enfants de grandir, les surprotègent en permanence. L'enfant a toujours raison. On ne peut pas leur envoyer quelque chose de négatif sur leurs enfants. La réponse standard, c'est : « Ce n'est pas lui, ce sont les autres ! » Plus particulièrement pour ce qui concerne les garçons.

Ces dynamiques familiales peuvent fonctionner comme des « appels d'air » vers les réseaux du microtrafic, installés au bas des blocs. Dans ces groupes de pairs, ces adolescents peuvent vivre des relations moins enveloppantes, moins protectrices, sortir du cocon maternel et respirer l'air de la liberté. D'autre part, les conduites de prestance de ces « petits hommes de la maison » peuvent leur donner du galon, les valoriser dans la rue, parce qu'elles correspondent aux codes sociaux virilistes des business. Si l'adolescent qui trafique fournit de l'argent à la mère et la sécurise, cela renforce l'emprise mutuelle.

C'est certainement le père qui, symboliquement, en prend le plus sur la tronche quand le môme devient pourvoyeur d'argent. Parce que c'est quand même la fonction du père, traditionnellement, de ramener l'argent.

Il est un discours très prégnant aujourd'hui, celui qui déplore l'absence du père ou, plus précisément, le déficit de la fonction paternelle dans l'éducation des enfants. Là aussi, il faudrait peut-être nuancer les propos, les dialectiser en essayant de comprendre pourquoi cela ne se vérifie pas dans toutes les situations éducatives. Un participant a pu ainsi constater que les pères étaient plus nombreux que les mères à accompagner leur enfant à une consultation cannabis qui se tenait dans le cadre d'une maison de justice et du droit et qui avait pour objectif un classement sans suite de leur affaire. Il ne suffit pas peut-être de dire que là où il y a la loi pénale - en tant que manifestation de la Loi symbolique -, il y a du père, se tient le père. On peut encore y voir une opportunité pour lui (pour le père réel) de rétablir des rapports sociaux intrafamiliaux traditionnels, de restaurer (quelque chose de) sa place de principal pourvoyeur d'argent en leur sein. Une place qu'il avait dû céder, à la faveur du trafic, et non sans confusion et souffrance psychique, à son propre fils.

Regard du quartier et mutisme des parents

En fait, les parents qui ont des jeunes impliqués dans les trafics mentent. Ils mentent à tout l'entourage. Le gamin n'est pas incarcéré, il est parti en vacances dans le Sud... Ce qui fait que les familles, toutes autant qu'elles sont, se retrouvent complètement isolées parce qu'elles croient que pour le gamin de leurs voisins, tout va bien, tout se passe bien. Mais en fait, non. A côté, c'est la même chose.

Dans le quartier, le regard de l'entourage est pesant. Tous ses habitants contribuent au quotidien, par des actes concrets et au détour de banales conversations, à construire une défense collective contre les stigmates qui leur collent à la peau. L'incarcération des enfants est ainsi tue. On pourrait croire alors que tout va bien et que l'on serait dans le meilleur des mondes. Que peut-on dire alors sinon que ces enfants seraient en vacances ou se seraient rendus dans une autre ville pour suivre des cours d'université. La façade, ici, est bien entretenue et ne dit rien de ce qui se passe entre les murs. Cette défense collectivement construite

est sans doute efficace mais génère aussi beaucoup de souffrance psychique car elle a pour effet de renvoyer chacun à lui-même, à sa solitude ; à une solitude qui renforce/exacerbe le sentiment de culpabilité des parents concernés. Convaincus en leur for intérieur que toute la faute leur incombe parce qu'ils seraient de mauvais parents qui n'auraient pas su éduquer leurs enfants. Car elle pousse chacun à prendre plus de distance encore vis-à-vis des autres mais aussi à refuser l'aide que des professionnels pourraient leur apporter.

Des résistances socio-économiques

Si la pression du groupe de pairs et les enchaînements de ruptures peuvent mener aux trafics, les engagements des jeunes dans l'économie de la rue ont aussi des motifs socio-économiques. L'économie de la rue peut être une façon de faire face à ses propres vulnérabilités et à celles des siens. Pour beaucoup, le deal est une activité économique qui permet de se faire respecter dans un groupe de pairs, de s'autonomiser de la famille, de gagner sa vie quand les perspectives d'emploi font défaut. L'économie de la rue est une économie de la pauvreté à faible accumulation. L'argent du trafic est d'abord de l'argent possible. Même si des jeunes rêvent de pouvoir « coffrer », accumuler, jusqu'à pouvoir ouvrir une « petite affaire », se créer son propre emploi puis se légaliser. Le deal permet de subvenir à ces besoins dans des contextes de grande pauvreté. Ceux qui vivent dans des familles très précarisées veulent contribuer au budget familial. Quand à ceux qui vivent à la rue, leurs pratiques de deal leur permettent tout juste de survivre.

La quête d'une « place » sociale où devenir fier

Les jeunes sans pouvoir social, vont tenter de se l'approprier, d'une façon ou d'une autre.

L'accès à l'argent et à la consommation est un puissant régulateur des discriminations scolaires et sociales que vivent les enfants des quartiers pauvres. Quand ils sont issus de familles immigrées, beaucoup vivent, en plus, un sentiment de discrimination ethnique. L'accès à l'argent leur permet de se construire de la fierté, et parfois de prendre leur revanche par rapport aux humiliations subies: « *Pour eux, c'est une récupération orgueilleuse.* » Il arrive que les revenus de l'économie parallèle soient une manière de compenser les blessures du passé : la colonisation, l'exploitation et l'absence de considération subies par les ancêtres et les parents. Les jeunes intégrés dans l'économie de la rue ne paient ni taxe ni impôts, ce qui leur donne l'impression de s'affranchir de l'Etat français. Même si l'apport d'argent est un motif important, c'est aussi la quête d'une identité fière qui les anime. Ces jeunes veulent déployer des compétences, se montrer performants, intelligents, avisés. Certains s'investissent dans l'économie de la rue parce que c'est la seule économie qui les « embauche », leur donne une place acceptable. Elle est donc pour eux la seule économie réelle.

On ne les embauche nulle part. Par contre, dans l'économie de la rue, on les embauche parce que la performance ils l'ont : ils sont courageux physiquement ; (...) Ils sont aussi malins que les autres. (...) Ils savent compter. Et de tête. (...) En fait, c'est des jeunes qui ont un capital. C'est aussi des jeunes qui ont des compétences.

Donc, peut-être que, dans ces marchés parallèles, on leur donne une place qu'ils n'ont pas par ailleurs. Donc, effectivement, il y a la quête de l'argent, mais la quête de l'image et de l'identité doit aussi, selon moi, être forte."

Comme le disait déjà Terry Williams, dans les années quatre-vingt-dix, suite à son enquête auprès des dealers adolescents new yorkais : « Les cocaïnes kids, et beaucoup de mêmes qui prennent leur relève, tombent dans l'illégalité parce qu'ils y trouvent des bénéfices, des occasions de s'en sortir - position et prestige - bénéfices qu'ils ne pourraient obtenir dans l'économie légale. Pour beaucoup d'entre eux, c'est la seule économie réelle. Ils ne se font certainement pas d'illusions sur l'argent 'facile', ils savent que le travail est dur et dangereux ; 'l'argent facile' n'existe pas. (...) Même si ce travail est dur et dangereux, il est un marchepied pour survivre dans un monde plus vaste. »¹³

Une économie de la pauvreté, de « la flambe » et de l'endettement

L'économie de la rue est une économie à faible accumulation, qui fonctionne sur la dépense et l'endettement. La plupart des jeunes, lorsqu'ils ont un peu d'argent, le montrent, le dépensent avec ostentation : « Ils flambent ». Ils achètent des objets de prestige. Ils s'habillent « marques » et se montrent dans leur quartier, dans de belles voitures, qu'ils achètent à plusieurs ou qu'ils louent pour donner d'eux une image de réussite. Ce qui est important pour eux, ce n'est pas la réalité, c'est l'image d'une réussite dans le business. Même si c'est de « l'esbroufe », c'est ce qui va rester dans la mémoire collective du quartier. En flambant, ces jeunes s'endettent et, en s'endettant, ils s'enferment eux-mêmes dans le système du deal.¹⁴

Eux-mêmes entretiennent ce système de la flambe – et de tchache.

Le système s'auto-entretient et, évidemment, quand on a douze ans, cela peut être enviable dans la mesure où les parents n'ont pas d'argent à donner et n'auront jamais ce genre de « caisse ». Sauf que tout est faux et que ces jeunes-là habitent toujours chez papa-maman ; le lendemain, c'est une autre caisse, mais ce n'est pas tant parce qu'elle est à eux que parce que c'est une autre location.

Dans ce contexte, il en faut peu pour que les « déglings » s'amorcent et que la honte prenne le pas sur la fierté.

Argent possible, avec l'idée d'une accumulation possible

Dans la vie, on se forme, on travaille, et on a de l'argent. Et j'ai le sentiment que ce temps s'est contracté.

Ce n'est pas de l'argent facile, mais de l'argent possible.

L'économie de la rue répond à un besoin d'argent qui arrive de plus en plus tôt dans la vie des enfants. Pour certains enfants de 10-13 ans, « rendre des services »

¹³ WILLIAMS, T. 1989. Cocaïne kids, Un ethnologue chez les dealers adolescents, Paris, Gallimard.

¹⁴ Voir à ce sujet les conclusions des ateliers professionnels organisés pendant 5 ans autour de l'économie de la débrouille et des réseaux du trafic à Marseille.

- DUPORT, C. 2011. *L'intervention sociale à l'épreuve des trafics de drogues*, Addap 13.

- ROCHE, P. 2005. *La proximité à l'épreuve de l'économie de la débrouille*, Céreq, Addap 13.

ou « tenir un poste » est un des seuls accès possible à l'argent. Des jeunes s'intéressent au deal pour réussir, devenir quelqu'un, ne pas être parmi « les cas soc » du quartier. Ils se mettent en mouvement, à partir d'une énergie positive. Ils veulent gagner du terrain sur la fatalité sociale, le déterminisme. Ils pensent que le fait d'amasser un capital puis de créer sa propre entreprise est la seule voie possible pour eux. Ils observent autour d'eux que la voie de l'ascension sociale par les études, ou par le travail est le plus souvent sans issue dans les quartiers où ils vivent. Ce qui est d'autant plus vrai s'ils ont souvent arrêté leurs études en fin de troisième. La décision qu'ils prennent de « coffrer », c'est à dire de « faire de l'argent », de « mettre de l'argent en caisse », de l'économiser pour se créer une situation, un poste acceptable, pour plus tard, leur paraît être une décision rationnelle sur le plan économique. Ils rêvent de se construire « une bonne vie » en France. Ils n'ont pas une vision objective des revenus du deal, quand on est au plus bas de la hiérarchie des postes. Ils voient que des trafiquants brassent pas mal d'argent. Alors, certains décident d'amasser du capital grâce au trafic, puis de passer à autre chose après. Ils savent qu'il y a des risques mais ils acceptent de les prendre, quitte à passer à autre chose si ça ne les mène à rien. Cependant, la pratique montre que cet imaginaire se concrétise rarement. Les professionnels observent très peu de trajectoires d'ascension sociale par le deal.

Faire de l'argent, à l'heure actuelle, c'est le meilleur moyen de réussir. Ce n'est pas faire des études, je suis désolé. Mettre l'accent sur faire des études et trouver un travail, on est bien les seuls à leur dire ça ! (Sourires.) Ça fait de nous des Apaches ce côté-là, parce que je peux te dire que quand tu les vois, les mecs, ils veulent faire du blé, ils veulent « coffrer » pour avoir une situation plus tard.

Avec l'acceptation des risques : ça passe ou ça casse. Et si ça passe, j'arrête, je passe à autre chose. Et quand ils passent à autre chose, ils passent vraiment à autre chose.

Aider la famille

Parfois le deal n'est pas une question d'image mais une simple question de survie. Des jeunes entrent dans le trafic pour aider leur famille. Dans les situations de grande pénurie, les aînés se sentent responsables. « *Ils doivent très tôt, parfois dès l'âge de 15 ans, ramener de l'argent à la maison* ». Du moins se sentent-ils investis de cette mission.

*Quand un gamin voit que ses parents n'arrivent pas à faire des courses... parfois, il participe. (...)
C'est pour cela qu'ils y rentrent aussi, pour éviter que leurs parents souffrent.*

Offrir aux parents une maison au pays peut aussi devenir un objectif majeur. Des jeunes sentent que, pour leur parent, la maison au pays, et plus globalement les signes de la réussite de la famille, sont d'une importance capitale, sur le plan économique mais aussi psychique et existentiel. La maison au pays est une zone de repli, c'est aussi une fierté face à la communauté. Plus leurs parents se sentent humiliés et mis à l'écart en France, plus il est important pour eux d'avoir un autre lieu où ils peuvent être sécurisés et reconnus. Plus une immigration se sent maltraitée dans le pays d'accueil, plus elle a besoin d'être honorée en terre d'origine.

Ce jeune me disait : « En même temps, si je ne fais pas ça, qui va sortir ma mère de la merde ? Qui est-ce qui va construire au pays ? Parce que ma mère au pays, elle n'a pas de maison. Elle vit dans une maison en tôle. »

Errer et survivre

Nous avons une structure, près d'une gare, qui accueille des jeunes en errance, de 16 à 25 ans. Ces jeunes sont déjà très dépendants aux produits, notamment médicaments plus alcool, puisque c'est ce qui se trouve plus facilement et qui est, malheureusement, le moins cher. Ils participent à de petits deal, qui relèvent plus du dépannage entre copains.

Les jeunes très marginalisés qui vivent dans les gares et les structures n'ont pas accès au deal organisé. Ils sont très marqués physiquement et, la plupart du temps, insolubles. Les dealers qui arrivent par le RER les battent froids.

Ils sont capables de ne pas se voir ni se parler de la journée, parce qu'il y a un mépris de la part des jeunes qui viennent des cités, en disant : « C'est des défoncés, des SDF... » Puis, il y a un mépris de la part de ces autres jeunes car c'est ce qu'ils rejettent : le survêt à 500 euros, etc. Donc, ils cohabitent, dans la gare mais il n'y a pas forcément de lien, d'interaction entre les deux.

Des jeunes voyageurs¹⁵, qui voyagent de ville en ville, passent aussi parfois par les gares. Ils vivent en dehors de tout système de prise en charge sociale et éducative. Ils dealent un peu, ils revendent soit au sein du groupe, soit pour payer l'essence du camion et avoir de quoi s'alimenter, et pour payer aussi leur propre consommation, le matériel de sonorisation, les déplacements.

Les faire sortir du trafic, c'est aussi les faire sortir de ce modèle communautaire qu'ils ont recréé. C'est compliqué parce que ces jeunes ont choisi, pour la plupart, volontairement, de se désinsérer et qu'ils vont parfois très loin dans la désinsertion.

Des prises de risque

Si les dimensions sociales et économiques sont des composantes fortes des engagements dans les microtrafics de rue, des dimensions adolescentes peuvent être tout aussi actives. Les pratiques liées aux deals sont aussi une sphère de confrontation à la peur et aux risques, ce qui peut attirer les jeunes, en particulier les adolescents. Quand la construction d'une identité sexuée passe par le regard des pairs sur sa force de confrontation et son self contrôle, les prises de risque sont un véritable terrain de jeu, où se mettre en scène. Les pratiques de deal peuvent aussi être vécues comme un espace de confrontation à l'adulte et à une société qui promet trop peu aux jeunes des quartiers populaires. De transgression en transgression, certains jeunes vont chercher des limites, des interdits, qu'ils n'ont pas pu intégrer dans les lieux de socialisation traditionnels (famille, école...). Par défaut, ils vont interpeller, voire provoquer les agents de l'Etat jusqu'à ce qu'on les arrête.

¹⁵ Les voyageurs sont de jeunes SDF en rupture, parfois très déprimés, souvent contestataires. Beaucoup s'insurgent contre toute forme d'institution (école, famille, travail, aide sociale...). Dans un premier temps, ils voyagent de ville en ville, d'un festival à l'autre. Quand leurs ressources s'amenuisent, la déglisse et la précarité aiguë peuvent les tenir amarrés dans un centre-ville où ils tentent de survivre grâce à l'un ou l'autre réseau de débrouille.

« Goût » de la peur et virilisme

La peur, cela a un goût, c'est un peu une toxicomanie. Parfois, c'est justement la peur qui les anime et puis le virilisme. Ils cherchent ça. Contre quoi ? Ca cache quoi ?

L'affiliation au trafic est une prise de risque permanente et à partir du moment où il y a une prise de risque, il y a très certainement un symptôme d'un mal-être.

Questionner le « goût » de la peur peut être central pour décrypter le sens des trajectoires dans le deal. Pour se soutenir psychiquement, des jeunes ont besoin « des amphétamines de la peur ». Chacun a ses raisons subjectives. Les pratiques de trafic peuvent répondre à ce besoin. Dans les microtrafics, beaucoup de relations sont duelles, sans tiers régulateurs, basées sur des rapports de force, des jeux d'allégeance et d'alliance. Des professionnels parlent de climats « western », où des « cow-boys » s'affrontent dans des mises en scène virilistes. Pour de « petites histoires », la violence s'enclenche et chacun se solidarise avec les siens pour protéger ses ressources, sa famille, son territoire.... Les jeux de réputation et la brutalité que chacun peut mobiliser facilitent le remboursement des crédits. Les « fautes » ou les manquements des uns ou des autres se soldent par des menaces, puis de la violence physique.

La rumeur grandit ou atteint les réputations du jeune ou de sa famille, provoquant des conflits d'honneurs. Les expéditions punitives et la peur des rétorsions judiciaires font encore grimper le taux d'adrénaline. Ces modes de vie, où la peur est centrale, créent un climat de « drame » permanent. Des professionnels parlent de jeux sado/maso, de relations de domination/soumission qui structurent la scène du deal. Dans les relations de trafics, les jeunes sont souvent tenus de passer par la violence et la prise de risques pour prouver leur virilité ; leur appartenance au groupe de « vrais hommes ». Pour ce faire, ils doivent montrer leur aptitude à la dureté, au combat, à la violence, à la vengeance. D'autant plus que cette virilité doit constamment être ré-attestée par le groupe¹⁶. Aussi ces jeunes ont-ils souvent la hantise de se faire 'rabaisser'. Les offenses, les « mauvaises paroles », des regards aussi les blessent et menacent leur sécurité identitaire. Dans leurs relations sociales, ils ne peuvent perdre la face.

Les mecs dans le deal, ils se prennent la tête et vont très loin pour des petites histoires qui sont extrêmement sado-maso. Pour moi, la question de la peur que vivent ces jeunes-là, dans les pratiques qu'ils se fabriquent, est une question fondamentale. (...) C'est très marqué « virilisme » tout cela. C'est un peu : « on est entre mecs, on fait des trucs de mecs », des trucs dangereux, des trucs un peu « com-boy »

La quête viriliste - la surenchère d'une masculinité dure et endurente, dominatrice, combative, courageuse, capable d'affronter la peur - structure les

¹⁶ Sur la virilité, voir l'ouvrage de Pierre BOURDIEU, *La domination masculine*, Paris, Seuil, Point essai, 1998. « La virilité entendue comme capacité reproductive sexuelle et sociale, mais aussi comme aptitude au combat et à l'exercice de la violence (dans la vengeance, notamment) est aussi une charge. (...) Comme l'honneur - ou la honte, son envers, dont on sait que, à la différence de la culpabilité, elle est éprouvée devant les autres -, la virilité doit être validée devant les autres hommes, dans sa vérité de violence actuelle ou potentielle, certifiée par la reconnaissance d'appartenir au groupe des 'vrais hommes' ».

relations de trafic. Le virilisme promeut le courage d'affronter les risques devant le groupe de pairs mais aussi la colère, la méfiance et la mise à distance du genre féminin. Ainsi, les mondes sociaux du deal ont tendance à créer de fortes tensions de genre dans les quartiers. Cette construction rigide, viriliste, du genre masculin s'ancre dans la culture et l'histoire du monde ouvrier, où la prise de risque mais aussi la solidarité devaient structurer les relations entre les hommes. Ainsi la quête viriliste très présente dans les relations de deal oblige à de fortes solidarités, dans l'entre-soi masculin.

Par exemple, dans les métiers du bâtiment, on est une « tapette » si on s'attache quand on fait un toit. C'est-à-dire que tu dois risquer ta vie, sinon, tu es un con. Et cela, c'est en jeu tout le temps. Cela, me semble-t-il, est une quête viriliste. Plus on est courageux, plus on ose affronter le risque et plus on mérite, plus on est méritant. C'est aussi le mérite du pauvre : quand on n'a pas de capital financier, il faut un capital social.

Il y a un virilisme qui peut être complètement pervers – où le mâle est complètement dominateur – et, en même temps, il y a aussi, dans ce milieu ouvrier, un virilisme qui dit que, pour bosser ensemble sur le chantier, il faut aussi pouvoir compter les uns sur les autres. Il faut donc que tous les mecs adhèrent à un système de valeurs et qu'il n'y en ait pas un qui dise : « Ah, non, moi, la poutre, je vais la lâcher parce que cela va me faire des ampoules. » Ce n'est pas possible : « Tu ne la lâches pas parce qu'autrement, on va tous se casser la gueule. » Donc, des systèmes de valeurs qui font qu'à un moment, il y a certes ce discours très violent sur les femmes, les tapettes mais, en même temps, cela fonctionne pour pouvoir bosser. C'est aussi quelque chose qui s'analyse dans le contexte.

La confrontation à l'adulte

Les jeux avec la peur sont d'autant plus jouissifs qu'ils mettent en cause l'institution, les représentants de l'Etat en particulier. La rébellion contre l'autorité fait partie des modes de vie des adolescents. Et cela est d'autant plus vrai dans les zones de relégation où la police est parfois ressentie comme le fer de lance d'un Etat qui ne voudrait pas de ces jeunes, parce qu'ils n'ont pas la bonne adresse, la bonne couleur, le bon langage...

Très tôt, les petits sont à la recherche d'une poussée d'adrénaline. Ils recherchent ce côté jouissif. Et c'est justement quand les flics arrivent ; ils vont prévenir, courir, etc. C'est les premières entrées dans ce système. Donc, ils jouent beaucoup au chat et à la souris. Après, un peu plus grands, ils se planquent. Même s'ils ne sont pas recherchés eux-mêmes. Ils se planquent comme les grands et là, on a eu des récits extraordinaires comme le gamin qui te dit : « Quand tu es caché là, que tu entends le flic qui passe, que tu entends en même temps ton cœur qui bat tellement fort que tu crois que tout le monde l'entend, que tu ne peux pas respirer et qu'il ne t'a pas vu... »

Dans le mal-être des adolescents, la peur et l'agressivité participent souvent du même paradigme. L'agressivité sert à masquer la peur de l'autre. D'ailleurs, pour certains jeunes, c'est le seul rapport à autrui plausible. Ils agressent pour faire exister une relation. Si ces mécanismes de défense sont très présents dans les rapports sociaux du deal, ils sont tout aussi prégnants quand certains jeunes commencent une trajectoire d'insertion, et veulent rentrer dans le monde de l'entreprise. Ils ont peur d'être humiliés, rabaissés dans ce monde qu'ils ne connaissent pas, qui leur paraît dangereux. Ils sont alors agressifs pour ne pas montrer qu'ils ont peur.

Il y a un certain nombre de fragilités qui se trouvent révélées, dont le symptôme est de s'adresser à l'autre de manière agressive, avec des systèmes de défense.

Le monde des adultes - comme les mondes scolaires ou les mondes du travail - ont des codes, des pratiques sociales et symboliques, dont beaucoup de jeunes des quartiers se sentent démunis. Aussi les relations avec les adultes sont-elles souvent vécues sur le mode de la confrontation, de l'infériorisation. Mais dans le quartier, auprès des pairs, ils peuvent construire de l'estime de soi. Cependant, dans l'économie de la rue, cette estime de soi se construit souvent à partir d'une image idéalisée, très infantile, très narcissique d'homme fort, qui s'impose aux autres par l'agressivité et la violence. Elle n'a rien à voir avec l'amour de soi, le fait de se sentir sécurisé, digne d'être aimé dans la rencontre avec l'autre.

En psychanalyse, on va parler de "moi idéal". Ainsi, la personne agressive qui s'affirme très fortement, donnant à voir une très forte image d'elle-même, qui en impose, cela renvoie à une notion du moi idéal qui est une image très infantile, très narcissique, qui n'a rien à voir avec l'estime de soi, qui est le fait de s'estimer.

Donc, effectivement, ces mômes peuvent être dans un besoin de paraître très forts, dans un besoin de rencontrer l'autre de manière agressive et d'avoir besoin de cette agressivité pour s'imposer, pour s'affirmer.

La recherche de limites

Dans l'affrontement avec la police, des jeunes iraient chercher « de la limite », une forme de contention, un point d'arrêt social à leurs comportements transgressifs adolescents.

Tant qu'ils ne l'ont pas trouvée, ils y vont, ils y vont. Et pour certains d'entre eux, tant que ce n'est pas la police, cela ne vaut pas le coup.

Quand l'intégration de la limite n'a pas pu se faire dans les temps éducatifs traditionnels (la famille, l'école...), des jeunes auraient besoin de « barrières dures », de formes de contention dans le réel. Pour eux, la police jouerait un rôle de « papa » social. Sauf bien sûr que les agents de l'Etat qu'ils rencontrent dans les gardes à vue ou les incarcérations ne jouent pas nécessairement un rôle d'autorité bienveillante. Bien au contraire, les relations humiliantes ou violentes qu'ils vivent là ont souvent tendance à exacerber leurs révoltes et leurs comportements transgressifs.

Sur un quartier, j'ai des gamins qui, quand les flics arrivent, systématiquement, ils se lèvent et font devant la voiture : « Vas-y, viens ! » Systématiquement. Systématiquement ! Qu'ils vendent ou qu'ils ne vendent pas, attention ! Et pendant ce temps-là, bien évidemment, cela s'organise de manière à évacuer le matos, c'est clair. Mais les mecs vont chercher les flics. C'est un affrontement qui présente plusieurs avantages : d'une part, c'est une limite réelle par rapport à celles que les enseignants ou les travailleurs sociaux posent. Elle est plus réaliste en termes de contention.

Bien sûr, les caillassages de véhicules et les affrontements avec la police peuvent aussi avoir d'autres fonctions, plus internes au business : donner du temps aux vendeurs de cacher leur marchandise, de se débarrasser de sommes

compromettantes, de quitter la cité ... Mais pour les professionnels, cela n'explique pas tout. Des données subjectives sont également en jeu dans ces confrontations.

Polysémie des trafics

C'est comme s'il y avait deux types d'entrée dans les trafics. Un type d'entrée par les groupes, où il y a un « nous » qui est très fort, qui accroche à la cité, au monde social du deal. Puis, un autre type d'entrée, de jeunes en errance, qui vivent une vie nue, un « je » sans personne, un « je » isolé.

Deux profils de jeunes de milieux populaires s'engageraient massivement dans les trafics. D'une part, des jeunes de cité, très affiliés à leur groupe de pairs, ancrés dans un territoire ségrégué. D'autre part, des jeunes isolés, en errance, en ruptures familiales et sociales, qui errent des gares aux structures de bas seuil. Le premier groupe s'identifie à une image de réussite par le trafic ; le second deale au plus bas niveau et cherche juste à survivre. Les professionnels qui ont participé à la recherche rencontrent davantage le premier groupe de jeunes. Leur participation au trafic leur offre des réponses concrètes, à court terme, à une série de problèmes socio-économiques, familiaux, identitaires et adolescents. Les engagements dans les réseaux du deal sont polysémiques. Les ressorts sont sociaux : les réseaux sont une reconstitution d'activités et de relations sociales, même si elles sont illégales et souvent violentes. Les ressorts sont aussi économiques : le deal donne des ressources, il est une forme de résistance à la paupérisation. Les ressorts sont souvent familiaux : « l'équipe » qui deale ensemble joue alors un rôle de famille de substitution quand les places se troublent dans les familles, quand le fossé se creuse ou le conflit intergénérationnel s'exacerbe. Les ressorts peuvent aussi être adolescents : les pratiques liées aux deal sont structurées par le goût du risque, le virilisme, le besoin de confrontation à l'adulte et aux limites. Des jeunes y trouvent « l'adrénaline » (les stimulations et le plaisir) dont ils ont besoin pour gérer leurs atteintes affectives et se stabiliser émotionnellement. En général, les engagements dans les trafics sont une réponse fière, de proximité, de groupe, à tout un système de relégations et de mises à distance scolaires, professionnelles et familiales. Mais ils ont aussi une dimension subjective, irréductiblement singulière. En effet, tous les jeunes de milieux populaires ne s'engagent pas dans les trafics. Cependant, même si des dimensions psychiques sont actives, elles ne peuvent expliquer l'ampleur du phénomène. Les scènes de trafics offrent à la fois des activités, des relations, des ressources de substitution. Ce triple agencement peut faire des scènes de deal de véritables lieux de socialisation à l'économie et à la vie illicite.¹⁷ Elles créent des interdépendances très fortes entre les jeunes, dont il ne leur est pas facile de se détacher.

L'économie de la rue résout beaucoup de problèmes, en fait. C'est pour cela, je pense, que cela contribue à faire qu'ils y restent.

¹⁷ JOUBERT, M. 2011. « Trafics et voisinage. L'ancrage social et territorial des activités de micro-deal », dans Claire DUPORT (dir), *L'intervention sociale à l'épreuve des trafics de drogues*, pp.53-56.

PARCOURS DES « PETITES MAINS » DU TRAFIC

Dans un premier temps, nous décrivons le fonctionnement de la vente au détail en rue. En effet, c'est à ce niveau hiérarchique, celui du « petit détaillant », des activités qui tournent autour de la vente au détail qu'œuvrent la plupart des jeunes rencontrés par les professionnels qui ont participé à nos groupes.

Nous, c'est seulement des petits trafics parce que, sinon, ils ne viennent pas voir des éducateurs. Un gros trafiquant sait bien qu'il n'a rien à faire chez nous.

La plupart sont « les petites mains » des réseaux, ils participent à de petites transactions sans envergures, mais de plus en plus implantées. On les appelle « les petites commissions maxi-risques », une maxime qui résume bien leur position dans la chaîne de distribution. Ils occupent des postes très exposés aux risques judiciaires. Ils sont au cœur de l'insécurité de relations avec une diversité d'acheteurs de petite envergure.

On peut appeler ça du « petit trafic » au sens où ce sont de petites transactions sur du cannabis, mais cela a pris une ampleur très importante, avec une multiplication de petits qui sont là, apparents.

A un moment ou à autre, au cours de leurs trajectoires dans l'économie de la rue, les nocivités, les risques et dangers du trafic atteignent les jeunes et les abiment. Certains vivent des violences qui les fragilisent sur le plan psychique, ils sont confrontés à des expériences carcérales et au marquage pénal. Quand leurs modes de vie deviennent de plus en plus hachurés et chaotiques, ils mettent leurs proches en périls. Certains sont rejetés par leur famille et ne peuvent plus s'investir dans des relations de couple durables. Cet affaiblissement progressif de leurs ressources et de leurs liens sociaux et familiaux participent aux dynamiques d'enkystement dans les trafics. Cependant, les situations ne sont pas figées. Beaucoup arrivent à desserrer lentement l'emprise des trafics, à enclencher des mouvements de sortie. Quand les coûts deviennent plus importants que les bénéfiques, les jeunes qui trouvent des ressources réduisent progressivement les risques du deal, en entrant lentement dans des trajectoires d'insertion, concomitantes aux trafics, puis de plus en plus autonomes.

La vente au détail en rue

Les professionnels esquissent leurs représentations du fonctionnement du trafic de détail par petites touches, à partir de leurs observations, en faisant remarquer qu'il s'agit surtout de connaissances de « deuxième main » qu'ils ont recueillies auprès des jeunes. Les professionnels ne peuvent pas laisser entrer le trafic et les trafiquants dans leurs structures. Ils ne peuvent pas travailler avec les jeunes qui utilisent les structures pour y faire du trafic. Aussi leurs connaissances pratiques, au sujet des fonctionnements des business, passent souvent moins par leurs propres

observations que par ce que les jeunes leur en disent. Et ces jeunes sont en général des guetteurs ou de « petits dealers » peu avertis des fonctionnements globaux et de la diversité des réseaux.

On a très peu de gros trafiquants. On en voit un une fois par an maxi. On voit le petit dealer, celui qui fait le pied de grue, qui guette ; c'est souvent du shit.

Les mineurs ont souvent des petits postes. Ce sont des guetteurs, ils débutent, ils viennent d'être exclus de l'école, ils se retrouvent en inactivité. Nous n'avons pas les plus gros.

On a parlé beaucoup de cannabis, mais il y a plein de choses qui se trafiquent et les jeunes qui sont dans tel ou tel trafic ne sont pas forcément les mêmes.

Ces « petits détaillants » sont engagés dans une économie de la débrouille¹⁸ qui recouvre essentiellement des systèmes de revente de cannabis ou de marchandises dites « hors taxes » ou « tombées du camion ». Nous incluons également dans « la vente au détail » les prestations sexuelles que monnaient de plus en plus de mineur.e.s. En bref, tout ce qui peut représenter de « l'argent possible » pour de très jeunes gens sans capital scolaire mais qui disposent d'un accès internet et de larges carnet d'adresses sur les territoires où ils vivent. Ainsi le terme « trafic de détail », tel que nous l'utilisons ici, ne recouvre pas seulement le deal de stupéfiants, il renvoie aussi à toute une série d'activités illégales, propres aux bas niveaux hiérarchiques de l'économie de la rue : vente de contrefaçons, de marchandises « tombées du camion », de prestations sexuelles.... Des jeunes se cherchent et, souvent, se spécialisent, en fonction des rencontres qu'ils font et de leurs potentialités.

Postes des jeunes et division genrée du travail

Les professionnels rencontrent surtout des guetteurs et parfois de petits dealers intermédiaires qui « tiennent les guetteurs », chez qui la marchandise est entreposée et qui la dispatchent. Avec les jeunes, ils parlent peu des faits de trafic, par peur d'être pris à partie, de perdre leur « neutralité », de susciter leur méfiance.

C'est un monde de méfiance, je n'aborde pas ça parce qu'ils se méfient. C'est un lieu où l'on se méfie beaucoup.

Dans son article, « *La cannette et le sandwich* », Nacer LALAM décrit des modes d'entrée dans le trafic de détail qui commencent souvent par de menus services. Ainsi, les « petits » vont chercher les cannettes et les sandwiches des guetteurs. Ce chercheur a répertorié une série de fonctions et d'activités nécessaires au commerce de détail tenu par les plus jeunes :

- *La surveillance, le guet.* Les guetteurs circulent et sont positionnés aux endroits clés du quartier. Agés de 10 à 15 ans, ils percevraient quotidiennement une rétribution allant de 20 à 50 euros.
- *La dissimulation de la drogue et/ou de l'argent.* Pour éviter que le petit dealer se fasse interpellé ou racketté avec de trop grosses quantités, les produits

¹⁸ ROCHE, P. 2005, op.cit

ou l'argent du deal sont fractionnés et cachés dans les moindres recoins (faux plafonds, gaines électriques, caves, coursives, boîtes aux lettres, vélo, poubelles ...). Cette tâche occupe des jeunes d'une quinzaine d'années. Ils percevraient entre 40 et 80 euros quotidiennement.

- *Le stockage.* Autre mode opératoire, le recours à *une nourrice*, à savoir un appartement mis à la disposition des dealers pour stocker et travailler la drogue. Les locataires de ces *nourrices* peuvent être des personnes âgées, qui cherchent à arrondir leurs fins de mois, à se faire protéger dans leur quartier.... Mais ce sont surtout de très jeunes femmes fragilisées, isolées, qui ne se rendent pas toujours compte de l'engrenage dans lequel elles vont entrer. C'est un rapport de force qui s'installe lentement. Ça commence par de bonnes relations de voisinage, où l'on vient « squatter » l'appartement. C'est un lieu où l'on se retrouve, où l'on prend un verre. Progressivement, quand ils viennent, ils déposent des petites choses. Puis, cela prend de l'ampleur et, à un moment donné, il y a un rapport d'emprise où la personne ne peut plus se dégager de ce qui s'installe. D'autant que, souvent, s'ajoute la honte. Et son appartement devient le lieu de stockage du quartier et de la cité.
- *La participation à l'aide logistique* (emballage et débitage des produits, transport de la marchandise ...). Cette tâche est dévolue aux jeunes de 16 à 20 ans. Ils peuvent gagner là une centaine d'euros par jour.
- *L'achat de produits de coupage.* Les trafiquants mélangent les produits de coupage aux stupéfiants, des jeunes sont rémunérés pour acquérir ces produits (henné, terre pour cannabis, médicaments, glucose...)
- *La protection physique et la protection des territoires.* Des gardes du corps interviennent pour sécuriser les transactions, intimider les habitants au regard trop intrusif et éloigner des individus indésirables (crackers, héroïnomanes...).
- *Les mises en scènes pour détourner l'attention des forces de l'ordre* (caillassage, courses poursuites...).

Le gamin pas futé, c'est l'os à ronger pour les flics. Ils le mettent en avant et le gamin se fait embarquer et, pendant que les policiers sont autour de lui, les autres sont tranquilles. Ils ont cette technique. On le voit tous les jours, et ce sont ces gamins-là qui sont « nos petits ».

Dans cette division du travail, ajoute Nacer LALAM, la rémunération peut aussi être de nature symbolique, car des jeunes se sentent gratifiés et valorisés vis-à-vis de leurs pairs.¹⁹ Il existe aussi une division du travail genrée au sein de l'économie de la rue. Ainsi, le trafic de cartes bleues serait plutôt tenu par les jeunes filles, comme d'ailleurs le trafic de la contrefaçon ou d'accessoires féminins « tombés du camion ». En effet, les filles ont des réseaux de revente, des carnets d'adresse, dont les garçons ne disposent pas.

¹⁹ LALAM, N. 2011. « 'La canette et le sandwich'. La participation des jeunes dans le trafic de stupéfiants », dans Claire DUPORT, *L'intervention sociale à l'épreuve des trafics de drogues*, pp. 45-52.

Parmi les trucs qui « tombent des camions », les garçons peuvent récupérer, toutes sortes d'articles féminins, des sacs Vuitton, etc. Les filles, elles, vont arriver à vendre, par leur réseau de relations, et à vendre sans brader, en plus. Il y a tout un marché du faux tenu par des filles (la contrefaçon). Et puis, elles attirent moins l'attention des forces de l'ordre. Elles peuvent alors être passeuses ou receleuses.

Dans le secteur des stupéfiants, les filles participeraient peu au trafic de rue (deal de barrettes de shit...). Elles feraient davantage les receleuses, les banques (elles stockent l'argent) ou « les nourrices » (elles stockent les produits). Ainsi, elles sont davantage en contact avec les grossistes. En première ligne, elles sont davantage présentes dans les lieux festifs, pour le trafic de la coke et de drogues de synthèse. Si les jeunes filles participent moins aux trafics que les garçons, elles sont davantage exposées à la prostitution précoce. Des jeunes filles suivies par les professionnels offrent des services sexuels parfois dès l'âge de 11/12 ans, surtout si elles sont en rupture familiale. Ce phénomène prend une ampleur nouvelle. Ces très jeunes filles ne font pas le trottoir, elles recrutent leur clientèle via Internet ou par le bouche à oreille. Peu à peu, elles se constituent un réseau. Elles se prostituent dans des planques, des squats, là où elles peuvent.

Il y a six ans, c'était exceptionnel. Aujourd'hui, on a plusieurs gamines qui sont là-dedans. Et à 16 ans, elles ne vivent que de ça, elles sont fâchées avec la famille et ne vivent que de la prostitution.

Quand on discute avec elles, on ne peut pas parler d'argent facile. Ce n'est pas facile, ça. Mais, en même temps, elles ont de l'argent tout de suite, c'est ce qu'elles attendent. Mais il y a aussi d'autres choses probablement, quelque chose d'une rencontre, d'une difficulté dans la famille... enfin, il y a plein de choses. Voilà : les garçons dans le deal, l'économie souterraine et les filles – aujourd'hui, je trouve que c'est aussi très fort – glissent vraiment très tôt dans la prostitution.

Les jeunes femmes sont également très présentes en prison, dans les parloirs de « visite famille », elles aident leurs frères ou leurs conjoints à tenir bon, tout au long des périodes d'incarcération.

Dans les « visites aux familles », les filles sont très présentes. Elles visitent des jeunes du même âge, le prototype, c'est le mec de 25-27 ans de banlieue qui a fait des histoires de braquages, de vols avec violence ou de deal, mais à un petit niveau. Il est très impressionnant de voir le nombre de jeunes femmes qui vont au parloir. Là, j'ai trouvé la présence des filles. Elles sont très présentes, à cet endroit-là, pour les jeunes. Elles se lèvent tôt le matin pour venir les voir.

Pratiques du trafic selon les âges

Au départ, « les petits » vont dire : « Je rends service ». Ce qui, pour eux, signifie qu'on leur fait confiance, qu'ils commencent à rentrer dans la vie sociale, dans le système d'échange de la cité (donner, recevoir, rendre des services). Ensuite, quand leurs prestations sont plus régulières, certains disent : « J'étais à mon nouveau travail ». Ils sont fiers du « poste » qu'ils ont obtenu et le revendiquent. Mais plus ils grandissent, plus ils réalisent que le travail et le business sont des mondes différents, d'autant plus si les professionnels marquent clairement la différence. En « vieillissant » s'ils parlent encore de « travail » pour désigner l'activité de trafic, c'est à l'occasion d'échange de vanes avec les travailleurs sociaux. Ils ont alors plutôt tendance à euphémiser.

Les plus grands vont dire « à demi-mot » qu'ils « businessent » ou qu'ils ont « quelques clients ».

Dans certaines cités ou quartiers, le trafic de cannabis est totalement banalisé. Il fait partie des apprentissages « normaux » des adolescents. Entre 16 et 18 ans, s'ils prennent trop de distance avec le trafic, ils ne peuvent pleinement participer à certaines formes de sociabilité juvénile. A cet âge de la vie, le trafic a quelque chose de productif : il produit des relations sociales, des apprentissages, des expériences.

Il leur apprend la vie.

Par contre, quand les jeunes passent à d'autres âges de la vie, les sociabilités liées au trafic du cannabis perdent de leur intérêt. Ils ont besoin de diversifier leurs expériences, de faire autre chose. Ceux qui en restent « à fourguer des barrettes » sont traités de « gamins ». On dit qu'ils manquent de maturité. Aussi la plupart arrêtent ce type de deal pour se tourner vers le monde du travail. Par contre, ceux qui continuent à trafiquer le font autrement et à un autre niveau : « *Ils dealent vraiment du très gros* ».

De petits revenus, en deçà du smic

Il y a des différences de revenu énormes entre les petits dealers et les grossistes. Les « petits postes » du deal ne rapportent pas. L'argent facile est un leurre. Proportionnellement au nombre d'heures investies (ils passent facilement plus de 12h par jour dehors, hiver comme été), ces jeunes sont payés nettement moins que le smic. Ainsi les estimations de Christian BEN LAKHARD, économiste à l'Université de Lille, ont montré que les revenus du cannabis sont éphémères, incertains et peu conséquents. Il estime à 705 € par mois le revenu moyen d'un petit *dealer* de cannabis, en faisant la moyenne sur l'ensemble de la France. Si les intermédiaires les plus élevés dans les réseaux gagnent des sommes importantes, les dealers de rue de cannabis ne réalisent même pas le salaire minimum annuel, cela malgré les risques de plus en plus importants d'interpellation, d'incarcération et l'exposition aux violences inhérentes à une telle activité à l'absence de régulation du marché par le droit.²⁰ Les professionnels estiment que les postes autour de la revente de cannabis rapportent en banlieue entre 4 et 5 euros l'heure. La revente est organisée en équipes, qui travaillent de 7 à 12 heures d'affilée. Etant donné la prise de risque, on peut parler de véritable surexploitation de la force de travail de la jeunesse.

De l'argent facile, mais à quel prix ? Ils travaillent quasiment douze heures. Ils sont payés entre 60 et 70 €. C'est organisé : il y a même de l'intérim ! On peut faire 11 h-18 h et être payé 30 euros. Quand on fait le calcul et que l'on divise... Mais finalement, [on peut] leur renvoyer que, finalement, ils ne gagnent pas tant que ça. C'est vrai que c'est bien d'avoir du liquide à la fin de la journée, on a 60 ou 70 € selon la commune, le trafic et tout ça, mais quand on divise par le nombre d'heures de travail et la prise de risque – parce que c'est une activité à risque – c'est beaucoup et, en même temps, ce n'est rien par rapport à la prise de risque, au danger quand on voit la petite somme. Car douze heures de travail payées 60 €, c'est clairement de l'exploitation.

²⁰ BEN LAKHDAR, C. 2011. « Le deal de drogues, un revenu complémentaire très risqué », dans Claire DUPORT (dir), *L'intervention sociale à l'épreuve des trafics de drogues*, pp. 28-35.

Consommations et écarts de temporalités

Certains jeunes expliquent que pour entrer dans le trafic, c'est très simple, il suffit de consommer du cannabis. À partir du moment où on en consomme, on a envie d'en consommer gratuitement et on entre dans un cercle vicieux. Ce sont ces jeunes-là qui sont les plus vulnérables parce que, du coup, ils n'arrivent plus à gérer leur consommation et se retrouvent avec des dettes. Pour rembourser, ils sont obligés d'entrer dans la revente.

Un éducateur fait l'hypothèse qu'au moins un tiers des jeunes qui participent aux trafics sur son quartier le font pour subvenir à leur consommation personnelle. Un jeune dans l'expérimentation reçoit des produits. Mais, par la suite, il doit commencer à rendre « la tournée ». Des jeunes s'endettent et deviennent ainsi les « obligés » de leurs fournisseurs. Ils « donnent des coups de mains », organisent des achats groupés puis, parfois, ils commencent à travailler pour eux. Ils entrent « dans le système » du quartier. En général, la vente majeure l'usage des produits qui ont une bonne valeur sociale, comme le cannabis, la cocaïne ou l'ecstasy. Mais les vendeurs évitent de consommer les produits disqualifiés, comme le crack ou l'héroïne, par exemple. Ceux qui en consomment le cachent : « *Ce sont deux produits stigmatisés, deux produits qui font un peu peur.* » Autre problèmes, ceux qui tiennent les postes en rue consomment beaucoup d'alcool, jusqu'à parfois dériver vers des formes graves d'alcoolisme.

Beaucoup de ces jeunes qui dealent consomment ou ont des phases où ils consomment beaucoup. Parce que leur vie est difficile et que cela les aide à supporter la journée quand ils n'ont rien à faire. Ce sont de très bonnes raisons.

Dans un point écoute, sur une cité, ils ont décidé d'ouvrir un créneau à 8 h 30. C'est pour ceux qui sont tellement « bourrés » qu'ils ne rentrent pas chez eux, parce que rentrer bourrés à la maison, ce n'est pas possible. C'est trop compliqué vis-à-vis de la famille. Donc, ils passent toute la nuit dehors. Ils sont dans le business, mais ils sont en train de se marginaliser, de glisser. Ils s'alcoolisent massivement et, le matin, passent prendre un café chaud avant de rentrer chez eux et dormir, une fois que les parents se sont éclipsés.

Dans le business, le rapport au temps change. D'une part parce que les jeunes vivent dans une forme de présent continu. Ils cherchent à être « fort de caractère », ce qui, selon eux, veut dire : « ne pas penser, ni au passé ni à l'avenir ». Ils « ne se squattent pas l'encéphale ». Ils vivent dans une temporalité qui ne permet pas la distance de soi à soi. D'autre part parce que les consommations « distordent le temps » : Beaucoup de jeunes vivent la nuit et dorment une grande partie de la journée.

Donc, forcément, je dirai qu'ils ne sont plus dans le temps, ils sont à contre temps par rapport à nous.

Les dynamiques d'enkystement dans les trafics

Il y a des gens qui rentrent dans le trafic mais qui vont s'en sortir. Les autres, ils seront là comme des cons et finiront en taule, et leur vie est cuite, malgré le roman-photo, le western des trafiquants, qu'on raconte sur les quartiers.

S'ils ont pu éviter la violence des réseaux et de la répression, l'économie de la rue peut n'être qu'un passage dans la vie des jeunes, surtout s'ils ont des points d'appui et d'autres appartenances (famille, études, copine, équipe de sport...). Mais les trafics peuvent aussi les exposer à des formes de violence traumatiques qui détruisent leur confiance dans le genre humain. Ils peuvent avoir une grande emprise sur leur vie. La violence des gardes à vue, des incarcérations et du casier judiciaire peuvent plomber les parcours, enkyster les jeunes dans des parcours d'illégalité. D'autant plus si aucune relation conjugale ou familiale apaisée ne les soutient.

Violence et emprise

La capacité à affronter l'autre, à faire des alliances, à gérer des rapports de force est un capital symbolique dans les mondes du deal. Si le goût de la peur et le besoin d'en découdre peuvent être un des ressorts des engagements de jeunes dans les microtrafics, il arrive un moment où le coût de la violence devient plus important que le bénéfice. Le jeune qui ne réceptionne pas une livraison ou ne rembourse pas son grossiste est soumis à la violence, aux pressions.

Ces réseaux, on le sait, sont violents, si tu ne fais pas le boulot, tu le payes cher. Les jeunes ne nous parlent pas directement des violences qu'ils subissent, parce qu'ils sont pudiques là-dessus. Mais nous, on voit bien comment ces rendez-vous sont impératifs. Ce n'est pas : «Tu viens si tu veux ou si tu peux.» C'est : «Il y a une livraison là, maintenant. Donc, tu y vas.»

Des jeunes arrivent à saturation, face à des violences qui s'engrènent. Ils sont pris à partie dans les rapports de concurrence des réseaux, les embrouilles, les histoires d'argent et les conflits. Les territoires, les secteurs sont des enjeux dans une guerre de marché. Les luttes de pouvoir laissent des morts sur le carreau. Les rapports de business privatisent l'espace public. Les territoires passent d'une main à l'autre. Autour des pratiques de business, il peut y avoir surenchère de violences, surtout dans les périodes de transition, quand les hiérarchies établies sont en train de basculer. Quand des bandes s'affrontent, la violence se déporte sur les plus proches, ceux qui sont issus du même monde. Avec le risque d'escalade des vengeances.

Le processus du trafic est un processus violent. C'est, pour moi, un processus de domination.

Le secteur où nous intervenons est un secteur qui est en pleine restructuration. Une hiérarchie établie a été bousculée. Donc, il y avait des places à prendre. Il y a eu une fusillade qui a fait deux morts.

Lorsque le jeune peut prendre un peu de recul, et « sortir du film », il réalise souvent que les actes commis et les relations détruites plombent sa vie. Il a participé à un jeu de dupes d'où il ne sort pas gagnant. Les rapports de pouvoir qui noyautent le trafic génèrent des profits financiers et symboliques. Le dispositif est commercial, mais aussi relationnel. Ce sont des mondes fermés où les conflits d'intérêts, les jalousies et l'instrumentalisation des proches peuvent détruire la confiance. Pour s'adapter, des jeunes s'endurcissent, jusqu'à devenir de plus en plus indifférents à la souffrance d'autrui. Les relations de solidarité se défont, la défiance se généralise.

Des jeunes en arrivent à une triple perte de confiance : en soi-même (en sa dignité d'exister), en l'autre (avec qui un lien de défiance généralisée s'est souvent instauré), dans le passé et l'avenir.²¹ Ils ont le sentiment que les limites de ce qui, pour eux, est humainement supportable²² sont en train d'être franchies.

Maintenant, il y a beaucoup de gamins très abimés, parce qu'il y a effectivement ce manque de confiance par rapport à eux et par rapport à l'autre.

Le trafic est un rapport de don, de dette puis d'emprise qui peut être violent. Au départ, le jeune reçoit de quoi consommer et rend des services en retour. Quand la dette pèse trop lourd, le jeune s'engage plus avant dans les activités du réseau. Un jeune qui vit et « a ses affaires » dans un quartier se définit toujours davantage à partir de son secteur. Il a de moins en moins de liens à l'extérieur et des liens de plus en plus forts à l'intérieur. Il est redevable tant sur le plan commercial qu'amical. Quand l'appartenance au quartier est toujours plus forte, les jeunes sont toujours plus sous emprise des réseaux.

Quand un gamin est pris dans du trafic, il est pris dans le système et c'est hyper compliqué de l'en sortir et, même nous, professionnels, qu'est-ce qu'on peut leur offrir pour s'en dégager ? On travaille à plus de liens d'un côté – famille, école... – mais parfois il y a trop de liens de l'autre – groupe d'appartenances, deal, dettes...

Certains jeunes seraient objectivement pris, piégés, dépendants, sous emprise et par conséquent contraints au trafic. Ces jeunes considèrent subjectivement qu'ils ne peuvent lâcher le trafic, sinon par lâcheté ; qu'ils ne peuvent partir, sinon par trahison ou désertion. Ils traduiraient ainsi leur enfermement dans le langage de la loyauté ; faisant d'une nécessité (une) vertu.

Cette forme d'appartenance au groupe, dont on ne peut pas se détacher, c'est aussi une forme d'addiction (...) Il y a le poids des amis de longue date, l'affect et l'attachement à ces amis. C'est cette aspiration de l'individu par le groupe qui fait qu'ils n'arrivent pas toujours à s'en sortir et qu'ils n'arrivent pas à récupérer une petite parcelle de temps qui leur permettrait d'aller voir ce qu'il se passe ailleurs ou de rentrer en contact avec d'autres.

Des jeunes ont construit un « nous » qui les protège, une équipe de longue date, avec qui les sentiments et les alliances sont fortes et durables. Cela peut empêcher le « Je » de devenir, freiner les processus de subjectivation, le « devenir adulte » et les sorties du trafic. Quand les activités et sociabilités du business occupent toute l'énergie et le temps de l'individu, il ne fait plus de nouvelles rencontres, il se ferme. Et cela freine les sorties du trafic, quand avec l'âge, les objectifs et les valeurs des jeunes changent.

²¹ Sur ce syndrome d'auto-exclusion, voir FURTOS, J. 2007. « Les effets cliniques de la souffrance psychique d'origine sociale », *Mental'idée*.

²² Pierre-Joseph LAURENT caractérise « la situation d'inhumanité » par l'absence de recours, la défiance absolue et l'exploitation mutuelle. « Éléments pour une socio anthropologie de la défiance : l'inhumain et l'humain, esquisse d'une comparaison à partir de la société mossi du Burkina Faso », in FURTOS, J (dir.). 2008. *Les Cliniques de la précarité. Contexte social, psychopathologie et dispositifs*, Paris, Masson.

Risques judiciaires et marquage pénal

Les jeunes qui réussissent à accumuler des ressources dans le deal ne peuvent pas les utiliser comme ils l'entendent. La menace de la répression et de la nasse judiciaire est toujours présente. Ils ne peuvent pas acheter des biens de consommation voyants, sous peine d'être repérés par les forces de l'ordre. Pendant les périodes de prison, leur capital est « mangé » ou dort dans des caches. Il suffit d'une perquisition impromptue pour que l'argent du trafic soit confisqué. Un éducateur cite l'exemple d'un jeune qui, après 10 ans de business, dont deux ans de prison, avait accumulé un capital de 30.000 euros. Mais suite à une perquisition, les forces de l'ordre lui ont confisqué l'entièreté de ses gains.

Cet argent, ce jeune, il n'avait fait que le coffrer quasiment. Car, avec ça, on va effectivement s'acheter le dernier Iphone parce que ça, ça ne demande pas de papiers. On peut l'acheter sans qu'il y ait de nom dessus. Puis, ça va être quelques fringues, et encore pas trop, parce qu'il ne faut pas non plus trop flamber, sinon les flics s'en aperçoivent ; quelques soirées en boîte ; quelques nuits à l'hôtel, histoire de faire la fête avec les copains et les copines. Mais concrètement, ils ne peuvent rien faire de cet argent.

Autre risque pénal, la maltraitance policière et les comportements racistes de certains représentants des forces de l'ordre quand ils interpellent les jeunes ou les mettent en garde à vue. Il y a là un jeu mortifère qui détruit la confiance dans les adultes. L'expérience de la prison laisse aussi des séquelles d'autant plus graves que les jeunes, pour garder la face, occultent la violence qu'ils ont subie.

On a des flics qui se conduisent comme de vrais salopards sur le quartier même s'ils ne sont pas nombreux...La violence policière, je ne l'accepte pas. Pour moi, elle est tout à fait à mettre en rapport avec les rapports violents du trafic. (...) Cette question de la conduite policière, que j'assimile à la conduite viriliste, c'est un jeu qui se répond très bien. Ce sont des jeux qui sont, pour moi, mortifères. Dans la prison, il y a du mortifère. C'est une expérience mortifère et, quand les jeunes sortent de prison, ils ne disent pas en quoi cela fait mal ; ils ont simplement gagné du galon, localement ! Ce déni de la destructivité de l'enfermement, des séquelles de la maltraitance dont on finit toujours par entendre quelques bribes, est destructeur.

Souvent j'ai vu des jeunes qui, la veille d'aller en prison, pleuraient : « Mais vraiment, trouve-moi un travail, tout de suite, parce qu'il ne faut pas j'aille en prison demain. » Ils ont la trouille. Et là, quand ils sont devant le fait, le masque tombe. Il n'y a plus : « Je joue. » Devant les copains, oui, mais...

Ces dernières années, les risques de repérage et de marquage pénal des « petits détaillants » seraient devenus de plus en plus importants. Les politiques d'interpellation systématique des jeunes qui « traînent sur la dalle » ramènent massivement de très jeunes gens dans la nasse judiciaire. Tandis que les politiques offensives de lutte contre la récidive majorent les ré-interpellations et donc le facteur aggravant de la récidive. En parallèle, les nouvelles orientations ministérielles ont recentré les pratiques de la PJJ vers le pénal. Des professionnels observent une massification des mesures pénales au détriment des mesures éducatives pour de très jeunes gens interpellés pour des infractions liées à l'économie de la rue. De plus en plus de peines d'incarcération seraient prononcées à leur encontre et elles seraient de plus en plus lourdes. Les apprentissages faits en prison, le casier judiciaire, les dettes pénales sont autant de facteurs qui enkystent les jeunes dans des formes de marginalisation étroitement liées moins aux trafics eux-mêmes qu'aux parcours judiciaires qui y

font suite. L'incarcération des jeunes dans le commerce de détail freine considérablement leurs mouvements de sortie des trafics. Ainsi le traitement pénal des « petites mains » de l'économie souterraine a tendance à les incruster dans les réseaux de l'illégalité, sur le long terme. Ce qui étend d'autant plus l'emprise de la vente de détail sur les jeunes des quartiers précaires.²³

Il faudrait consulter les stats de la police. Actuellement, il y a énormément d'emprisonnements de personnes jeunes. C'est assez redoutable. J'en vois de plus en plus. Avant, c'étaient des petites peines. Maintenant quand ils passent devant les juges, ils ont des peines lourdes, avec des multi-incarcérations.

C'est une lutte offensive contre la récidive, avec de l'incarcération chez les mineurs et les jeunes majeurs. La PJJ, ce n'est pas que les mineurs. Avec le « 16 bis », ils ont de plus en plus de jeunes majeurs qui continuent. Après, bien évidemment, ils sont limités mais ils ont des gamins de dix-huit, dix-neuf ans. Les orientations des missions de la PJJ ont énormément changé. Il y a une massivité des mesures pénales au détriment des mesures éducatives.

Tensions de genre et affaiblissement des liens familiaux

Les rapports de business sont noyautés par le virilisme, ils reposent sur des rapports de genre particulièrement inégalitaires. Aussi les amours adolescentes sont-elles très dissimulées. Quant aux jeunes gens qui ont pris du pouvoir dans leur famille grâce à l'argent du trafic, ils ont tendance à renforcer le contrôle sur leur fratrie, leurs sœurs en particulier, en tant qu'elles sont garantes de l'honneur familial. De plus, les pratiques de trafics exposent particulièrement les proches des jeunes qui y sont impliqués. Le renforcement des contrôles masculins peut pousser les jeunes filles à porter le voile pour pouvoir circuler plus librement. Des mariages et des grossesses précoces seraient également liés aux difficultés d'être une jeune fille, dans cet environnement. D'autres jeunes filles se masculinisent pour pouvoir accéder aux activités dites « masculines ». Mais les risques sont importants, il y aurait un lien entre les pratiques de tournantes et les activités de trafics.

Sur la question des jeunes filles, il y a le travail d'une sociologue, Karima GENFOUD, qui a repéré un certain nombre de choses, sur un versant assez dramatique, liées à une situation d'emprise du garçon à l'intérieur de la famille parce que, d'un coup, c'est lui qui fait vivre la famille. Donc, cela lui donne un pouvoir considérable, d'autant que sa propre réputation va aussi dépendre de la réputation de ses sœurs. Donc, il y a un contrôle qui se met en place.

Pour grandir plus vite, on peut aussi avoir un enfant très jeune parce que c'est une façon de s'émanciper. Ou on peut adopter des attitudes très masculines et se retrouver, par conséquent, dans des activités qui n'étaient pas forcément féminines auparavant. Après, il y a des situations spécifiques, comme certains quartiers où l'on m'a parlé de problèmes en lien avec des extrémismes religieux, où des jeunes filles se voilent pour justement se sentir mieux et pouvoir circuler plus librement au niveau vestimentaire.

Les tensions de genre enferment les jeunes dans leur groupe de pairs et leurs activités de trafic. Souvent, ce sont les engagements affectifs, les liens privilégiés

²³ Sur ce processus, voir les travaux de Loïc WACQUANT. Il analyse la façon dont l'Etat pénal participe au nouveau gouvernement de l'insécurité sociale.
WACQUANT, L. 1998. *Les prisons de la misère*, Paris, Raison d'agir

avec « la copine » qui, avec le temps, stabilisent les jeunes, contrebalancent leurs engagements dans le trafic, leur donnent des ouvertures. Si ces liens affectifs ne peuvent pas se nouer, les jeunes tendent à rester beaucoup plus longtemps ancrés dans leur « équipe » de rue. Si les ruptures avec la famille conduisent des jeunes gens au trafic, ce sont aussi leurs engagements dans les trafics qui précipitent les ruptures familiales. Une fois dehors, ces jeunes attendent que leur situation s'améliore pour reprendre contact avec leur famille. Ils veulent la préserver, lui donner une bonne image d'eux-mêmes.

Le discours de ces jeunes est souvent de dire qu'ils ne renoueront avec la famille uniquement quand la situation sera meilleure, comme si, effectivement, il y avait quelque chose à préserver du côté de la famille.

Les mouvements de sortie du trafic

Beaucoup ont vocation à en sortir.

Des tas de jeunes font une partie de leur vie dans le trafic puis passent à autre chose. La sortie du trafic est au cœur de la tranche d'âge sur laquelle je travaille : les seize-vingt-cinq...

En général, plusieurs processus entrent en écho et en résonance, se conjuguent et interagissent dans les mouvements de sortie des *business*. Des jeunes se sentent « trop loin », leur morale personnelle impose un changement de vie. Ce qui est d'autant plus facile si « leur équipe », leur groupe de pairs investit d'autres activités. Des jeunes ont peur que leur mode de vie finisse par porter atteinte à leurs proches. L'investissement dans une vie professionnelle les aide beaucoup pour sortir des activités du trafic. Avec la rencontre de « la copine » et la parentalité, beaucoup « se calment ». Ils ont trop à perdre. Certains trouvent des passions alternatives, notamment dans les sports ou les cultures urbaines. Commence alors un long processus de reprise de contact avec les émotions et les affects que les modes de vie du trafic ont bien souvent émoussés. Le mouvement vers l'insertion vient du jeune, de son réseau, de l'aide qu'il peut trouver. Une forme de pression sociale peut intervenir : les 16-18 ans, nouveaux entrants sur le marché du cannabis, poussent les « vieux » à sortir de ce marché. De plus, après 18 ans, les parents se montrent plus pressants pour qu'ils trouvent du travail. Certains s'en sortent lentement, en combinant travail et trafic, dans un premier temps. Beaucoup ont besoin de prendre d'autres risques, substitutifs, pour décélérer, diminuer lentement le taux d'adrénaline et pouvoir passer à autre chose.

Le sentiment de « partir trop loin »

A partir du moment où ce jeune a vendu de l'héroïne - il ne l'a fait que quelques jours - il a arrêté le trafic. Il me disait : « C'est là que j'ai vraiment eu peur. Je n'arrivais plus à dormir. J'avais l'impression que, quand j'allais me relever, je ne serais plus dans ce monde et je serais directement en enfer ! » C'était comme s'il était parti trop loin, en fait. Donc, il s'est dit, par rapport à la conscience qu'il pouvait en avoir : « Non, là, je ne peux plus ».

Chaque jeune a ses propres seuils dans l'illégalité. Il y a des zones d'immoralité où il n'ira pas pour préserver une bonne image de lui-même, à cause des interdits intégrés par socialisation. Ainsi, beaucoup ne veulent pas toucher à la vie humaine.

Quand les infractions qu'ils commettent portent atteinte à la vie d'autrui, ils sont tourmentés. Certains doivent aller « trop loin », franchir leurs limites morales pour que puisse s'enclencher un processus de sortie du trafic. Encore faut-il qu'ils ne soient pas allés dans des zones de non retour, qu'ils puissent garder une image d'eux-mêmes suffisamment bonne pour pouvoir changer de vie.

Il y a cette peur aussi de ne plus revoir les personnes qu'ils aiment, d'inquiéter ou qu'il y ait quelque chose qui arrive par leur faute. Cela fait partie des choses qui vont faire qu'ils vont entrer dans le processus de sortie.

Tous les liens sécurisés avec des proches (hors trafics) seront essentiels pour sortir des réseaux. Les jeunes qui entrent dans la déglingue sont souvent ceux qui n'existent plus pour personne. L'affection qu'ils ont pour les proches va aider les jeunes à se défaire des affects qu'ils trouvent dans le trafic.

Changement de direction

Ce n'est pas tant se dégager de l'équipe, c'est plus se dégager de cette direction. Parce que l'équipe, quoi qu'il arrive, elle va rester. Ce sont des liens que l'on a à vie. Bien que, pour certaines personnes, cela fonctionne de complètement sortir du quartier. Ne plus voir les gens du quartier, cela donne l'impression d'avoir un nouveau départ quelque part. Mais pour certains, non, c'est être toujours avec eux, parce qu'il y a cette impression d'être fidèle à ceux avec qui on a grandi, en essayant, du coup, de s'orienter vers d'autres passions.

Pour certains, le processus de sortie du trafic va passer par une rupture avec le quartier et les jeunes avec lesquels ils ont grandi. Mais s'en suivra alors une période d'isolement qui peut créer les conditions de profondes dépressions. Pour d'autres jeunes, la sortie du trafic sera collective, leur « équipe » en sortira lentement en engageant d'autres activités, en s'investissant ensemble dans de nouvelles passions, dans les cultures urbaines, par exemple. Beaucoup de jeunes le disent, les vrais amis sont ceux qui aident à rentrer dans la légalité.

Combinaison travail / trafic, pour construire une autonomie

Travailler le matin, pour eux, cela représente beaucoup, parce qu'ils ont l'exemple du père qui se lève très tôt, va au boulot. Cette image est très forte. Travailler amène des fiches de paie. Cela permet d'accéder au logement. Cela permet également d'avoir la paix au niveau de la famille. Et l'après-midi, dealer leur permettrait de continuer à avoir un pied sur le quartier, de maintenir ce lien avec les copains avec lesquels ils dealent, de ne pas totalement lâcher la cité.

Le travail fait une couverture, protège, met à l'abri (...) Donc, à ce moment-là, ces jeunes se disent : « si je fais comme le lieutenant, bosser et dealer, peut-être que cela commencera à aller mieux ».

Dans la plupart des cas, la sortie des trafics est progressive. Le fait de travailler le matin et de dealer à partir de l'après-midi apparaît souvent comme un premier compromis acceptable. Il permet, pas à pas, d'intégrer le travail en s'identifiant à la fois « aux lieutenants » et aux modèles parentaux, en préservant les liens avec la famille et avec le groupe de pairs. Ce « compromis » – bosser et dealer – leur permettrait de sortir définitivement d'une logique de survie, de gagner des revenus substantiels et constituerait donc la solution, dans un premier temps. Elle s'inscrit

dans une perspective de réduction du risque pénal. Les jeunes savent en effet que le fait de travailler, autrement dit d'être «inséré », protège à certains égards dans la mesure où cela constitue un moyen de réduire, voire d'éviter la peine de prison. Il arrive que ce compromis donne lieu, dans un second temps, à des sorties du deal, quand les jeunes sont toujours plus inscrits dans le monde du travail. Mais les trajectoires d'insertion professionnelle ne sont pas toujours possibles. Parfois le temps passe ; les trafics ont pris tant de place, de temps de la vie qu'aucune porte n'existe vers le salariat. Quand à la question de la retraite, dans ces circonstances, elle ne peut plus dépendre que du business lui-même, de la capacité à accumuler, et de placer l'argent gagné.

Investissement dans un couple et une famille

Le mouvement de la sortie du trafic prend parfois plusieurs années. Il commence généralement par une expérience amoureuse. Il s'appuie ensuite sur la responsabilité parentale. Avec l'accès au logement, à la famille, au travail, des jeunes se retirent du commerce de détail, par étapes. Certains s'associent encore ponctuellement à de petites affaires sur lesquelles ils ont des commissions. D'autres ne s'impliquent plus dans la vente mais s'approvisionnent toujours dans l'économie de la rue pour leurs besoins personnels. D'autres encore vont jusqu'à la rupture totale, ils ne veulent plus entendre parler des « petites affaires » du quartier.

Ils tombent amoureux et il y a une pulsion de vie qui apparaît alors.

Il y a le côté très machiste, très viril. Mais j'ai aussi entendu beaucoup de tendresse dans leurs mots, dans leur façon de parler parce que, aussi, je pense que je suis une femme et eux, ce sont des garçons que j'ai reçus. Il y a ce côté fleur bleue et tendresse qu'ils ont pu donner à voir parce qu'ils étaient loin du quartier, qu'ils savaient que cela restait dans le secret. Souvent, la copine est un appui très important. Bien plus, parfois, qu'ils ne veulent l'admettre.

Des jeunes changent de vie lentement, quand ils ont quelque chose à perdre, lorsqu'ils deviennent responsables d'un couple, d'un enfant... En ce sens, le lien amoureux et la paternité sont centraux pour sortir du trafic. Parfois, l'investissement affectif est d'autant plus intense que la déprivation affective a été forte. Derrière les comportements virilistes qui font partie des codes sociaux du trafic, la tendresse et l'amour, à donner et à recevoir, peuvent être immenses. Mais il s'agit là d'une face cachée, qui doit rester secrète, d'une vie où montrer ses sentiments, rend vulnérable.

Les passions alternatives

Il peut y avoir aussi la découverte d'une passion, de quelque chose, qui va faire que l'on va dévier ou que l'on s'accroche à quelque chose. Pour certains, cela va être la boxe. Pour d'autres, ce sera l'écriture, la musique ou quelque chose qu'ils vont découvrir au fur et à mesure du temps. C'est l'alternative culturelle. (...) Il me semble que l'activité créatrice est là comme un lieu où il devient possible de commencer à dire sa souffrance sans s'effondrer.

Pour contrebalancer et compenser la vie dans les trafics, des jeunes ont besoin d'autres passions, d'autres milieux sociaux, valorisants, qui leur donnent une place, qui les intègrent. L'alternative culturelle leur permet de développer leurs capacités

d'expression et de métabolisation de ce qui a parfois été la cause de leurs entrées dans les trafics : l'injustice sociale, la souffrance des parents, la culpabilité de ne pas pouvoir les aider ou les satisfaire... Chacun a son théâtre d'ombres. Les cultures urbaines sont des formes artistiques qui mettent à jour toutes les formes de dominations sociales et raciales mais aussi des affects et des émotions qui sont difficilement dicibles, tant les milieux du trafic sont défensifs.

La reprise de contact avec les affects et le don

Un jeune que je connais s'est occupé en prison de quelqu'un sans papiers. Il l'aidait à ne pas craquer et cela lui a fait du bien et lui a donné une voie pour plus tard, en sortant, dans l'animation, dans l'envie d'aider les personnes les plus démunies.

Pour accéder à sa propre souffrance, il faut accéder à la souffrance ou souffrir la souffrance des autres. Faire cette expérience-là où assez gratuitement, je m'ouvre à cela et où je vois que je suis quelqu'un qui peut soutenir les autres, tout d'un coup, je peux affronter ma propre souffrance et la vivre.

Il y a souvent un souhait, comme ça, de réparer quelque chose, d'entrer dans un système de vie qui peut réparer ce qui a été vécu dans l'autre système, de faire quelque chose du côté des gens en raison de l'expérience acquise.

Pour sortir des trafics, des jeunes doivent parfois rentrer en contact avec leurs propres souffrances, à travers la souffrance d'autrui. S'investir pour autrui, entrer dans une dynamique de don permet aussi de réparer les violences commises dans le passé. Dans les milieux qu'ils ont fréquentés, les jeunes ont acquis des expériences très diversifiées. S'en servir pour améliorer le sort de la collectivité peut donner du sens aux années de galère.

Les repères religieux

La connaissance de la religion aide aussi. Cela permet à certains d'établir les frontières entre le bien et le mal. C'est quelque chose qu'ils connaissent déjà, mais cela donne de quoi le justifier.

Ce n'est pas la religion qui sort les gens du trafic, c'est qu'ils trouvent un endroit où parler de cette culpabilité ; ils trouvent une communauté où on peut faire quelque chose de bien. Donc, ils peuvent réparer les choses.

La spiritualité, l'enseignement religieux et l'appartenance à une communauté peuvent structurer le jeune, inscrire chez lui, plus profondément, des interdits et des limites, les légitimer. Cela donne aussi aux jeunes un autre milieu plus sécurisant et bienveillant où ils peuvent expérimenter d'autres codes moraux, d'autres relations plus diversifiées. Parfois, les deux mondes cohabitent, l'enseignement religieux et l'école de la rue. Ensuite, lentement, il arrive que l'un prenne le pas sur l'autre.

Les premiers éléments de synthèse

Les trafics sont organisés par postes de travail, avec des niveaux hiérarchiques très différents. La plupart des jeunes suivis par les professionnels occupent plutôt les secteurs du deal de rue. Au total, ils font des horaires démesurés et gagnent moins que des salariés qui ont le SMIC pour revenu. Les jeunes filles font plutôt « la

banque », « les nourrices », le trafic de cartes bleues, ou s'occupent de la revente de vêtements ou d'accessoires « tombés du camion ». Si elles sont proportionnellement moins impliquées dans le deal que les garçons, elles sont, par contre, plus exposées à la prostitution précoce. Le deal fonctionne sur des rapports de don puis d'endettement, où l'emprise est progressive et le sentiment d'appartenance à la bande du quartier de plus en plus fort. Les relations de trafic sont hyper-violentes, concurrentielles, profondément insécurisantes. Elles durcissent les rapports de genre, freinent l'accès à la conjugalité et à la parentalité. L'organisation du deal morcèle les quartiers en secteurs qui enferment les jeunes dans des horizons de plus en plus étroits. Les risques judiciaires sont très présents, l'argent du trafic ne dure pas. Les politiques d'interpellation et de ré-interpellation de petits détaillants massifient les parcours d'incarcération à répétition de très jeunes gens. L'Etat pénal étend son aile punitive.²⁴ Les professionnels observent des dynamiques d'enkystement dans les trafics. Le marquage pénal en particulier confine de très jeunes gens dans la marginalité, ce qui freine les mouvements de sortie du trafic et ancre le commerce de détail sur les quartiers ségrégués. Cependant, des jeunes rêvent de sortir du trafic grâce à leurs économies. Ils veulent accumuler pour racheter un commerce, monter une petite entreprise, créer leur propre emploi, rentrer dans la légalité. Mais peu y arrivent par cette voie même si beaucoup croient pouvoir y arriver. On observe plutôt que les sorties du trafic suivent des étapes psychoaffectives avec une lente montée en puissance d'une pulsion de vie. Les affects vécus hors du trafic - la copine, les rencontres, la parentalité ...- s'opposent progressivement, jusqu'à faire rempart, aux affects vécus dans le trafic. Les attachements hors trafic viennent lentement compenser les attachements du trafic. Les familles de trafic perdent du sens quand les jeunes construisent leur propre famille. Avec le temps, en combinant, dans un premier temps, le travail et le trafic, des jeunes reconvertissent leurs compétences et s'investissent dans d'autres formes de vie et de relations. Pour certains, le trafic devient plus périphérique mais reste présent. D'autres se désengagent davantage, lentement, en accumulant d'autres ressources sociales, d'autres expériences de vie. Nous avons appelé ces désengagements progressifs : « les mouvements de sortie du trafic ».

Ça se construit par étapes.

A un moment donné, il y a une montée en puissance d'une pulsion de vie, quelque chose qui s'illumine. Cela peut être la copine, effectivement, mais la copine ne va pas suffire. Il faut qu'il y ait l'emploi, souvent l'éloignement et, du coup, ça fait effet boule de neige et cela les incite. C'est ce que j'ai pu constater et, du coup, ça revit. Et la paternité, ça, c'est un accélérateur chez certains. (...) La musique, avoir des passions, le fait d'avoir un enfant : les choses de la vie, quoi !

Les processus d'entrée et de sortie ont vraiment une très forte dimension affective. C'est chaque fois dans et par des affects. Ou, plus précisément, il faut qu'un affect l'emporte sur un autre pour entrer ou pour sortir, qu'il soit négatif ou positif, d'ailleurs. Parfois, c'est le plaisir de faire de la musique qui va l'emporter sur la peur. Ou la peur ou la culpabilité d'être un tueur que l'on peut aussi éprouver dans un trafic. Ce n'est pas tant le passage d'un affect négatif à un affect positif. C'est affect contre affect.

Il y a des attachements aux autres qui font qu'on rentre et des attachements aux autres qui font aussi qu'on en sort. Donc, si on s'attache aux autres, on a quelque chose à perdre. (...) Et les rencontres. Il y a donc les attachements et l'importance des rencontres de la vie, voilà...

²⁴ WACQUANT, L. 1998. op.cit

PERTURBATIONS ET POSITIONNEMENTS

Les professionnels qui ont participé à la démarche de recherche-formation sont tous, à des degrés divers, en relation avec des jeunes impliqués dans les trafics et, parfois, leurs familles. Leurs modalités d'interventions sont diverses et varient fortement selon :

- leur métier (éducateur spécialisé, chargé d'insertion à la mission locale, professionnel de l'équipe éducative d'un établissement scolaire, professionnel de l'animation, accueillant-écoutant sur un Point écoute jeunes, intervenant dans le champ du soutien à la parentalité...),
- leurs modalités d'intervention (enseignement, travail de rue, accueil sur une structure de droit commun ou de proximité, accueil sur rendez-vous ou sans condition, suivi individualisé, accueil collectif...),
- les caractéristiques du quartier (prégnance du trafic, type de trafic, position occupée dans les trafics par les jeunes fréquentant la structure...)

A l'exception d'une participante travaillant sur une structure spécialement dédiée à des jeunes impliqués dans les trafics, ces professionnels ne sont pas spécialisés sur un tel public. Ils rencontrent ces jeunes dans leur cadre de travail habituel, en mettant en œuvre leurs supports habituels (l'écoute, l'enseignement, la formation, la mise en place d'activités, l'accompagnement socio-éducatif, la médiation...). Leur point de vue sur les trafics est donc précieux mais aussi partiel, construit à partir de leurs échanges avec les jeunes qu'ils rencontrent, dans un contexte de travail particulier.

Perturbations dans les institutions

Peut-être devons-nous, avant même d'aborder les positionnements professionnels et leur créativité dans l'élaboration de réponses aux situations auxquelles les jeunes sont confrontés, rendre compte de la façon dont les trafics viennent perturber et réinterroger les cadres de travail habituels, viennent les impacter spécifiquement. Il ne suffit pas d'évoquer un facteur d'exacerbation des tensions et des difficultés préalablement existantes ; il faut encore peut-être distinguer trois facteurs de perturbation :

- Des modèles identificatoires et des leviers d'intégration sociale qui volent en éclat au contact des trafics,
- Une omerta qui vient sceller une censure qui obère la confiance mutuelle,
- Une incertitude qui naît des violences et qui obère les postures d'ouvertures.

Des leviers d'intégration sociale inopérants

Le professionnel de l'école découvre, face à l'enfant impliqué dans les trafics, que des leviers éducatifs sur lesquels il pouvait compter, cessent d'être opérants. Ainsi, apprendre le métier d'élève, autrement dit se mettre dans les apprentissages et intégrer les normes et les règles de vie de la classe n'a jamais été évident mais, avec l'irruption du trafic, il semble que l'enfant n'ait « *plus envie de grandir par l'intermédiaire de l'école.* » car cela ne ferait plus ou guère sens pour lui. Tout se passe comme si la norme à laquelle il se référerait ne serait plus celle portée par l'adulte mais celle donnée par la rue. Avec l'irruption du trafic, des codes de conduites, des comportements, des attitudes, des manières d'être et de s'habiller qui ont partie liée avec les logiques du trafic pénètrent alors peu à peu dans l'espace de l'école.

Quand on parle à des élèves de maternelle, en leur disant : « Tu as appris à respecter telle règle, tu as appris à faire ceci, tu es plus grand ! », ça fonctionne à tous les coups. En élémentaire, on a l'impression que cela ne fonctionne plus.

Un des élèves de l'école primaire faisait partie du deal. En quelques semaines, son attitude a changé. C'était un enfant en grande difficulté mais, d'un seul coup, il s'est mis à avoir une coupe de cheveux rasée avec de la couleur, et la grosse chaîne. Déjà, il ne parlait pas beaucoup mais là, il ne parlait plus du tout aux adultes. On a observé qu'il se passait des choses dans la cour de récréation et on a repéré le petit mot qui permet de prévenir les autres.

Le repère de ces jeunes, ce sont les personnes avec lesquelles ils passent le plus clair de leur temps. Si l'on a de la chance, ils passent 6 heures à l'école et une heure avec les parents. Les personnes avec lesquelles ils passent le plus clair de leur temps, ce sont leurs amis, et des trafiquants qui sont autour d'eux. Ce sont eux qui vont être leurs repères, ceux auxquels ils vont s'identifier, à qui ils vont vouloir ressembler...

Ce constat est partagé par les acteurs de l'insertion. Une éducatrice fait remarquer avec ironie que c'est difficile de promouvoir la culture de l'effort face à un gamin qui lui déclare être payé 150 € la journée pour faire le guet, autrement dit ce qu'elle lui proposerait pour un mois. Aider un jeune en difficulté à s'inscrire dans un projet, à intégrer les codes du monde du travail, à conserver sa motivation dans la durée n'a jamais été simple. Mais là, le jeune se revendique d'un modèle de réussite adossé à une culture de l'immédiateté liée au capitalisme financier et à la postmodernité alors que les valeurs du monde de l'insertion appartiennent à la culture de l'effort historiquement liée au capitalisme industriel et à la modernité. Contrairement à l'insertion qui requiert un processus inscrit dans la durée, le trafic répond non seulement à des besoins immédiats mais aussi - le distinguo est important - à un besoin d'immédiateté. La culture postmoderne érige l'immédiateté en valeur et en critère d'opérationnalité et, de façon concomitante, déprécie tout ce qui, pour se réaliser, requiert du temps et, de surcroît, est confronté aux aléas et à l'incertain. Pourquoi faire telle formation si nul ne peut prophétiser qu'elle débouchera sur un emploi dans 6 mois, 1 an ou 2 ans ? Dans un monde du travail frappé d'incertitude et, par conséquent, anxigène, l'école et le monde de l'insertion ne peuvent plus guère compter sur un désir de s'insérer dans le monde des adultes alors que le trafic, lui, peut donner le sentiment de constituer une réalité solide, tangible. Depuis longtemps, les jeunes des milieux populaires rejettent

certaines formes d'emploi, et tout particulièrement ceux d'OS occupés par leurs pères ; aujourd'hui, ils disposent d'un modèle alternatif et concurrent à ceux proposés par l'éducation et l'insertion.

A l'instar de leurs collègues de l'Education nationale et de l'insertion, les éducateurs spécialisés sont en prise avec des jeunes dont le discours est structuré autour des valeurs de l'immédiateté mais aussi de la réussite à tout prix, de la consommation et du paraître, lequel transforme, pour le coup, celui qui est impliqué dans les trafics en modèle, en porte-étendard des valeurs de la société postmoderne, de la société du spectacle. Un modèle porté, certes, par ceux qui y sont impliqués mais aussi et surtout promu par les acteurs de l'univers médiatique dominant. Que dire ici sinon que cet univers fascine les jeunes et devient pour eux une importante source de satisfaction narcissique dans la mesure où il transforme en héros ceux qui ont pris le parti du trafic parce qu'ils conduiraient de belles voitures et leur renvoie, par là, une image démesurément agrandie et magnifiée d'eux-mêmes ou de ce qu'ils veulent devenir. Les éducateurs ressentent ici beaucoup de colère et d'indignation face à ces images spectaculaires qui les « font hurler » parce qu'elles sont contre-éducatives mais aussi parce qu'elles poussent les jeunes à s'endetter, notamment lorsqu'ils louent cette fameuse « voiture de luxe » pour pouvoir la montrer, avec ostentation, à leurs pairs.

Des jeunes deviennent des modèles parce qu'ils se montrent dans de belles voitures, même si, en réalité, ils l'ont louées pour une journée ! Ils resteront dans la mémoire collective du quartier comme ceux qui ont réussi grâce au trafic ! Qu'est-ce qui est le plus important chez ces jeunes ? La réalité ou l'image ? Quand je vois les modèles fournis par le cinéma, cela me fait hurler !

Une confiance mutuelle à l'épreuve de l'omerta

Il n'y a pas de travail social ou éducatif sans élaboration d'un lien de confiance réciproque. Mais le trafic illégal implique que chacun « tienne sa langue », une forme d'omerta, un silence qui a pour fonction de s'assurer de la loyauté de tous. Des éducateurs découvrent stupéfaits qu'ils font l'objet de suspicions, de surveillances alors qu'ils pensaient avoir gagné la confiance des jeunes. Ils sont alors contraints à cheminer au travers d'un défilé étroit et tortueux entre la place du « complice » et celle de la « balance ». Une fausse information, un acte mal compris ou une parole mal interprétée par le jeune suffit à défaire le crédit qu'il accordait au professionnel et à installer le soupçon. Un « je ne sais quoi » ou un « presque rien »²⁵ peut ainsi défaire un long et laborieux travail de tricotage de la relation.

Même si on soupçonne qu'un jeune sur le quartier est dans le deal, on ne sait pas à quel degré il est impliqué, parce qu'il se protège.

Ce gamin est peut-être pris dans un réseau mais c'est très compliqué d'aborder la question avec lui. Même dans un cadre judiciaire, ça reste très tabou.

J'ai appris qu'un jeune que je suis depuis sept ans se posait toujours la question de savoir si je n'étais pas une balance. Pourtant, on a fait plusieurs séjours ensemble. C'est troublant ! Il a peut-être été mal informé ou alors j'ai posé un acte qui lui a donné matière à penser que j'étais une balance.

²⁵ JANKELEVITCH, V. *Le je-ne-sais-quoi et le presque-rien*, T1. *La méthode et l'occasion*, Point, 1981.

L'omerta n'est pas la cause de la censure, elle en est plutôt le sceau, le cachet qui vient la sceller. Cela, parce que la relation éducative elle-même suppose une certaine forme de censure, parfois appelée pacte de dénégation.²⁶ Elle suppose que chacun pose des actes par lesquels il ménage l'autre, quitte parfois à lui faire plaisir, en évitant notamment les sujets qui fâchent. En évitant, surtout, de le décevoir. Si les jeunes ne s'expriment guère sur leur implication dans les trafics, c'est aussi par peur d'abimer la bonne image de « celui qui veut s'en sortir » qu'ils ont fabriquée dans leur relation avec l'éducateur. En miroir, le désir de savoir du professionnel ne s'éteint-il pas de crainte de perdre cette image du bon jeune qui adhère au projet qu'il a construit avec lui ? Il est parfois enclin à penser que le jeune ne lui parle pas du trafic afin de préserver leur bonne relation, voire de le protéger. Nous sommes ici au cœur des mouvements transférentiels propres au processus de construction de la relation éducative.²⁷ Mouvements transférentiels qui traversent la relation dans les deux sens.²⁸ Ainsi, le professionnel est conduit à développer un rapport ambivalent au savoir sur la question des trafics, fait tout à la fois d'attraction et de répulsion. Il souhaite « à la fois savoir et ne pas savoir ». L'omerta n'est peut-être après tout qu'un mot posé qui vient occulter la complexité du processus de construction d'une relation de confiance, laquelle a besoin, aussi, de se nourrir de silence. Dans tous les cas, elle vient témoigner de ce qui ne peut être compris par le professionnel et communiqué par le jeune en raison même de ce qui sépare leurs mondes respectifs.

Souvent, ils vont dire : « Mais tu ne peux pas comprendre. Parce que tu as un métier convenable, tu ne peux pas savoir ! » C'est vrai, il y a plein de choses que je ne peux pas comprendre. Mais il veut dire aussi qu'il y a des choses qui sont tellement lourdes qu'elles ne sont pas communicables.

Les professionnels le savent et, parfois, sont conscients de ne pas toujours pouvoir décoder les propos tenus par les jeunes sur le trafic ou plutôt les allusions qu'ils peuvent faire à son endroit. Beaucoup d'échanges sont ainsi des transactions à double fond.²⁹ A cela ajoutons, enfin, que la dureté des rapports de forces dans les trafics génère une tendance à taire, au-delà même des mots, les affects, les émotions, le mal-être, à interdire tout épanchement et toute confession.

On comprend alors que la levée de la censure sur la question du trafic requiert du temps mais aussi une capacité à saisir les bons moments et à trouver les bons lieux pour en parler. Sauf dans certain cas, et notamment lorsqu'un jeune fait l'objet d'une

²⁶ La notion de pacte de dénégation renvoie au processus par lequel un groupe trouve sa cohésion grâce à une entente tacite de ne pas parler de certaines choses susceptibles de le diviser. KAES, R. 1976. *L'appareil psychique groupal*, Dunod, Paris.

²⁷ ROUZEL, J. 2002. *Le transfert dans la relation éducative, Psychanalyse et travail social*, Paris, Dunod.

²⁸ On ne parlera pas ici de transfert pour le jeune et de contre transfert pour le professionnel, suivant en cela un usage courant qui distingue entre transfert pour l'analysant et contre transfert pour l'analyste. S'il y a une antériorité sur le versant de l'histoire scientifique – la découverte par Freud du transfert de l'analysant a précédé celle de l'analyste tout simplement parce qu'il est plus facile de « voir la paille dans l'œil de l'autre qu'une poutre dans le sien » pour l'énoncer d'une façon imagée –, il n'y a, par contre, aucune antériorité dans la relation analytique ou éducative elle-même mais bel et bien concomitance.

²⁹ Pour en savoir plus sur ces notions de transaction et de transaction à double fond, on peut se reporter au livre d'Eric BERNE (*Des jeux et des hommes*, Paris, Stock, 1984.) Il introduit le terme de transactions pour désigner les échanges entre les personnes. Les transactions à double fond désignent les échanges dans lesquelles une personne dit une chose et en sous-entend une autre.

mesure judiciaire en raison même de son implication dans un trafic. Là, la question du trafic est non seulement abordée mais au cœur du travail éducatif. Ou encore lorsque le marquage pénal vient impacter le projet du jeune, lorsque certains métiers exigent un casier judiciaire vierge, voire, dans certaines zones d'emplois (les aéroports, par exemple), une absence de mention au fichier du STIC.³⁰

La question du deal n'est absolument pas parlée dans notre service sauf au moment où cela pose un problème dans l'insertion, notamment lorsque des peines reviennent. On doit alors parler de faits qu'ils avaient voulu mettre de côté, le plus souvent parce qu'ils avaient fait le choix d'avancer. Ce qui est sûr, c'est que, tôt ou tard, la question vient. Une éducatrice

La montée de l'incertitude face à la violence

Le trafic induit un surcroît de violence parce que l'agressivité y est fortement sollicitée pour pouvoir s'affirmer, se faire respecter. Les jeunes y mobilisent une culture viriliste³¹ dans la mesure même où ils entrent nécessairement dans des rapports de forces qui peuvent rapidement virer à l'affrontement. Il y a toujours eu de la violence entre professionnels et usagers, en particulier dans le travail avec les jeunes en difficulté. Les bizutages des éducateurs, à l'instar des chahuts que subissent les enseignants, ne sont pas nouveaux. Jusqu'à un certain point, les professionnels les intègrent comme des rituels d'initiation, des épreuves qui leur permettent d'incorporer une capacité à faire face aux situations critiques au cœur de leur qualification.³² L'éducateur expérimenté sait que si les jeunes défient ouvertement l'autorité, ils ne la remettent pas fondamentalement en cause, ni dans son principe, ni dans sa nécessité. Il y a plus. Il sait que le fait de la défier est une manière paradoxale de la reconnaître et d'éprouver la capacité du professionnel à l'incarner et à l'exercer. Et il sait, enfin, que certains jeunes jouent les caïds précisément pour ne pas devenir des caïds... Mais reconnaissons que ces jeux, avec le développement du trafic, peuvent se teinter d'une dureté et d'une cruauté supplémentaire.

³⁰ Système de Traitement des Infractions Constatées.

³¹ Cette culture « viriliste » est certes une caractéristique forte mais point distinctive de l'univers des réseaux de trafic de drogue et, plus largement, des quartiers populaires. Prétendre le contraire serait bien sûr erroné et surtout dangereux. Dans certains univers discursifs, une telle prise de position s'inscrit dans une ethnicisation de la vision des rapports sociaux et, ce faisant, renforce les processus de stigmatisation et de domination. Se reporter notamment à MUCCHIELLI, L. 2002. *Le scandale des tournantes, Dérives médiatiques, contre-enquête sociologique*, Paris, La Découverte. Les valeurs de la virilité sont certes ici fortement mobilisées en tant que ressources défensives. Et entendons ici le terme de défense dans un double sens (défense du territoire et défense contre la peur). Mais le sont-elles plus que dans d'autres univers ? Pour notre part, nous avons réalisé notre thèse en prenant pour objet une recherche-action que nous menions, dans un cadre mutualiste, avec des sidérurgistes sur les questions de santé au travail. Nous avons été reçu dans l'usine par un responsable d'unité de production qui, tout de go(b), nous avait déclaré : « *Qu'est-ce que vous venez foutre ici ? Pour produire de l'acier, il faut être costaud, pas une femmelette !* » Se reporter à ROCHE, P. 1987. *Une santé d'acier !* Editions du CNRS. Depuis, et à l'instar de Christophe Dejourné, nous avons pu alors nous rendre compte que nombre de défenses, dans le monde du travail, puisaient une bonne part de leur efficacité dans ces valeurs de la virilité et qu'il nous fallait prendre en compte un tel fait dans l'analyse et dans l'élaboration des pratiques de prévention des risques professionnels.

³² Dans nombre de métiers, ce sont les pairs qui organisent le bizutage afin d'intégrer le nouveau professionnel dans le collectif. Se reporter à DEJOURNÉ, C. 1980-1993 *Travail : usure mentale - De la psychopathologie à la psychodynamique du travail*, Paris, Bayard éditions.

J'ai été menacé. « Je vais t'envoyer du monde, Si tu me parles, je vais te frapper. » Je suis en lien avec le jeune mais je ne sais pas trop où cela va aller et si, d'ici cinq minutes, il n'ira pas m'en mettre une. Ce qui, à mon sens, me protège, c'est le rappel du cadre de la structure : « Tu n'as pas le droit de frapper. Il y a un règlement. Il faut que tu te bloques par rapport à ce règlement. Tu n'as pas le droit de faire ce que tu veux. » Un accueillant

Tous les éducateurs ont été cette année agressés plus ou moins violemment. Pas blessés mais... Deux éducatrices se sont fait menacer avec une kalachnikov en plastique. Quand vous êtes coincé par des gars et que vous ne savez pas si c'est du vrai ou du plastique, et qu'ils vous menotent... cela fait peur. On sait que les armes circulent dans la ville ; qu'il y a eu des décès ! Une chef de service éducatif

Le trafic induit chez les professionnels une incertitude sur leurs savoir-faire en termes de gestion des situations de violence, une incertitude d'autant plus forte que ces jeunes en représentation entrent en écho avec une « société du spectacle »³³ qui se nourrit de la spectacularisation de la violence. Ils courent alors le risque de se laisser envahir par une peur, voire une l'angoisse susceptible d'obérer leur capacité à aller au-devant de ces jeunes. Mais aussi le risque non moins grave de dénier la violence inhérente au monde du trafic. Le récit suivant en témoigne : deux jeunes filles qui ont volé un portable appartenant à des trafiquants viennent se réfugier dans une structure de proximité où elles sont connues. Les trafiquants veulent récupérer ce portable très précieux parce qu'il contient tous les numéros d'un réseau structuré autour d'un trafic de cocaïne. N'ayant aucunement conscience de ce background, ne décodant pas les propos des jeunes filles, ne percevant en somme qu'une menace, celle que des « mauvais garçons » feraient peser sur des « demoiselles », l'équipe les accueille et met « en sûreté » le portable à l'intérieur de la structure ; décision malheureuse car les trafiquants n'hésiteront pas à fracturer la porte et à user de menaces pour récupérer leur « bien ». Les professionnels, à leur corps défendant, se sont trouvés pris dans les embrouilles du trafic. Ils ont aujourd'hui tiré les leçons de cette histoire et n'hésitent plus, en cas d'embrouille à l'intérieur de la structure, à demander indistinctement à tous les protagonistes d'en sortir et de régler leurs différents ailleurs. Ils doivent donc éviter l'écueil qui consiste à céder à la peur, voire à l'angoisse mais aussi celui qui consiste à faire preuve d'une trop grande naïveté.

Les défenses activées par les professionnels pour contenir cette peur sont diverses, plus ou moins rigides, plus ou moins souples. Certains préfèrent fuir, d'une manière ou d'une autre, les jeunes ; d'autres prennent leur parti de distinguer entre un « moi professionnel » et un « moi personnel » en considérant que la violence est adressée au premier et non au second ; d'autres enfin adoptent un traitement plus sublimatoire³⁴ que strictement défensif, insistant notamment sur le fait que l'agressivité du jeune déguise l'angoisse³⁵ qu'il éprouve à l'idée de se confronter au monde du travail, à celui des adultes et des institutions ; rappelant aussi, ce faisant, que « agressivité » vient de « agredi » qui signifie « marcher vers » l'autre. Mais il nous faut encore ajouter ici que l'univers interlope, la transgression, le mal sont aussi d'inévitables objets de fascination et de répulsion. La question de la fascination

³³ « Toute la vie des sociétés dans lesquelles règnent les conditions modernes de production s'annonce comme une immense accumulation de spectacles. Tout ce qui était directement vécu s'est éloigné dans une représentation. » DEBORD, G. 1967-1996. *La société du spectacle*, Paris, Folio Gallimard.

³⁴ DEVEREUX, G. 1980. *De l'angoisse à la méthode dans les sciences du comportement*, Paris, Aubier.

³⁵ SIBONY, D. *Violence*, Paris, Seuil, 1998.

qu'exerce la violence, abondamment présente dans la littérature – notamment chez Baudelaire³⁶, Edgar Poe³⁷, Jean Genet³⁸ et de façon plus théorique chez Georges Bataille³⁹ -, a aussi sa place dans le champ professionnel social et éducatif. Celui qui est fasciné n'est pas seulement attiré. Il est aussi troublé, ébloui, aveuglé, « sous le charme »⁴⁰ et, ce faisant, immobilisé, privé de ses moyens de défense habituels, un peu comme certains animaux face à certains serpents, qui deviennent alors leur proie. Il peut alors, malgré lui, être demandeur de ce mal, de cette violence, s'en repaître et, à son insu, par son regard, ses attitudes, participer de sa répétition, notamment parce qu'il donne à ceux qui sont ses auteurs cette jouissance de pouvoir exercer sur lui une telle fascination. Et cela concerne au plus près le travail de proximité qui exige sans doute de la part des professionnels un assouplissement des défenses mais point leur disparition pure et simple au profit d'une posture de sidération ou de jouissance mortifère. Dans tous les cas, Il faut prendre garde à ce que ce positionnement de proximité ne soit pas valorisé et promu pour rationaliser/déguiser une posture de fascination. Un risque d'autant plus fort aujourd'hui qu'encouragé par la dramatisation propre à « la société du spectacle ».⁴¹

Pour moi, la peur, c'est la face d'une pièce, dont le revers est la fascination. Je crois malheureusement que l'on est fasciné par le monde interlope. J'en discute souvent avec les éducateurs. Il y a aussi un effet de dramatisation lié à cette fascination.

La cohésion des équipes est durement mise à l'épreuve et parfois lézardée, fissurée par ces phénomènes de violence. Si la capacité à gérer les situations de crise qualifie un professionnel, le fait de subir la violence peut, a contrario, fournir un argument pour le déqualifier et le disqualifier aux yeux de ses pairs. Et le fait de n'être jamais exposé à la violence peut aussi, parfois, donner matière à une suspicion de connivence avec le public qui ne serait guère conforme à l'éthique professionnelle. La mise en place de lieux de parole et d'échange de pratique s'impose donc au cœur même des institutions non seulement pour permettre l'élaboration de la souffrance, l'acheminement du sens, la recherche de réponses mais aussi la (re)construction des collectifs. Mais si une telle démarche, pour essentielle qu'elle soit, n'est encore que trop rarement engagée, c'est peut-être en raison de la menace qu'inspire la boîte de Pandore. Car Il est difficile de parler de la violence des jeunes sans embrayer sur la violence institutionnelle⁴² et sur la violence⁴³ que les professionnels eux-mêmes peuvent exercer sur ces jeunes parce qu'ils représentent à leur yeux un système qui les rejette mais aussi parce que la

³⁶ BAUDELAIRE. 1855. *Les fleurs du mal*, Paris, Seuil, 1993.

³⁷ POE, E. 1857. « Le démon de la perversité », in *Nouvelles histoires extraordinaires*, traduction Baudelaire, Paris, Flammarion, 1993.

³⁸ GENET, J. 1947-1981. *Querelle de Brest*, Paris, Imaginaire Gallimard. Pour ne citer que cet ouvrage.

³⁹ BATAILLE, G. 1957-1990. *La littérature et le mal*, Paris, Folio Gallimard.

⁴⁰ N'oublions pas que les jougs des charrues étaient souvent fabriqués avec des bois de charme.

⁴¹ DEBORS, G. 1967. Op.cit

⁴² Prenant appui sur notre expérience d'intervenant, nous pouvons dire que les professionnels ont plutôt tendance, dans un premier temps, à se plaindre de la violence ou de l'agressivité de l'utilisateur, sans doute parce qu'ils savent qu'ils seront, avec de tels propos, facilement entendus mais ils ont ensuite tendance, si le cadre l'autorise, à mettre en cause un mode d'organisation du travail qui ne leur permet pas de répondre à la demande de l'utilisateur.

⁴³ Ainsi considérée, la violence n'est plus seulement phénoménale, voire spectaculaire mais fondatrice, consubstantielle à un type de rapports sociaux. Et surtout elle n'est jamais le fait de l'Un mais toujours celui d'un entre-deux. Se reporter notamment à SIBONY, D. 1998. Op.cit

rationalité à l'œuvre dans leur activité les oblige, par exemple sur le flux tendu à l'accueil, à les traiter comme des choses. Cela, nous pourrions encore le dire de façon plus imagée en reprenant une phrase souvent attribuée au dramaturge Bertolt Brecht : « *On dit d'un fleuve qu'il est violent parce qu'il emporte tout sur son passage, mais nul ne taxe de violence les rives qui l'enserrent.* »

Le positionnement de proximité

La présence du trafic contraint chaque acteur à réinterroger son activité professionnelle et à travailler en permanence son positionnement, tout en continuant à se référer à son rattachement institutionnel, sa culture de métier, ses traditions, ses savoir faire, sa personnalité et ses ressources propres. Nous tenterons ici de porter au jour quelques positionnements propres à un parti pris de proximité.

Construire le lien de confiance

Dans certaines structures, les professionnels travaillent avec les jeunes sur la base d'un principe, celui de l'anonymat. Dans cette perspective, ils se contentent de connaître leur prénom. Ils s'abstiennent de poser des questions sur leur passé, qui pourraient être perçues comme inquisitrices et réveiller leur méfiance, leurs soupçons et de porter des jugements de valeurs. Une telle attitude conditionne la construction d'un lien de confiance et la possibilité même, pour les jeunes, de poser une parole. Dans d'autres structures, ils ne travaillent pas sur la base de ce principe de l'anonymat, notamment parce qu'ils doivent remplir une fiche d'accueil. Dans ce dernier cas, c'est la capacité des professionnels à donner du sens à la situation, à expliquer les raisons de cette opération qui permet de construire ou de maintenir un lien de confiance avec les jeunes. Dans certaines situations de travail, la relation avec les jeunes est médiatisée par l'ordinateur. Lorsque les professionnels sentent que ces derniers deviennent soupçonneux, voire inquiets parce qu'ils ont le sentiment qu'ils rentreraient des données privées les concernant, ils prennent alors le parti de joindre le geste à la parole, notamment en tournant l'écran vers eux

On fonctionne en permanence sur un principe d'anonymat. On connaît simplement le prénom. Sur le passé de la personne, sur des choses comme ça, ce serait une faute grave de ma part d'être inquisiteur. Et ça, forcément, ça nous donne un gros avantage. Ils ont beaucoup plus confiance en nous et les choses viennent, en absence de jugement.

Je leur fais remplir une fiche d'accueil. Mais je leur explique, je mets le sens derrière ça... ce n'est pas anonyme mais nominatif quand ils viennent nous voir mais cela ne les empêche pas de revenir. Par contre, il n'y a pas d'ordinateur alors qu'à la mission locale, il y a des opérateurs de saisie, un logiciel, une traçabilité et, en plus, vu que ce n'est ni parlé, ni expliqué, il n'y a pas de sens. Ou il y a seulement un sens... parce que, derrière, il y a les financeurs et, mine de rien, on leur envoie des messages du genre : « ne revenez pas nous voir »

En entretien, quand que je suis en train de taper, j'ai souvent la réaction : « qu'est-ce que tu fais ? » Alors je tourne l'écran et je lui montre. Si je ne leur montrais pas, il se dirait que je suis en train de rentrer des données sur lui.

Adapter l'accueil

Les professionnels doivent adapter les conditions et les modes d'accueil aux pratiques des jeunes, notamment à leur insertion dans des groupes ou encore aux formes de temporalité de leur existence concrète ; Cela, bien sûr, en gardant toujours présent à l'esprit la visée de la sortie du trafic pour ceux qui y sont impliqués.

Serait-ce parce que passer la porte et demander de l'aide n'est pas facile, toujours est-il que les jeunes investissent souvent la structure en groupe. Pour le coup, les professionnels doivent donner une dimension collective au travail d'accueil, se former à des techniques *ad hoc*. Mais il ne s'agit pas pour autant de substituer un type d'accueil à un autre dans toutes les situations. La rencontre interindividuelle s'impose parfois, notamment lorsque le jeune qui est impliqué dans le trafic fait peu ou prou l'objet d'une surveillance au sein de son groupe. Dans ce dernier cas, le professionnel désireux de lui proposer un projet qui lui permettrait d'en sortir, doit agir pour créer les conditions d'une rencontre avec lui en l'absence du groupe ou alors saisir le moment propice, celui où il se présentera seul.

Il faut que je travaille avec le reste du groupe parce que je les vois rarement seuls.

J'ai discuté avec un collègue par rapport à un jeune : « il a envie de faire une formation. Il faudrait vraiment se débrouiller pour qu'il en fasse une. Il faudrait le capter parce que sinon ça ne passera pas. » Du coup, je l'observe, lui et son chef dans le trafic, la personne qui l'a recruté. Le problème, c'est qu'il y a presque toujours un copain avec lui. S'il n'est pas tout seul, je ne vais pas pouvoir parler avec lui de son projet de sortie du trafic.

On ne saurait mettre en œuvre une pratique d'accueil et d'accompagnement sans respecter les temporalités qui lui sont propres.

Tout d'abord, il s'agit de prendre le temps que l'on juge nécessaire. Quel que soit leur lieu de rattachement, les professionnels ne sauraient nouer des relations de qualité avec les jeunes que sur une longue durée. Car il faut du temps pour comprendre les enjeux locaux, pour démêler les embrouilles, pour être identifié dans sa fonction et ses missions, pour construire une place à partir de laquelle il est possible de travailler, pour transformer la méfiance en confiance. Certains professionnels le pourraient alors que d'autres, notamment dans les missions locales, ne le pourraient plus ou difficilement. Que l'on espace trop les rendez-vous, que l'on écourte trop la durée des séances ou encore que l'on ne puisse pas parfois répondre sur le champ, c'est-à-dire hors rendez-vous, alors qu'on le juge souhaitable, voire parfois nécessaire ; dans tous les cas, la proximité relationnelle est mise en cause et la possibilité même de le soutenir matériellement et de lui ouvrir un espace de subjectivation se trouve réduite sinon barrée. Le temps ici n'est pas vide, abstrait et uniquement mesurable en termes d'heures et de minutes passées avec le jeune. Il est un temps plein et spécifiquement concret, à l'intérieur duquel un professionnel met en jeu un travail d'écoute active. Or, ce qui bien souvent peut faire défaut, lorsque la pression du flux se fait par trop sentir, c'est précisément la disponibilité et la sérénité nécessaires à ce type de travail. Enfin, à cela ajoutons que les forts turnovers que l'on peut constater dans les équipes professionnelles

intervenant dans les quartiers populaires conjuguent leurs effets avec ceux de la rationalisation actuelle de l'activité professionnelle, notamment en termes de discontinuité temporelle.

Qu'est-ce qui va se jouer en faveur des structures de proximité et en défaveur de la mission locale ? C'est que moi, je vais prendre le temps que je juge nécessaire. Je ne suis pas en entretien d'une demi-heure.

La durée est essentielle. Je pense aux éducateurs de rue mais aussi à l'Education nationale. Le fait que les principaux, les CPE, les profs restent dans la durée est tout aussi impératif. Ce n'est pas toujours évident d'intervenir sur ces quartiers mais c'est cette continuité qui fait que ça fonctionne. Lorsqu'il y a des changements dans les équipes, ça pose la question des transmissions, des passages de relais.

Les professionnels doivent ensuite aider les jeunes à se situer dans le temps, à se remémorer les événements qui ont ponctué leur parcours et à les ranger dans leur ordre de succession. La plupart d'entre eux, lorsqu'ils tentent de faire retour sur leur passé, se trouvent confrontés à un tas d'images et de souvenirs indémêlables. Comme si, donc, il n'y avait ni ordre logique, ni sens concret, ni cohérence d'ensemble, ni direction donnée... Les thèses de Paul Ricoeur sur l'identité narrative⁴⁴ peuvent ici nous aider à mesurer l'importance cruciale du travail des professionnels lorsqu'ils aident les jeunes à faire retour sur leur parcours, sur les chemins d'identification et d'aliénation par lesquels ils sont passés pour se constituer⁴⁵ afin de rassembler sous forme de synthèse ce qui, pour eux, est signifiant. En fait, un tel travail de mise en récit de soi, de mise en tension narrative est indispensable au processus de construction identitaire lui-même, en constitue un moment essentiel.

Ils ne savent plus où se situer dans le temps. Pour presque tous, cette phrase revient : « Qu'est-ce qui s'est passé ? Je ne me rappelle plus si cela est venu avant ou après ! » Ils s'embrouillent. Cette question du temps est bien réelle parce que, dans le récit de vie, c'est important d'avoir une notion de son propre parcours pour faire un bilan sur soi. Et là, cette notion de temps n'existe plus. C'est comme si c'était un gros tas dans le passé.

Notons ici que certaines institutions comme l'école ou la mission locale gardent trace du passage de l'individu en leur sein. Une telle pratique peut devenir un atout dans certaines situations, notamment lorsqu'il s'agit d'aider des personnes à reconstituer un parcours mais aussi à faire reconnaître par l'administration leur présence sur le territoire, à faire valoir des droits, à retrouver des « papiers » attestant de leur identité.

Cela peut aussi avoir son intérêt d'avoir des structures qui ont gardé trace. Quand on a perdu ses papiers, d'avoir été suivi dans ces structures. Ça peut parfois devenir un atout. Je ne compte pas le nombre d'attestations que nous avons pu faire à la mission locale pour récupérer des papiers, pour dire que les gens étaient bien sur le territoire à cette époque, qu'on en avait trace.

Enfin, lorsque les professionnels formulent des propositions aux jeunes qui sont impliqués dans le trafic, il leur faut prendre en compte leur cadre temporel actuel sauf précisément à susciter un refus de leur part, voire à provoquer la cassure de la relation et la rupture de l'accompagnement. S'ils veulent pouvoir continuer à travailler

⁴⁴ RICOEUR, P. 1990. *Soi-même comme un autre*, Paris, Seuil.

⁴⁵ HABERMAS, J. 1988. *Logique des sciences sociales*, Paris, PUF.

avec les jeunes et avoir quelque chance de leur apporter une aide concrète, il leur faut notamment, au début, leur proposer des formations dont les horaires ne recouvrent pas ceux du trafic.

Ils ont des problématiques d'horaires, parce qu'ils sont encore dedans. Je ne peux pas les faire sortir tout de suite. Donc, je dois intégrer leur problématique d'horaires pour qu'ils prennent la formation.

Reconnaissons cependant que les professionnels sont conscients de la fragilité quasi cristalline de la relation qu'ils construisent avec les jeunes, du risque permanent de rupture qui pèse sur elle. Une relation qu'il compare alors volontiers à un fil ténu susceptible de se casser à tout moment. Cette fragilité est d'autant plus problématique pour eux qu'ils doivent impérativement, on vient de le voir, inscrire l'accompagnement dans la durée, la répétitivité, régularité, la continuité s'ils veulent obtenir de la part des jeunes de la ponctualité et un engagement dans une démarche qui leur permettra, à terme, de sortir partiellement ou totalement du trafic.

Le fil est très ténu. Il peut casser à tout moment et moi, il faut que je les revoie régulièrement dans un rapport de confiance. Je suis obligé de travailler sur la continuité, dès fois à dix jours de décalage. C'est un travail de longue haleine mais c'est nécessaire.

Développer sa capacité à percevoir et à entendre

Se familiariser avec la problématique générale du trafic et savoir que tel jeune en particulier s'y inscrit permet de mieux entendre les appels qu'il lance pour en sortir. Parce que plus sensibilisés, les participants sont ainsi plus voyants, plus réceptifs, plus à même de percevoir dans les attitudes, le gestuel et les paroles parfois confuses d'un jeune ce qui vaut appel et mérite attention et, parfois, réponse. Comme si un certain savoir et une certaine sensibilité permettaient d'assouplir les défenses qui ont pour fonction d'interdire à la conscience de recevoir ce qui est envoyé par son interlocuteur, pour reprendre les mots de Georges Devereux.⁴⁶

Quand je vois un jeune dont je sais qu'il est dans le trafic, je capte peut-être plus les appels à vouloir en sortir aussi. Cela m'a rendu plus réceptif à ce genre de chose. Du coup, je m'échine un peu plus là-dessus.

Construire un partenariat de proximité

Qu'est-ce qui fait lien entre adultes et jeunes ou encore entre professionnels de la communauté éducative et parents ? Une question qui en appelle beaucoup d'autres. Le fait de se donner des objectifs communs ? Le fait de partager des valeurs communes ? Mais les objectifs et les valeurs peuvent-ils être communs ? Ou plutôt jusqu'à quel point peuvent-ils l'être ? Et l'altérité ? Et la multiplicité ? Ne peut-on pas agir dans l'altérité, et la multiplicité ? Peut-être faut-il seulement avoir en partage le sens du bien commun ? Le fait de prendre conscience de l'interdépendance ? Le fait d'avoir besoin de l'autre pour faire reculer le sentiment d'impuissance, pour agir ? Et si l'on déplaçait la question : comment penser un lien qui soit subjectivant ? Au-delà donc de l'appel quelque peu incantatoire au

⁴⁶ DEVEREUX, G. (1967)-1980. *De l'angoisse à la méthode dans les sciences du comportement*, Paris, Flammarion.

partenariat, à la mise en réseau, comment travailler tous ensemble autour d'un jeune inscrit dans le trafic ?

Enjeux de l'accompagnement

L'accompagnement est d'abord étayage d'une transformation identitaire, d'une traversée entre deux rives. Les professionnels doivent ici aider les jeunes à déconstruire les illusions liées au trafic comme, par exemple, celles de l'impunité, de la maîtrise des risques encourus ou encore de l'enrichissement facile. Mais il n'y a ici de déconstruction que dans une visée de reconstruction. C'est dire qu'ils doivent aussi les aider à intégrer ou réintégrer la loi symbolique, à développer leur estime de soi si durement mise à l'épreuve sinon profondément abîmée par la condition qui leur est faite et les logiques de stigmatisation qui lui sont liées. Ils doivent, dans certains cas, les aider à se séparer (du quartier, de ses trafics) pour mieux s'individuer et, enfin, à dégager un nouvel horizon qui permette à leur projet d'advenir et de prendre consistance. Il leur faut enfin intervenir sur les parcours scolaire et sur l'accès au monde du travail.

La déconstruction des illusions liées au trafic

Un certain nombre d'arguments sont utilisés par les intervenants dans leur dialogue avec les jeunes. Ces arguments pointent notamment les illusions du trafic.

- L'illusion de l'impunité. L'inscription dans le trafic est progressive. Au début, on mène des actions peu exposées à la répression. Puis, graduellement, cela prend un peu plus d'ampleur. Il n'y a pas chez la plupart des jeunes de perception claire d'un seuil de risque. Il est difficile de combattre l'illusion de l'impunité en raison même de la visibilité du trafic, de sa banalité, d'une certaine tolérance, voire d'une forme de légitimité sociale dans la mesure où ce dernier remplit une fonction économique non négligeable en contrecarrant et en limitant les processus de paupérisation.
- L'illusion de la maîtrise des risques encourus. Ici, on croit volontiers qu'on serait capable de rendre le trafic invisible grâce à la discrétion, l'intelligence et l'organisation. Toute prise de risque induit une gestion des risques et on a le sentiment que l'on est compétent pour parer à tous les dangers.
- L'illusion de l'enrichissement facile. Cette illusion est entretenue par beaucoup d'acteurs et peut parfois être renforcée par le fait que des jeunes ont entre les mains des liasses de billets correspondant à une somme d'argent relativement importante. Mais cette somme brandie ne correspond pas, le plus souvent, à leur profit mais à leur chiffre d'affaire dont la majeure partie sera reversée à leur patron. Les conduites ostentatoires ne visent pas seulement à illusionner l'autre mais aussi à s'auto-illusionner, « à se la raconter », « à se faire des films », pour reprendre des expressions familières.

Les professionnels doivent intervenir en prenant garde de ne pas humilier ces jeunes, en veillant de ne pas casser trop vite et trop brutalement ces illusions qui nourrissent l'estime de soi. Dans certains cadres de travail, ils peuvent aborder ces questions d'une façon plus directe avec les jeunes. C'est le cas à la PJJ où

l'éducateur fait face à un jeune qui a été condamné pour infraction à la législation sur les stupéfiants et s'inscrit dans une perspective de prévention de la récidive. L'astuce consiste ici à demander au jeune non seulement le montant de son gain journalier mais aussi ses horaires de travail de façon à pouvoir calculer avec lui son taux horaire. Dans l'exemple donné, le jeune pouvait gagner entre 60 et 70 euros pour 12 heures de travail ou encore 30 euros pour 7 heures de travail. Le fait, ensuite, de mettre ces montants en rapport avec les risques qui accompagnent une telle activité est susceptible d'aider le jeune à prendre conscience du degré d'exploitation dont il a été l'objet. Il peut en effet ici constater non seulement la faiblesse de sa rémunération mais aussi l'absence de toute prime de risques.

Une chose est d'avoir des arguments, autre chose est de savoir les étayer, de trouver la forme qui leur permettra d'être entendus par les jeunes, et convaincants, voire percutants. Dans cette perspective, certains professionnels choisissent le mode de l'humour. A un jeune qui lui disait qu'il pourrait faire, avec son côté irréprochable, une bonne recrue pour les réseaux du trafic, un éducateur répond : « *Ben oui, tu penses bien ! Je vais passer dix à douze heures dehors pour un salaire de misère. Oui, c'est idéal ce que tu me proposes !* » Dans cet humour, l'énoncé peut perdre parfois son sens littéral. La place de l'antiphrase ironique « *Oui, c'est idéal ce que tu me proposes !* » est importante. Elle permet de renforcer l'idée selon laquelle l'implication dans le trafic est peu rémunératrice en proportion du travail qu'elle exige, contrairement à ce qu'un certain discours tenu par beaucoup d'acteurs sur l'argent facile pourrait laisser croire. Un tel énoncé n'est pas reproductible quelque soit le contexte interactionnel. Il ne trouve ici sa pertinence qu'en tant que réponse à une interpellation précise.

L'intégration de la loi symbolique

Des professionnels considèrent que l'adolescent, dans certains cas, cherche et trouve la loi pour que, précisément, elle puisse le contenir. Parfois sa façon de commettre un acte délictueux, un peu trop au vu et au su de la police, par exemple, plus qu'une maladresse malencontreuse, constituerait, en fait, un appel au rappel des limites à ne pas franchir. Il y a là peut-être une façon de se protéger contre sa propre toute puissance qui l'inquiète, dont il ressent la portée destructrice pour les autres et pour lui-même. Tout coup d'arrêt peut alors être bénéfique s'il est suivi d'une aide concrète qui lui montre que d'autres chemins dans sa vie sont possibles, et peuvent être pris. Une telle aide sera sans doute plus facilement saisie par un jeune qui n'aura pas encore construit un habitus et un système de codes propre à la carrière délinquante.

Des mômes cherchent quelque chose qui va les contenir. Si cette contenance n'est pas dans la famille, ils vont aller la chercher ailleurs. Ce n'est pas mal qu'ils se fassent choper. C'est peut être aussi qu'ils ont dealé sous le nez des flics pour trouver quelque chose qui les arrête.

Il a eu un contrôle judiciaire et la loi l'a amené à prendre un peu de recul. Cela a provoqué une espèce d'arrêt sur le moment. Nous, nous intervenons à ce moment-là. Il faut créer une relation et lui ouvrir des possibles pour qu'il s'en saisisse.

Remarquons tout d'abord qu'une telle démarche qui consiste à accompagner l'intégration de la loi symbolique par le jeune suppose que ce dernier soit lui-même

peu à l'aise dans le trafic, voire inquiet des conséquences pénales de son implication. Remarquons ensuite qu'il n'est peut-être pas toujours facile de la mettre en œuvre en raison du comportement de certains professionnels à son endroit. Des participants ont ici exprimé beaucoup d'interrogations sur le travail de certains policiers, notamment sur le comportement de ceux qui préféreraient « faire la loi » plutôt que la faire respecter et la respecter eux-mêmes, en s'autorisant des conduites ouvertement discriminatoires, racistes, en n'hésitant pas à se cacher derrière l'autorité qu'ils incarnent, voire à l'instrumentaliser pour faire usage de violence contre les jeunes. Sachant cela et sachant que les jeunes savent cela, comment peuvent-ils ensuite valoriser/promouvoir la loi symbolique, l'exigence de son intégration par chacun pour que tous puissent vivre ensemble en société ? Comment peuvent-ils tenir un discours sur son universalité ou sa réciprocité quand ni l'un ni l'autre de ces principes ne tient vraiment debout sous les yeux des jeunes ? Comment peuvent-ils tenir un discours sur la nécessité de limiter le désir de toute puissance quand celui-ci s'exprime sans entrave et violemment contre eux ?

Pour le petit délinquant, on y arrive parce qu'il n'est pas encore ancré, il n'a pas encore les habitus, les codes du trafiquant. Il n'a pas encore eu le temps de les intégrer.

Moi, je suis légaliste. Des jeunes se sont fait cogner au commissariat. Il a une très sale réputation. Alors, quand les jeunes me demandent : « Alors, tu es bien d'accord que cette police est raciste ? » Je vais répondre : « oui ». Mais je ne devrais pas répondre ça. Normalement, professionnellement, je devrais dire : « non ». Moi, je crains que cela ne s'accroisse. Or je rêve d'une police qui fait son travail, d'un magistrat qui fait son travail, d'un éducateur qui fait son travail, d'un enseignant qui fait son travail et d'un papa et d'une maman qui font leur travail.

Le développement de l'estime de soi

Les jeunes qui sont dans le trafic sont souvent exclus des espaces de socialisation traditionnels comme l'école ou l'entreprise. Pour trouver leur place dans les trafics, ils ont du s'adapter et construire une forme d'individualité adaptée aux situations qui caractérisent l'activité illicite. Une certaine déconstruction de cette identité devient alors nécessaire. Mais le plus difficile et le plus délicat résident dans la reconstruction de l'estime de soi et du sentiment de confiance envers autrui dans un monde qui ne cesse de lui porter gravement atteinte dans ses fondements mêmes.

La chose la plus importante à travailler reste, je crois, la reconstruction, l'estime de soi, le fait d'avoir confiance en soi et de pouvoir faire comme les autres.

Divers supports créatifs, sportifs, ludiques peuvent permettre aux jeunes de mettre en œuvre des connaissances et des compétences, de mobiliser des valeurs. C'est le cas du chantier d'insertion. Tout se passe ici comme si on avait décidé de braquer les projecteurs sur une partie d'eux-mêmes qui avait été jusqu'ici laissée dans l'ombre : en fait, sur ce dont ils sont capables. Les professionnels peuvent alors s'appuyer sur une telle démarche afin de les valoriser, de les aider à gagner en estime de soi. Les chantiers d'insertion permettent aux jeunes de montrer d'autres faces d'eux-mêmes et, ce faisant, pour parler comme Goffman, de préserver leur

face, autrement dit la valeur sociale positive qu'ils revendiquent.⁴⁷ Ils peuvent, sur cette base, entrer dans des processus de reconnaissance mutuelle.

On voit les compétences de chacun quand on fait un chantier. Un tel s'organise très bien pour préparer un repas, tel autre pour donner des conseils ou pour réaliser telle ou telle chose. Ils s'aperçoivent que chacun a des valeurs et des connaissances particulières qui peuvent être mis au service d'un groupe. Les chantiers offrent la satisfaction de produire quelque chose, de bien faire. Dès qu'on leur donne la possibilité de conquérir une vraie estime de soi, ils produisent quelque chose et constatent qu'ils l'ont produite !

La valeur argent a-t-elle définitivement triomphé et écrasé la valeur travail ? Le discours des jeunes qui sont dans les trafics nous pousseraient à répondre par l'affirmative. Un peu trop rapidement peut-être car d'autres faits nous pousseraient à y apporter un démenti. Les chantiers d'insertion permettent de prendre une distance avec « l'espèce sonnante et trébuchante » au profit d'une relation d'échange plus basée sur une logique de don et de contre-don puisque, par exemple, l'association paie le séjour et les jeunes effectuent un travail. Les professionnels témoignent ici à partir de leur expérience des chantiers éducatifs et des ateliers ; à partir de démarches où ils demandent aux jeunes des contreparties en termes d'activités. Parce que cela fait sens pour eux d'être dans le partage, et parce qu'ils bénéficient ici d'une reconnaissance, d'un retour gratifiant, les jeunes surprennent les éducateurs en s'investissant avec ardeur et courage dans la tâche. Le plaisir, ici, est éprouvé *sur* l'activité et plus encore *sur* le « faire ensemble ». Mais il est aussi éprouvé *grâce* au parachèvement de l'acte, *dans* l'oeuvre obtenue et *par* le biais de la reconnaissance qui en résulte. Il n'est pas seulement résultat mais source de l'activité, au principe même de sa dynamisation. On peut penser que c'est la perspective même de pouvoir l'obtenir de nouveau qui leur donne du courage et de l'enthousiasme et qui leur permet de dépasser les déceptions propres à tout agir.⁴⁸

C'est du travail de jardinage, de peinture... Les adolescents sont extrêmement demandeurs et très courageux dans le travail. Ils participent vraiment, ils retroussent leurs manches, donnent le meilleur d'eux-mêmes pour pouvoir contribuer au partage avec le groupe et avoir une contrepartie sur une activité. Donc, il n'y a pas que cet appât de l'argent sonnante et trébuchante. Ils ont aussi besoin et envie d'autres choses.

La séparation et l'individuation

On notera ici que les professionnels énoncent très clairement l'enjeu en termes de séparation et non de rupture et qu'ils choisissent le mot attachement pour qualifier le lien des jeunes à leur quartier. Difficile en conséquence de ne pas se référer à l'apport psychanalytique d'Anna Freud, de Mélanie Klein, de René A. Spitz, ou encore de Donald W. Winnicott, en fait de tous ceux qui se sont penchés sur l'attachement, sur le lien affectif privilégié qui unit le jeune enfant à sa mère ou, plus

⁴⁷ GOFFMAN, E. 1973. *La mise en scène de la vie quotidienne*. t.1 *La présentation de soi* et t. 2 *Les relations en public*, Éditions de Minuit ou encore GOFFMAN, E. 1967. *Les rites d'interaction*, Editions de Minuit.

⁴⁸ ROCHE, P. Droit au plaisir et critique des « risques psychosociaux » in *Les risques sociaux, une nouvelle catégorie sociale ? Nouvelle Revue de Psychosociologie*, n°10, érès, 2010.

tard, à ce qui peut faire fonction maternelle.⁴⁹ Comme peut-être la cité qui, malgré tout, protège, enveloppe, contient, apporte des ressources et, en cela, contraste singulièrement avec un extérieur souvent vécu comme une menace, comme un lieu où on s'expose à la violence des autres. C'est pourquoi tout mouvement séparatif confronte celui qui l'esquisse à une réactivation d'affects pénibles et exige de lui un long travail de perlaboration.⁵⁰ Peut-être nous faudrait-il ici nous référer au champ de recherche ouvert notamment par Gérard Mendel⁵¹ pour qui tout mouvement de désajustement, voire toute esquisse d'autonomisation serait à même de réactiver l'angoisse d'abandon.

Reconnaissons qu'il n'y aurait guère, dans certains cas, pour prendre une distance suffisante et engager un processus de séparation et d'individuation⁵², d'autres réponses que celle d'un « lointain » ailleurs (en province, dans une famille d'accueil ou une structure spécialisée) qui permette au jeune de quitter enfin le quotidien enfermant et aliénant qu'il peut vivre dans le quartier et sa famille. Reste que cet éloignement doit être temporaire et ne peut prendre sens qu'au travers d'un travail sur soi qui permettra un retour. L'éloignement peut permettre au jeune d'aller en lui-même, pour reprendre le mot de Rilke⁵³ ou, pour le moins, de faire quelques pas vers lui-même, de prendre conscience de ses forces, de ses compétences, de ses désirs, de ses envies afin de reprendre peu à peu confiance en lui.

Il nous arrive d'aborder la question de rompre ou plutôt de se séparer du quartier parce que la rupture, c'est trop violent. Il y a quand même un attachement. Ils ont grandi dans ce quartier et les affects entrent en compte. Mais quand on sent qu'un gamin a l'idée de l'éloignement, de la séparation avec le quotidien, soit sous la forme d'un placement ou d'une famille d'accueil, il paraît utile de développer ce type de réponse notamment quand on sent qu'il est pris dans ce cercle vicieux, cette dépendance, victime du quartier, du trafic et qu'il y a quelque chose à jouer.

Parfois, le fait d'éloigner le gamin en province, dans une structure un peu plus fermée, avec une mise en activité, lui permet déjà de se retrouver face à lui-même, loin du quartier. Il peut reprendre confiance. Il y

⁴⁹ Sur ce concept, on peut se reporter à BUTLER, J. 2002. *La vie psychique du pouvoir*, Léo Scheer éditions. Difficile aussi pour nous de ne pas nous remémorer ce que nous avons entendu lors d'une recherche-intervention auprès d'un groupe de jeunes femmes sur la question de la santé. Celles-ci avaient fait état de leurs relations fusionnelles, voire confusionnelles avec leur cité : « *Dans la cité, on est tellement concerné par la vie de l'autre, c'est comme si on ne faisait qu'un !* » Elles nous avaient fait part des difficultés qu'elles rencontraient pour s'en séparer (un peu) afin de s'individualiser : « *Tu changes une semaine, après je redeviens la même !* » Et pour en partir : « *c'est dur, c'est vrai que c'est dur de partir !* » ; « *je suis partie, je suis revenue, je suis partie, je suis revenue !* » Un rapport ambivalent mêlant une vive protestation contre l'insupportable surveillance qui s'y exerce - « *Tous les jours, ils sont là, et ils te surveillent* » et un certain sentiment de sécurité. MOUSSA, H. ; ROCHE, P. 1992... *pas malades mais pas en bonne santé non plus*, Point Jeunes, Martigues.

⁵⁰ Dans perlaboration, il y a « per » (à travers) et « élaboration ». Pour le dire vite, il y a donc l'idée d'élaborer au travers de toutes les formes de résistance que l'on peut manifester au cours d'un tel processus.

⁵¹ MENDEL G. 2002. *Une histoire de l'autorité. Permanences et variations*. Paris, Ed La Découverte.

⁵² On ne peut analyser sérieusement le processus d'individuation sans recourir à la notion de séparation. Pour Donald Winnicott ou encore Margaret Mahler, par exemple, le petit d'homme ne naît psychologiquement, ne devient celui-là ou celui-ci qu'à condition de se séparer relativement de sa mère. Il ne se structure, ne se différencie, ne trouve finalement le chemin d'une certaine autonomie qu'au travers de ce travail-là, qu'en prenant appui sur des introjections et identifications successives. La séparation de la mère ou plutôt, ici, de ce qui fait fonction de mère est donc condition de l'individuation.

⁵³ RILKE, RM. 2005. *Lettres à un jeune poète*. Paris, Gallimard, collection poésie.

a des professionnels qui sont là pour lui dire : « Voilà, tu as telle ou telle compétence. » Les parents investissent parfois ce type de projet.

Le dégageant d'un nouvel horizon

On l'a vu, nombre de jeunes s'engagent dans le trafic parce qu'ils refusent l'identité de perdants. Le trafic est donc pour eux une issue, une solution, une réponse, une façon de refuser l'identité que le discours dominant leur réserve pour leur avenir. Des professionnels ont pris le parti de combattre cette idée du trafic-*issue*, d'un trafic qui constituerait la seule voie pour réussir dans la société. Une idée qui assigne les jeunes au trafic pour ne pas devenir des perdants, qui les enferme dans l'alternative ou bien dealer, ou bien perdre. Il y a là sans doute une façon de leur signifier que leur trajectoire n'est pas entièrement déterminée par leur origine sociale et culturelle, par leur condition présente, qu'elle peut encore, selon le principe du clinamen défendu par LUCRECE⁵⁴, dévier. Ernst BLOCH disait : « Si l'être se comprend à partir de son origine, il se comprend aussi comme tendance ouverte vers une fin. L'être qui conditionne la conscience, comme la conscience qui travaille l'être, se comprend en dernière instance à partir de cette origine et par rapport à cette fin. »⁵⁵

Un chargé d'insertion raconte qu'il s'emploie d'abord à lutter contre ce sentiment d'absence de perspectives. Pour lui, les seules batailles perdues sont celles que les jeunes n'engagent pas, faute peut-être de suffisamment de motivation et de courage. Rien n'est donc plus décisif que d'intervenir positivement sur la façon dont ils gèrent le stigmate, en pesant de tout son poids et autorité. Tout doit être dit et fait pour qu'ils puissent résister, ne pas céder sur leur dimension de sujet. Tout doit être dit et fait pour qu'ils ne reprennent pas pour leur propre compte le stigmate dont ils sont l'objet ; en fait, pour qu'ils puissent « devenir ce qu'ils sont »⁵⁶ et non ce que l'e discours dominant dit qu'ils sont en s'auto-désignant comme perdants. Le professionnel prend ici appui sur toutes les institutions susceptibles d'aider les jeunes dans leur cursus scolaire ou dans leur quête d'emploi (il cite notamment les écoles de la seconde chance) mais aussi sur ce qui, chez eux, oppose de la résistance, sur la rage qui les animent mais plus encore sur leur désir de se venger d'une Société et d'un Etat qui ne « veulent » pas d'eux. Le professionnel apprécie les résultats qu'il peut obtenir dans une telle bataille ; non seulement que les jeunes auraient moins tendance à s'auto-stigmatiser mais aussi qu'ils puissent obtenir des stages et des emplois, parfois en CDI dans de grandes entreprises. Et, de temps à autre, il apprécie aussi le retour gratifiant de ceux qui viennent le remercier parce qu'ils ont obtenu le bac après abandon et reprise de leur cursus scolaire. Mais il ne cache pas non plus la faiblesse de ses résultats et le découragement qui, parfois, peut le gagner.

Le discours du perdant désigné, je l'entendais régulièrement. Les jeunes qui fréquentent la structure ne le sortent plus trop maintenant. Je pense que la société fait tout pour qu'ils perdent. Mais ma mission, c'est justement qu'ils ne perdent pas et il y a quelques petites solutions. Nous avons des liens avec des

⁵⁴ Pour LUCRECE, comme pour EPICURE, l'univers est constitué d'atomes tombant à la verticale et en parallèle. Le clinamen est cette très légère déviation qui permet leur entrechoquement et fonde la liberté humaine. LUCRECE, 1825. *De la nature des choses*, Paris, Dondey-Dupré père

⁵⁵ BLOCH, E. 1976. *Le principe espérance*, T1, Paris, Gallimard, Bibliothèque de philosophie

⁵⁶ « Tu dois devenir ce que tu es » in NIETZSCHE, F. 1997. *Le Gai savoir*, Paris, Flammarion.

associations qui obtiennent des stages et parfois des emplois dans de très grosses sociétés. Nous avons des jeunes qui ont quitté le système scolaire et nous faisons tout pour les re-scolariser. Parfois, on y arrive. Des jeunes sont venus nous remercier parce qu'ils avaient quitté le système scolaire et qu'ils ont fini par avoir le BAC. Il y a les Ecoles de la deuxième chance sur lesquelles nous nous appuyons. Nous ne leur tenons qu'un seul discours : «Perdant désigné, c'est dans ta tête. Bats-toi ! Si tu penses que tu as perdu, alors, tu as perdu. Si tu estimes que l'Etat est contre toi, alors, bats-toi ! Le meilleur moyen de te venger, c'est de réussir, d'avoir des diplômes. Insère-toi dans la vie. C'est le meilleur moyen ! » Cela marche pour certains mais le pourcentage de réussite est affreusement faible. C'est parfois décourageant !

Les alternatives au trafic sont fragiles, incertaines et leur réalisation demande beaucoup d'efforts et probablement un peu de chance. Les professionnels ont conscience de ne pas disposer de tous les éléments qui leur permettraient d'identifier la meilleure option pour les jeunes. Et ils ont peut-être aussi le désir de ne pas abuser de leur confiance afin d'exercer son pouvoir sur eux. De là une posture prudente, voire modeste mais non dénuée d'efficacité, celle qui consiste à voir les projets possibles, les alternatives réalistes tout en prenant garde de ne jamais orienter leur choix. Comme si l'une des clés était aussi dans cette logique tout à la fois stratégique et tactique, présente dans le deal, où il faut soi-même opérer des choix.

Quand des jeunes viennent me voir, je leur donne des conseils mais en évitant de leur dire ce qu'il faut faire. Je leur fais poser sur la table toutes les options possibles en espérant qu'ils choisiront la meilleure. Mais c'est à eux de choisir. Quand les jeunes ont confiance en nous, nous avons un grand pouvoir sur eux. Quand on leur fait sentir que c'est ça qu'ils devraient faire, ils le font. C'est dangereux parce que nous n'avons pas tous les éléments. Moi, en tout cas, je n'ai pas tous les éléments et je ne peux pas leur dire ce qui est le mieux pour eux.

La réussite du parcours scolaire

Les enseignants ne sauraient accomplir aujourd'hui leur mission éducative sans prendre en compte les conditions sociales et subjectives des processus d'apprentissage ; tout ce qui est, en fait, les gêne, voire les empêche ou, au contraire, les favorise, voire les stimule. Il leur faut alors, pour cela, rien de moins que repenser leur travail, redéfinir leur métier, notamment en tentant de joindre l'éducatif au pédagogique. Il leur faut donc s'engager dans des pratiques et opter pour des positionnements pour lesquels ils n'ont pas été préparés par leur formation initiale, et à rebours de la plupart des commandes institutionnelles et d'une demande sociale forte qui attend de l'école qu'elle facilite avant tout l'insertion professionnelle. Dans une telle perspective, il leur faut prêter attention tout autant à la façon dont l'enfant construit sa personnalité qu'à la façon dont il acquiert des savoirs en tant qu'élève. Il doit l'aider à développer la capacité à choisir entre les différents modèles qui lui seront proposés et à choisir un modèle de vie et de réussite autre que celui proposé par le trafic. Il leur faut, pour cela, interpréter ses conduites déviantes. Il leur faut savoir que celles-ci peuvent faire sens à partir des tensions qu'il vit en raison des contradictions et malentendus qui traversent le couple école/famille en termes de mode de fonctionnement et de règles. Il leur faut savoir qu'elles peuvent manifester un conflit de loyauté et une demande d'aide et de rencontre parents/enseignants, qu'elles constituent peut-être pour lui la seule issue possible ou, en tout cas, envisageable à un moment donné.

On a de moins en moins le temps. On se concentre de plus en plus sur le fait de ne pas laisser les élèves à la traîne. On essaie d'avoir un suivi de plus en plus individualisé. Mais, en même temps, on se concentre de plus en plus sur les apprentissages et non pas sur ce qui va empêcher d'apprendre.

On est sur un chemin où l'on ne parle plus d'enfants, on ne parle plus que d'élèves. Si l'on oublie l'enfant et sa problématique, cela ne peut pas fonctionner.

J'ai fait la classe durant treize ans et cela fait dix ans que je suis directeur et formateur. J'ai toujours fonctionné en pédagogie coopérative, dans un milieu où chacun pouvait être le modèle de l'autre sur des niveaux différents. De ce point de vue, il y a une faille au niveau de l'école et de la construction de la personne. Nous ne sommes plus centrés sur la construction de la personne et cela nous met en difficulté pour ces jeunes en difficulté sociale qui n'arrivent pas à trouver une manière de se construire à l'école en tant que personne parce que tout est cloisonné.

Le fonctionnement de l'école va remettre complètement en cause le fonctionnement de la famille. Les règles qui sont mises en place sont pour certains enfants en totale contradiction avec ce qu'ils vivent au quotidien dans leur famille. Le système de l'école apparaît à l'enfant trop complexe, trop éloigné de sa famille. « L'école me dit que le fonctionnement de ma famille n'est pas bon. Donc, je ne peux pas l'accepter » En miroir, certains collègues sont extrêmement intrusifs avec les familles et émettent des jugements qui bloquent toute discussion, toute possibilité de communication, que ce soit avec la famille ou avec l'enfant.

L'éducation, ce n'est pas proposer un modèle mais le développement des compétences psychosociales qui permettent ensuite de choisir parmi les modèles ce qui peut être utile pour notre épanouissement personnel. Evidemment, si éduquer est simplement proposer un modèle, vu la concurrence – télé, cinéma, publicité et les grands frères avec BMW – on est morts ! On n'a aucune chance ! Par contre, sur les conduites à risque, si on développe les compétences psychosociales, on a toutes les chances de pouvoir les réduire.

Les professionnels de la communauté éducative peuvent aussi mettre en œuvre une démarche préventive dans le cadre des établissements scolaires en permettant notamment aux jeunes de pouvoir élaborer et poser, dans un cadre approprié, une parole sur leurs difficultés, leurs questions, voire leur souffrance. Sur la peur, par exemple, qu'ils peuvent ressentir lors de leur arrivée au collège face aux « grands » qui les menacent. Il s'agit d'être attentif aux moments les plus névralgiques de leur parcours. Ainsi, peut-on observer que nombre de jeunes basculent ou s'enfoncent un peu plus dans le deal suite à une exclusion définitive prononcée par un conseil de discipline. Comme si ces jeunes tentaient alors de trouver une issue au fait d'être ainsi enfermé dehors. Rappelons ici que dans le terme exclusion lui-même (exclure), l'idée de l'enfermement (cluser) ne le cède pas en importance à celle du dehors (ex).

Le temps du collège est extrêmement éprouvant pour un certain nombre de jeunes. Il y a des choses dures pour eux et il n'y a peut-être personne pour en causer avec eux. Un petit de 10 ans arrive dans un truc où il y a des grands de 14-15 ans qui sont menaçants. Moi, j'entends beaucoup la trouille des enfants. La perspective d'aller au collège est quelque chose de très difficile et les petits se tourmentent d'avance avec ça. Plus tard, c'est souvent après un conseil de discipline que les entrées dans le deal sont les plus fortes. Parfois, ils y étaient et c'est pour cela qu'il y a eu un conseil de discipline mais, à ce moment-là, c'est comme s'ils étaient enfermés dehors. Donc, l'action que l'on peut avoir en collège est une action préventive fondamentale.

Les travailleurs sociaux et éducatifs peuvent aider les jeunes qui ont « décroché » et qui sont désireux de réintégrer le cursus scolaire ou de trouver place

dans l'univers professionnel. Mais le champ des possibles n'est guère ouvert aujourd'hui car les institutions sont de plus en plus fragilisées, et les politiques d'accompagnement minées par une vision étroitement gestionnaire visant avant tout une économie des coûts sur le travail vivant, qui, notamment, se traduit par un accroissement de la charge de travail des conseillers de la mission locale, par la disparition de dispositifs (comme, par exemple, les plates formes d'insertion) s'inscrivant dans la durée et construits sur mesure. Là où le désir des jeunes renaît, rien ne vient l'étayer, lui donner consistance sous forme de projet concret pratiquement réalisable. A peine réveillé, il se fracasse sur le roc d'une rationalité économique oublieuse de l'humain.

Nous proposons un lycée ou un CFA. Nous les inscrivons à la mission locale mais la réalité, c'est que ces institutions aujourd'hui vont mal. Quand un gamin motivé va à la mission locale, il trouve une référente qui suit je ne sais combien de jeunes, débordée. Quand un gamin dit qu'il a envie de reprendre l'école, cela va être un peu compliqué. A la PJJ, il existait des plates-formes d'insertion. Elles permettaient d'accueillir des gamins qui étaient déscolarisés depuis deux ans, où il y avait des éducateurs et des professeurs techniques compétents. Ils avaient l'habitude d'accueillir un public en grande difficulté. Cela permettait de recréer une dynamique. Sauf qu'elles n'existent plus !

L'accès au monde du travail

Si l'emploi stable est une alternative au trafic, force est de constater que les jeunes n'y accèdent que difficilement et laborieusement, qu'après de fastidieuses démarches administratives et de longues périodes marquées par la précarité, alternant chômage et contrats à durée déterminée ou mission d'intérim.⁵⁷ Ils n'y accèdent qu'après des remaniements identitaires parfois coûteux en termes de santé mentale. Un professionnel fait ici usage de la métaphore de « la montagne à escalader » afin de donner la mesure de l'ampleur des efforts que les jeunes doivent déployer, et du travail psychique sur soi qu'un tel parcours entraîne et requiert tout à la fois pour eux. On comprend alors que le travail d'accompagnement vers l'emploi ne relève pas de la magie mais plutôt d'une lente et patiente construction qui consiste à « poser des pierres » afin de permettre aux jeunes de « s'éloigner du quartier » et « se confronter à l'entreprise ». Il s'agit d'un fragile « faire-avec » l'autre dans la mesure où il ne peut que s'inscrire dans le temps propre à chaque sujet, un temps jugé trop long au regard du discours de la postmodernité qui valorise plutôt l'immédiateté, dans le monde du trafic comme dans l'entreprise légale. Un temps dénié, aussi, par les politiques qui, dans les missions locales, privilégient la gestion des flux et le chiffre au détriment de la relation duale et de la qualité, et par les nouveaux modes de management du social qui porte atteinte à toute dimension clinique. Les professionnels doivent parfois ici envisager de travailler relativement longtemps avec des jeunes qui combinent activité de deal et travail.

Par rapport au deal et à l'accès à l'emploi, on lutte sur la durée. Non seulement on ne les accepte pas tout de suite dans l'emploi mais ce dernier n'est pas stable au départ. Or c'est l'emploi stable qui peut vraiment lutter contre le trafic, leur permettre d'avoir une famille, un logement, d'être vraiment socialement accepté.

⁵⁷ On peut citer ici un dispositif expérimental de lutte contre la délinquance appelé « Lutte contre le trafic » créé en 2007 à l'initiative d'une juge pour enfant de Paris et aujourd'hui porté par la Fondation Jeunesse Feu vert. Il favorise un accompagnement direct en emploi pour des jeunes sous main de justice.

Les professionnels peuvent, dans le cadre de cet accompagnement, prendre appui sur les entreprises d'insertion dans la mesure même où celles-ci peuvent être considérées comme des espaces intermédiaires, transitionnels⁵⁸ qui permettent l'expérimentation de la relation au travail. Notons ici que certains jeunes participent au chantier d'insertion parce qu'ils anticipent le fait qu'ils devront faire preuve de désistance⁵⁹, en se retirant à temps, avant que les ennuis avec la justice ne soient trop importants. Pour eux, il s'agirait avant tout, au travers de cette immersion dans le chantier d'insertion, de se familiariser avec le monde du travail pour ne pas être trop surpris par l'univers qu'il constitue, s'ils doivent s'y replier et peut-être s'y redéployer en cas de problème avec la justice. Ils peuvent aussi aider les jeunes à transférer les compétences techniques et relationnelles qu'ils ont acquises dans le champ de l'illicite dans celui du licite. A y regarder de près, c'est moins les compétences en tant que telles que le fait de les mobiliser dans un autre cadre qui pose problème. Si les jeunes ont parfois acquis dans l'illicite ce qui est requis dans le licite (dans le champ du commerce, par exemple), ils disposent rarement, par contre, des codes propres au monde du travail formel et ne sont guère disposés à respecter ses règles et ses normes. C'est dire combien le travail d'accompagnement des professionnels est ici nécessaire.

Des jeunes nous sollicitent parce qu'ils veulent se réinsérer. Ils peuvent y arriver. Ils ont des compétences énormes, notamment dans le commerce. Monter une entreprise, pour eux, c'est très compliqué parce qu'il y a un cadre complètement différent de celui qu'ils peuvent connaître car, dans la rue, les règles ne sont pas les mêmes que celles de la vie normale ! Moi, je suis convaincu qu'il faut les aider. Une éducatrice

Dans le monde du travail, on ne saurait rabattre la lutte contre les discriminations sur la seule lutte contre les inégalités d'accès à l'emploi. Les professionnels doivent aussi être préoccupés par le problème de la qualité de l'emploi⁶⁰, non seulement de ses conditions d'exercice et de rémunération mais aussi de son contenu significatif concret. La lutte contre les discriminations, c'est aussi la lutte contre la tendance à réserver le « sale boulot » à ceux que l'on nomme « *les enfants issus de l'immigration.* » Le sale boulot ou ce que les anglo-saxons nomment le dirty work⁶¹ est le travail que personne ne veut exercer parce qu'il serait jugé difficile, ingrat, dévalorisant, voire « salissant » et que l'on délègue alors à des travailleurs qui ne sont pas en position de le refuser parce que situés en bas de l'échelle sociale.⁶² Ces derniers souffrent d'autant plus qu'ils ne peuvent guère parler de leur travail dans la

⁵⁸ Nul doute que l'entreprise d'insertion soit un espace transitionnel au sens économiste du terme dans la mesure où elle s'inscrit dans l'ensemble des stratégies et des dispositifs délibérément mis en place afin de favoriser l'insertion des jeunes. Mais il faut sans doute aussi l'entendre dans un sens psychanalytique en se référant notamment à WINNICOTT, D. 2010. *Les objets transitionnels*, Paris, Payot, coll. "Petite Bibliothèque Payot".

⁵⁹ La désistance désigne l'arrêt d'un parcours de délinquance ou de criminalité. Sur cette notion encore peu usitée en France, se reporter notamment à VILLERBU, L. ; WINTER, A. ; LAURENT, C. 2011. *Dimensions psycho-criminologiques de la « désistance »*, <http://www.villerbu-crimino.fr>

⁶⁰ FREMIGACCI, F. ; L'HORTY, Y. 2005. La qualité de l'emploi en France : tendance et cycle, *Document de travail*, n°51, Centre d'études de l'emploi (CEE).

⁶¹ On doit le développement de cette notion à Everett C. HUGHES. Une telle notion est importante parce qu'elle permet d'éclairer l'organisation du travail non seulement du point de vue de sa division technique et sociale mais aussi sur son versant moral et psychologique. Se reporter à LHUILIER, D. 2005/2. Le « sale boulot », *Travailler*, n°14.

⁶² COURTS-SALIES, P. ; LE LAY, S. 2006. *Le bas de l'échelle. La construction sociale des situations subalternes*, Erès, coll. « Questions vives sur la banlieue ».

mesure où ce dernier est socialement disqualifié et disqualifiant, stigmatisé et stigmatisant ; dans la mesure où la description des tâches auxquelles ils sont confrontés peut parfois être anxiogène pour leur interlocuteur lui-même.

On veut bosser beaucoup plus sur l'accès à l'emploi mais aussi sur les discriminations dans l'emploi. En fait, nous observons que les jeunes qui viennent nous voir sont tous immigrants du Maghreb et d'Afrique. Ce n'est pas n'importe quel profil...

PISTES DE TRAVAIL

Promouvoir la coéducation

Des professionnels prennent le parti de la coéducation, tentent de faire vivre une démarche où enseignants, travailleurs sociaux, éducateurs populaires et parents travaillent ensemble afin de favoriser la réussite scolaire des enfants et, au-delà, leur réussite dans la vie.

Une autre interpellation des parents

Cette démarche tout à la fois rigoureuse et inventive présuppose que les enseignants soient à même d'interpeller autrement les parents.⁶³ Autrement dit, elle leur demande :

- de ne pas attendre qu'il y ait problème sur les apprentissages ou sur les comportements pour les convoquer mais les rencontrer régulièrement pour pouvoir faire avec eux des bilans sur la scolarité de leur enfant et coordonner leurs manières d'intervenir avec la leur,
- de ne pas les considérer comme coupables mais comme responsables,
- d'aller au plus près d'eux sans pour autant leur donner des leçons et être dans l'intrusion,
- de manifester une volonté de les comprendre plutôt que de céder au fait de les juger,
- de leur reconnaître des compétences dans le champ éducatif lui-même,
- de les reconnaître comme premiers éducateurs.

Nous avons identifié une démarche pour les enfants qui posent des problèmes de comportement. On arrête de décrocher le téléphone pour dire : « Monsieur, Madame, votre fils nous a fait ça. » Nous le faisons une fois parce qu'il faut bien le faire. Après, c'est : « Ce qui serait intéressant, c'est qu'on se voit tous les quinze jours pour faire des bilans, pour que votre enfant ne se fasse plus remarquer pour que vous veniez à l'école ! » Cela permet de reconnaître la famille, ses compétences et son pouvoir de décision. Chaque fois que nous arrivons à le faire, cela inverse les situations assez rapidement.

Force est de constater cependant que les enseignants, en raison de leur manque de formation sur la relation école/famille, ont du mal à aller au devant des parents sans leur donner des leçons, sans être dans l'intrusion, sans activer leurs défenses, sans susciter leur rejet ou encore leur fuite.

⁶³ ROCHE, P. (Sous la direction de), *Et si on poussait les murs*. Une démarche de coéducation dans les quartiers populaires de Marseille. Dijon, Editions Raison et passions, 2010.

Il y a là un déficit de formation au niveau des enseignants pour prendre en compte les familles, pour se positionner par rapport à elles. Et on ne va pas dans le bon sens de ce point de vue. On n'apprend pas à ne pas juger la famille. Parfois, certains collègues sont extrêmement intrusifs et ont des jugements sur la famille qui bloquent complètement toute possibilité de communication. À partir du moment où ces derniers se sentent jugés, c'est fini !

Les enseignants peuvent, dans le cadre de cette démarche co-éducative, soutenir les familles, notamment en les aidant à ne pas intérioriser la perspective d'une scolarité courte et celle de la seule filière professionnelle, en les autorisant à concevoir et désirer, par exemple, une orientation Bac plutôt que CAP pour leur enfant.⁶⁴ Ils peuvent, chemin faisant, les aider à mesurer l'impact du trafic sur les parcours scolaires. Les professionnels peuvent, par exemple, les aider à ne pas se laisser duper par un langage qui tend à présenter le trafic sous une forme atténuée, adoucie, détournée, euphémisée, voire, parfois, quelque peu plaisante et amusante. Il est important qu'ils sachent que leur enfant est en danger si on dit de lui : « *Il est allé acheter chez le grec* »

Il y a des familles avec qui on arrive à entamer un travail pour qu'ils ne se laissent pas duper par les petites choses du quotidien. Le « il est allé acheter chez le grec » n'est pas banal. Il faut expliquer que le fait d'aller acheter chez le grec qui est en bas de l'immeuble, ce n'est sûrement pas cool pour l'avenir du même, même si cela paraît insignifiant.

La création de lieux conviviaux

Professionnels de l'école, travailleurs sociaux, éducateurs populaires et parents peuvent organiser des animations dans des lieux marqués par la convivialité, au pied des immeubles, par exemple. Ceci est essentiel dans la mesure où, peu à peu, au détour d'une phrase, après avoir échangé « sur tout et sur rien », « sur la pluie et le beau temps », des langues se délient, des paroles s'autorisent. Peu à peu, en fait au fur et à mesure que chacun prend conscience que son voisin partage quelque chose de ce qu'il vit et surtout de ce qui lui fait souci. Au fur et à mesure que chacun prend conscience que l'enfant du voisin est, lui aussi, en voie de déscolarisation, voire confronté à la justice en raison des délits qu'il a pu commettre. Remarquons cependant qu'il n'est pas aisé de construire des liens de proximité avec des adultes lorsque ces derniers sont plutôt porteurs d'une culture de répression et de guerre à la drogue sans susciter la prise de distance des jeunes. Que faire alors dans ce dernier cas ? Les professionnels peuvent sans doute ici opter pour des positionnements divers en regard des objectifs poursuivis ou selon les phases d'une démarche. L'un d'entre eux, par exemple, a pris le parti d'informer systématiquement les jeunes de la

⁶⁴ Parfois, la résistance l'emporte sur l'intériorisation et la famille refuse la décision de l'institution scolaire en matière d'orientation. Dans une recherche-action-formation sur la coéducation, une participante nous a fait récit de sa résistance, de son refus obstinée de l'orientation CAP décidée par les enseignants pour sa fille. Nous avons pu mesurer l'énergie prodigieuse qu'elle a pu dans cet agir dépenser car il lui a fallu lutter contre tous, mais aussi contre elle-même. Contre les professeurs qui ne pouvaient concevoir qu'une filière professionnelle pour son enfant ; contre son enfant, pressé de gagner sa vie et pressé par ses copains de suivre leur exemple, de ne pas aller au-delà d'un certain niveau d'études ou de diplôme. Contre elle-même, enfin, ou plutôt cette part d'elle-même qui, à force d'être sous pression, tendait à se résigner, à accepter ce que tous les autres et l'institution scolaire voulaient lui imposer, avec tant d'insistance. Mais cela ne fût pas vain puisqu'elle finit par gagner. Se reporter à ROCHE, P. 2010. Op.cit

tenue de ces rencontres et de les inviter même si, pour le moment, ces derniers ne se sentent guère a priori concernés par cela.

Avec les habitants qui sont sur l'aspect sécuritaire et répressif, qui veulent faire la guerre à la drogue et reprendre possession de l'espace, il y a toujours ce glissement possible vers une opposition aux jeunes qui sont plus ou moins impliqués dans le trafic. Quand on met en place ce type de rencontres, je souhaite informer les jeunes de ce qui va se passer. Ils répondent que ce n'est pas pour eux, que « c'est pour les parents ». Mais je leur dis que c'est pour tout le monde et que s'ils ont envie de venir, ils sont les bienvenus. Ils ne le font pas pour l'instant. On n'en n'est pas là mais cela suscite beaucoup d'interrogations pour moi.

Autour de la prévention de la récidive

Les professionnels doivent aussi coopérer avec les parents pour prévenir la récidive et accompagner la sortie du trafic. Dans le cadre de la PJJ, la contrainte est aussi une ressource. Le fait qu'il y ait convocation du juge et que celui-ci ait prononcé une sentence autorise un contact direct et franc entre l'éducateur et les parents. S'il sait faire preuve de tact et éviter tout propos qui pourrait violemment mettre en cause leur rôle de père et de mère, celui-ci peut engager avec ces derniers un échange, parfois à domicile, sur l'histoire familiale à même d'éclairer les raisons qui auraient pu pousser le jeune à entrer dans le trafic. L'instauration d'un climat d'intercompréhension constitue une étape importante du processus de désistance.

Nous, il y a des cadres contraignants. Le juge les a convoqués. Parfois, cela peut être violent parce qu'ils ont l'impression d'être jugés dans leur rôle de parents. Nous ne devons pas être dans le jugement parce que c'est vrai que l'on peut avoir un rôle un peu intrusif. Nous essayons d'aborder l'histoire familiale – je ne le présente pas comme ça, je le dis de façon un peu détournée – pour essayer de comprendre ce qui, à un moment donné, l'aurait amené à ça. Ensuite, on reprend cela avec le gamin. Le juge est passé avant pour poser la sentence. Cela nous permet de bosser avec eux quand on arrive à créer une relation. Mais il ne faut pas se leurrer, avec certains parents, on a beau faire, cela ne fonctionne pas ! Nous avons aussi la possibilité de faire des visites à domicile quand les parents ne peuvent pas se déplacer. Par exemple, pour un gamin qui est entré dans le trafic, nous essayons de comprendre avec eux ce qui aurait poussé le gamin à y entrer. Parfois, il s'agit d'une mère de famille qui élève, seule, ses gamins et qui touche le RSA et on se rend compte que le gamin ramène un petit peu d'argent au domicile.

Penser l'approche du deal sur le modèle de la réduction des risques

Le modèle de la réduction des risques qui s'est peu à peu imposé dans le champ de la toxicomanie a-t-il aussi quelque valeur et utilité dans le champ de l'implication dans le deal ? A une telle question, il semble que l'on puisse répondre affirmativement en prenant appui sur un certain nombre de dimensions qui ont pu émerger au cours des échanges à l'intérieur du groupe. Parmi ces dimensions, nous citerons la décélération des prises de risques, le travail au noir comme entre deux et la limitation des atteintes aux liens sociaux.

La décélération des prises de risques

Lorsque la situation se dégrade et la tension s'accroît au point de devenir parfois insupportable, des jeunes prennent conscience que leur avenir est barré et qu'ils peuvent finir en prison, à l'hôpital ou à la morgue. Un projet d'insertion sociale et professionnelle peut alors faire sens pour eux. Les professionnels peuvent les aider à le réaliser mais à condition, parfois, de mener parallèlement avec eux un travail de décélération des prises de risque dans le trafic. Dans l'économie de la rue, les jeunes doivent s'adapter à des climats de haute tension. Aussi, les professionnels doivent les étayer dans leur désir d'en sortir sans décompenser en leur permettant de décélérer lentement tout en s'interrogeant sur leur besoin d'en découdre.

Mon taf, c'est les aider à passer du risque 3 au risque 2 et du risque 2 au risque 1. Si l'on ne veut pas finir en taule, à l'asile ou à la morgue trop tôt, il y a une adaptation à trouver. Moi, je travaille sur les modes adaptatifs de ces gens qui sont tout le temps là à vouloir en découdre

Dans un registre analogue mais qui concerne les plus jeunes, d'autres intervenants s'efforcent de proposer à ceux qui trouvent dans les trafics des bénéfices en termes d'adrénaline et de sensations fortes des alternatives légales, comme, par exemple, les activités sportives ou Accrobranche. Le terme accro (préfixe devenu qualificatif ou substantif par apocope) résonne ici étrangement. Il peut évoquer les stratégies de substitution mises en pratique dans le domaine des addictions. On pourrait parler, au sens fort, et non seulement par métaphore, d'un rapport toxicomaniaque au trafic. Ici, on n'empêche pas le jeune d'être accroché mais on préfère qu'il le soit aux branches plutôt qu'au trafic !

Nous, dans la pratique, on passe par le sport ou des activités de type accro-branche. Tu peux y avoir aussi une poussée d'adrénaline parce que tu peux te faire peur et, en même temps, éprouver le plaisir d'avoir réussi quelque chose. C'est un bon média pour les amener progressivement à lâcher ce côté adrénaline du trafic. Et ça contribue à construire la santé mentale.

Le travail au noir comme entre deux

Dans le processus de transition entre l'illicite et le licite, le travail au noir peut faire fonction d'entre deux. Certes, il appartient encore au champ de l'illicite mais il semble préférable, dans la plupart des cas, à l'activité de deal. Pour faire image, il peut permettre aux jeunes de n'avoir plus qu'un pied dans l'activité de deal puis, plus tard, plus qu'un orteil et, plus tard encore, plus rien ! Ainsi, que des jeunes dont le casier judiciaire n'est plus vierge exercent une activité d'agent de sécurité au noir faute de ne plus pouvoir l'exercer légalement est sans doute préférable pour eux au fait de continuer à dealer. Reste à savoir ici la façon dont les professionnels peuvent accompagner un tel processus de réduction des risques.

Moi, je vois la transition entre l'activité illicite et l'activité licite. En fait, il y a une sorte d'entre deux chez beaucoup qui viennent travailler au noir. Une espèce de tampon.

Il vaut mieux avoir un pied plutôt que les deux dans le trafic. Ils ont souvent les deux puis un, puis plus qu'un orteil et, parfois, plus rien...

Beaucoup de jeunes font agent de sécurité mais au noir. A partir du moment où ils ont un casier...

Dès qu'ils sont Stickés⁶⁵, ils ne peuvent plus...

La limitation de la dégradation des liens sociaux

Des professionnels se posent parfois en tant que tiers aidant afin de limiter la dégradation des liens sociaux qu'induisent les trafics. Le trafic est illicite mais doit-il pour autant constituer un monde sans lois, un monde qui peut se soustraire à la loi symbolique ? Les intervenants font avec la réalité du deal mais tentent de créer un consensus autour de quelques grands principes d'humanité. Ils s'autorisent à interpeller les jeunes quand leur activité perturbe la vie du quartier. Ainsi, rien n'est plus intolérable pour eux qu'ils puissent l'exercer sur le lieu physique de l'institution ou encore devant une mère de famille et ses enfants. Ce type d'interpellation doit nous conduire à réfléchir sur la question du seuil symbolique, du seuil à partir duquel ce qui est toléré devient intolérable et mérite une réprobation immédiate. N'est-ce point finalement une logique d'opposition pur/impur, voire sacré/profane qui, ici, agit, plus ou moins secrètement, en structurant l'univers mental des professionnels, en préparant leur propension à s'indigner, en orientant leurs décisions pratiques ? En fait, tout se passe comme si l'argent sale devenait souillure et devait être objet d'abomination dès lors qu'il franchissait certains seuils, comme celui de l'institution qui ne serait finalement qu'une sécularisation du temple, ou était exposé à certains regards, ceux de la mère et de ses enfants. On retiendra donc qu'il nous faut sans doute travailler sur les oppositions bien/mal et normal/pathologique mais aussi peut-être sur les oppositions pur/impur et sacré/profane, si nous voulons nous donner les moyens de comprendre la complexité des enjeux sociaux, subjectifs mais aussi symboliques et imaginaires liés au trafic.

Je me suis fâché contre un gamin. J'étais dans la rue et il s'éloigne pour servir un client alors qu'une maman arrive avec sa poussette. Il lui a filé son truc devant la maman, un môme sur sa poussette et un autre en bas âge qui marchait à côté d'elle. Ce n'est pas tolérable, il n'est pas question que des choses comme ça se produisent. Ils font leur business, ils savent que je ne cautionne pas mais ce qui n'est pas tolérable, c'est qu'ils puissent faire du trafic devant de petits enfants. Je l'ai engueulé et, après, je lui ai expliqué : on ne peut pas faire du trafic devant les mômes, devant les mères de famille qui n'ont rien à voir avec ça !

Les professionnels peuvent aussi efficacement intervenir afin de limiter la violence propre aux embrouilles du trafic en se positionnant, par exemple, en tant que médiateur. Ainsi, un éducateur croise dans la rue un jeune qui lui parle de ce qui lui fait problème, de ces « 600 euros de shit » qu'il avait planqués dans sa cave, qui aurait été volé et qu'il ne sait pas maintenant comment rembourser. L'éducateur lui conseille de travailler plutôt que de faire un emprunt qui risquerait de le mettre plus encore en difficulté financière. Mais il connaît aussi son créancier qui lui fait part de son impatience et de sa détermination à agir, s'il le faut, avec violence contre lui. Il lui conseille de patienter, et lui rappelle que son débiteur est aussi son pote, les liens d'amitié qu'il a noués avec lui. L'éducateur ne veut pas ici donner raison à l'un plutôt

⁶⁵ Adjectif librement formé à partir de STIC (Système de Traitement des Infractions Constatées).

qu'à l'autre. Il pourrait agir dans cette direction là, au nom d'une certaine idée de la justice mais cela ne l'intéresse pas. Il préfère entendre les raisons de l'un et de l'autre et faire entendre à chacun les raisons de l'autre afin de tempérer le conflit, sinon de le résoudre, de faire baisser les tensions qu'il suscite entre les deux protagonistes, pour qu'il puisse rester dans des limites humaines, ne donne pas lieu à des débordements violents, pour que l'émotion ne puisse pas trop l'emporter sur la raison.

Il m'explique qu'il s'est fait voler dans sa cave 600 € de shit et qu'il doit rembourser un mec au-dessus de lui, que je connais aussi, avec qui je bosse. Je lui dis : « Tu travailles un mois, tu coffres et c'est réglé, tu vas pouvoir les rembourser facilement. » Il veut emprunter de l'argent. Je me fous de lui : « emprunter, histoire d'être encore plus dans la merde ! ». En parallèle, celui à qui il doit l'argent vient me voir, un ou deux jours plus tard, et me dit : « Il me doit 600 € et je vais être obligé de faire quelque chose pour les récupérer ! » Moi, je le lui dis : « Ecoute, c'est quand même ton pote. Reste tranquille ! Tu peux peut-être patienter un peu plus longtemps. » Il finit par me dire : « Bon, écoute, j'attends et si dans un mois, il ne m'a pas remboursé, il y a des chances que je le frappe. » Là, moi, je suis uniquement en mode conseil, je fais en sorte de tempérer. Je ne prends pas parti. Je ne sais pas qui a tort, qui a raison mais, dans le fond, je m'en fous ! C'est de la réduction des risques. En tout cas, c'est comme ça que je le vois. Pour que cela se passe le moins mal possible et qu'il y ait le moins de dégâts collatéraux possibles, j'essaie de mettre un peu d'humanité quand, parfois, ils oublient que c'est leur pote d'enfance, leur frère, leur famille. Vraiment, j'essaie de remettre de l'humanité là où, des fois, dans l'émotion, ils l'ont oubliée !

Promouvoir une approche santé

La question de la santé peut constituer un levier de prévention. Des professionnels développent une forme d'intervention qui vise à aider les jeunes à se protéger des nuisances du trafic, des formes d'aliénation qu'il suscite et à se déprendre de l'emprise que son économie exerce sur eux. Ils peuvent ici intervenir très précocement, notamment auprès des guetteurs. On sait que ceux-ci sont sans cesse aux aguets, et pas seulement pour surveiller les mouvements de la police, sans cesse sur le qui-vive, inquiets, sujets à des troubles du sommeil. Et on sait aussi qu'ils se mettent réellement en danger, exposent leur intégrité physique et leur vie elle-même compte tenu des règlements de compte qui accompagnent ce type d'activité illégale. Enfin, ils peuvent demander aux jeunes qui accompagnent le deal d'une consommation s'ils connaissent la nature des effets pathogènes des différents produits. Il s'agit donc de défendre et de promouvoir la santé dans ses dimensions tout à la fois physique, mentale et psychique.

L'enjeu est alors de créer des espaces où ces jeunes peuvent élaborer sur ce qui les pousse à vivre une telle existence. Et les questions, ici, prolifèrent à foison. Quels sont les ressorts psychiques de ce besoin de vivre dans la peur ? Serait-ce, pour eux, la seule façon d'exister, de se prouver qu'ils vivent ? Ne pourraient-ils pas éprouver leur vie autrement ? N'y aurait-il pas ici d'autres voies pour l'intensifier, pour la dramatiser ? Cette peur là remplirait-elle, finalement, une fonction défensive ? A quoi serait-elle alors préférable ? En tout cas, qu'elle soit ressentie « du matin au soir et du soir au matin » donnerait en effet à penser qu'elle serait là pour colmater les brèches par lesquelles l'ennui, cette masse gluante, pourrait s'infiltrer dans l'être⁶⁶

⁶⁶ Pour reprendre les termes par lesquels Eugène MINKOWSKI désigne l'ennui dans *Le Temps vécu. Étude phénoménologique et psychopathologique*, Delachaux, 1933 (réédition PUF-Quadrige, 1995).

ou, pire encore, l'angoisse pourrait faire violemment effraction dans celui-ci sous forme de bouffée irrésistible.

Je dis au jeune : « quand tu es dans un trafic, que tu sois guetteur ou ce que tu veux, tu te mets en danger... Quand tu te lèves le matin, tu crois que tu es tranquille ? Tu peux dormir le soir ? » Il y a des règlements de comptes sans arrêt parce que l'autre n'a pas bien guetté à un moment donné ou pour une autre raison...

J'ai une formation clinique et je m'intéresse à cette question : pourquoi ont-ils besoin de vivre dopés aux amphétamines de la peur toute la journée ? Ce sont des questions intéressantes pour moi, au niveau de l'histoire de vie, du lien. Je leur pose : « Comment se fait-il que tu crois que la vie n'est que du drame cornélien du matin au soir et du soir au matin ? » Pour moi, la vie, ce n'est pas cela.

L'approche préventive à partir de la question de la santé semble cependant susciter plus d'intérêt chez les filles que chez les garçons. En tout cas, celles-ci font preuve d'une plus grande constance. Lorsqu'une démarche est lancée, elles participent régulièrement aux réunions alors que les garçons s'y rendent plus occasionnellement, plus en pointillé, préférant parfois rester dans une position de retrait plutôt que de pleine adhésion. On peut bien sûr s'interroger sur les raisons de ce rapport différencié, voire opposé à la santé et sans doute au corps selon les genres. Dans cette perspective, on pourrait peut-être évoquer une plus forte propension à travailler l'apparence chez les filles⁶⁷ ou une certaine culture de la virilité chez les garçons qui les pousserait à dénier le fait qu'ils puissent être confrontés à des problèmes de santé.⁶⁸ Mais il faudrait aussi s'interroger sur la façon de présenter ces démarches, et sur leur contenu, sur le concept de santé lui-même qui y est investi pour pouvoir avancer plus avant sur ces questions.

Je travaille autour de la santé et les projets que l'on met en place, en général, sont proposés, selon les thématiques, à un public de jeunes, qu'ils soient filles ou garçons. En général, ce sont les filles qui viennent. Alors, peut-être que la santé est une thématique qui les mobilise plus. Elles sont plus constantes. Les garçons font des apparitions, montrent de l'intérêt mais sont plus en retrait.

Une telle démarche de promotion de la santé a pour enjeu d'éviter que le drame ne se dénoue/résout en tragédie⁶⁹, dont la dernière scène serait la prison, l'hôpital

⁶⁷ COURT, M. 2010. *Corps de filles, corps de garçons : une construction sociale*, Paris, La dispute, coll. Corps Santé Société.

⁶⁸ « Pour produire de l'acier, il ne faut pas être une femmelette ! ». Au travers de cette phrase que nous avons déjà citée plus haut dans le texte, notre interlocuteur voulait nous signifier finalement qu'il ne comprenait pas pourquoi nous étions là, pour animer une telle démarche de prévention des risques professionnels, en coopération avec des médecins mutualistes. Parmi les ouvriers, ceux du secteur de l'aciérie, parfois dénommés les « Dieux du feu » mettaient en œuvre une défense collective qui les poussait à dire les risques auxquels ils étaient confrontés mais à taire les atteintes réelles à la santé qu'ils subissaient. Comme s'ils devaient ce qu'ils étaient à ce qu'ils faisaient ; en fait, à leur capacité à tenir tête sans faiblir et faillir aux exigences les plus dures de leur situation de travail. (ROCHE, 1986). Dans cette perspective, on peut penser que nombre de jeunes hommes impliqués dans le trafic de drogue mettent en œuvre, par le biais des groupes qu'ils constituent, une défense collective sans doute tout à fait comparable. Sur le même mode, on pourrait dire alors : « Pour faire du business, il ne faut pas être un faible de caractère ! ».

⁶⁹ Il est peut-être nécessaire d'apporter quelques précisions sur la notion de drame. Celle-ci vient de *drama* qui signifie tout simplement *action*. Nous la penserons donc à partir de ce sens étymologique et non à partir de son sens habituel, usuel de catastrophe. Selon nous, l'engagement dans le trafic est un drame parce qu'il est fortement mobilisateur d'affects, parce qu'il oblige, on l'a vu plus haut, le jeune à fournir sans cesse un travail intense *sur* et *contre* lui-même afin d'alléger, voire de dénouer sa

ou la morgue. Et ce n'est peut-être pas ailleurs que dans leurs propres capacités adaptatives que l'on peut trouver les ressources à même de prévenir une telle issue. En s'inscrivant dans une telle perspective, les éducateurs peuvent parfois infléchir la trajectoire de certains jeunes en insistant sur le fait que les pertes financières liées à la sortie du réseau peuvent être largement compensées par des gains en termes de tranquillité, de sérénité, de bien-être et de santé mentale.

Mettre en place des supports créatifs

L'utilisation de supports créatifs comme la musique, la danse ou encore le théâtre permet de dessiner des espaces où il devient enfin possible de parler sans activer ses défenses et les rigidifier jusqu'à les transformer en cuirasses⁷⁰ ou, au contraire, sans les mettre à mal, les démanteler violemment jusqu'à s'effondrer soi-même. Sans doute parce que la créativité fraie une voie singulière grâce à laquelle ce qui fut objet de traumatisme peut enfin accéder à la représentation et donc s'intégrer vaillamment que vaillamment dans la psyché plutôt que d'en sortir par le biais du symptôme. Mais aussi parce qu'elle permet à ce qui n'a pas eu lieu d'avoir lieu, à ce qui ne s'est jamais joué de se jouer. Car on sera d'accord avec Winnicott⁷¹ et Roussillon⁷² pour affirmer que l'on souffre surtout des virtualités qui n'ont pas été réalisées, des élans qui n'ont pas été accueillis, des rêves qui ont été écrasés, de tout ce qui n'a pas pu, dans son histoire personnelle, être appropriée. Cela fait condition pour tous mais plus encore peut-être pour ceux et celles qui vivent dans des espaces urbains stigmatisés et relégués. Remarquons que les œuvres qui sont produites dans le cadre de cette activité ne sont pas moins importantes que cette dernière. Qu'elles soient nommées objet transitionnel⁷³ ou médium malléable⁷⁴, elles permettent de relier la psyché au monde extérieur par la voie de la symbolisation primaire et secondaire⁷⁵.

L'activité créatrice est là comme un lieu où il devient possible de commencer à dire sa souffrance sans s'effondrer. Si ce qui fait souffrance se dit sur une musique, si je dois suivre un rythme, je vais placer un mot, deux mots, trois mots puis quatre, cinq... et avec la mélodie, je suis soutenu par quelque chose qui me permet de raconter.

charge psychique, de réduire les tensions qui s'y manifestent. Cette notion de drame semble pertinente aussi parce qu'elle constitue dans la tradition théâtrale une forme intermédiaire entre la comédie et la tragédie. Or, l'engagement dans le trafic se situe souvent dans cet entre-deux. Parce qu'il revêt un caractère grave et parfois pathétique, parce qu'il constitue une mise à l'épreuve comportant des risques réels, il ne relève pas de la comédie. Parce qu'on ne connaît pas à l'avance son issue qui peut être favorable s'il parvient à en sortir à temps, qu'il y ait un effet tremplin ou pas, et défavorable s'il produit un effet enfoncement dans la galère et/ou la délinquance, parce que le destin de celui qui s'y engage n'est pas d'emblée scellé, elle ne relève pas de la tragédie.

⁷⁰ REICH. W. (1933)-2006. *Analyse caractérielle*, Paris, Ed.: Payot-poche.

⁷¹ WINNICOTT, D. 1971-1975. *Jeu et réalité, l'espace potentiel*, Paris, Gallimard.

⁷² DUBOUCHET, D. 2006. « Regards sur la souffrance. Échange avec René ROUSSILLON », *Gestalt* n° 30, p. 73-87.

⁷³ WINNICOTT, D. 2010. *Les objets transitionnels*, Paris, Payot, coll. Petite Bibliothèque Payot.

⁷⁴ MILNER, M. (1969)-1974. *Les mains du Dieu Vivant*, Paris, Gallimard.

⁷⁵ En première approximation, on dira que la symbolisation primaire se déploie dans la sensorialité et l'affectivité alors que la symbolisation secondaire se déploie dans le langage.

